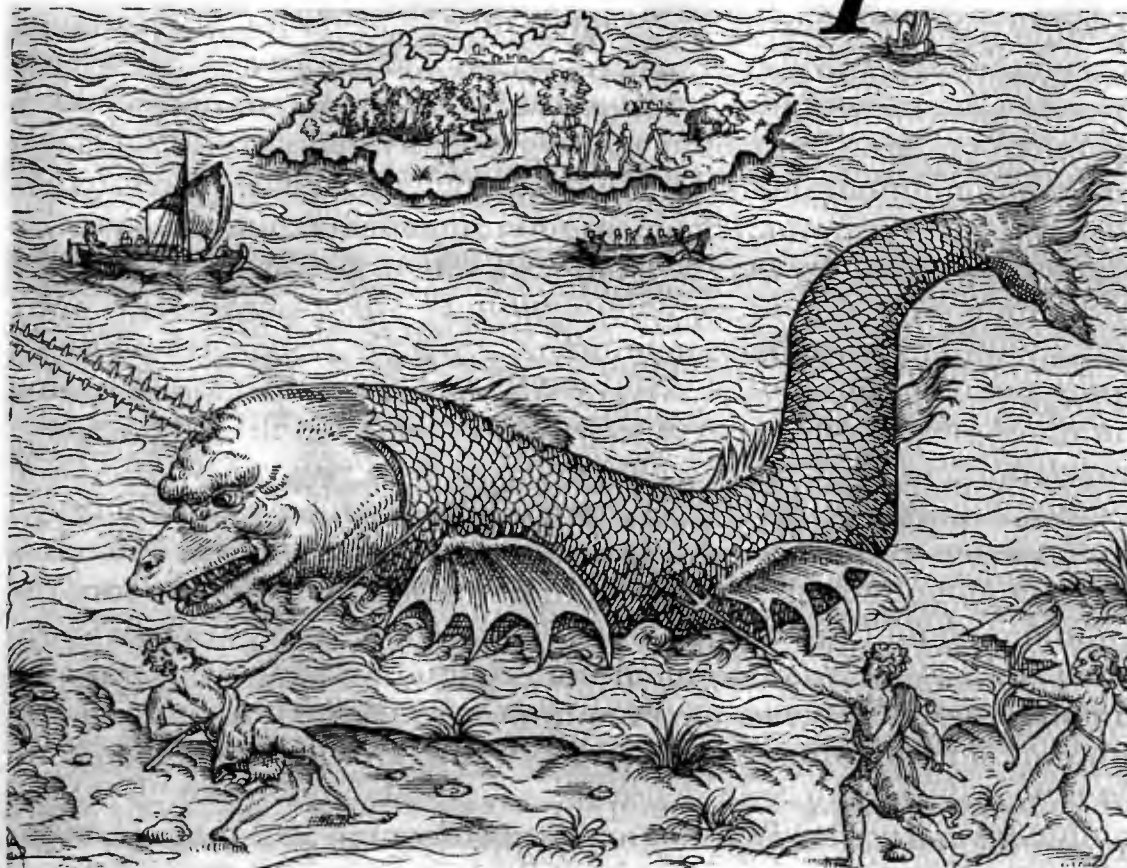


Oiseau-tempête

4,50 €



LE SURVIVANT DU TEMPLE MY PHUOC

NÉ EN 1913, dans une famille paysanne, Ngo Van Xuyet s'installe à Saigon en 1926 où il commence à travailler dès l'âge de quatorze ans. *La Chanson des gueux* de Jean de Richepin et *Les Fleurs du mal* de Charles Baudelaire sont parmi ses premières lectures. La poésie donnera un sens à sa révolte contre les conditions coloniales et il commence à s'intéresser aux activités révolutionnaires. Un copain de travail lui fait lire la presse communiste clandestine. Les révoltes paysannes et les grèves ouvrières de 1930 déclenchent une sauvage répression du pouvoir colonial français. En 1932, il prend contact avec l'Opposition de gauche communiste, qui critique le Parti communiste indochinois (PCI), soumis à la ligne de Moscou. En 1933, après l'écrasement du mouvement paysan, on assiste à l'expérience unique de l'alliance des

staliniens et des trotskistes dans le journal *La Lutte*, qui soutient des « listes ouvrières » aux élections locales. Le 2 mai 1935, Staline signe avec Laval le Traité franco-soviétique, lequel, implicitement, soutient l'intégrité de l'Empire français. *La Lutte* se soumet à la ligne nationaliste du PCI. Une poignée de militants, dont Ngo Van, s'opposent à cette orientation et crée le groupe la Ligue des communistes internationalistes pour la construction de la IV^e internationale. Pour eux, la lutte anticolonialiste prenait tout son sens dans le cadre de la lutte contre le capitalisme. La Ligue se plaçait ainsi au-delà du projet strictement nationaliste, dans la perspective d'une subversion mondiale du système capitaliste – lequel semblait alors historiquement possible. Suivent des années de lutte sur deux fronts contre le colonialisme et contre le stalinisme. Comme d'autres militants révolutionnaires,

Ngo Van passe des années dans les terribles prisons du colonialisme républicain français. Il en sort en juin 1940.

Le 16 août 1945, le Japon capitule. L'administration coloniale française restée fidèle à l'État, donc à Vichy, est en décomposition. Les troupes chinoises communistes arrivent à Hanoi le 9 septembre, alors que l'armée britannique débarque à Saigon le 12 septembre. Dirigé par Hô Chi Minh, le PCI lance un mot d'ordre d'insurrection. Le *Viêt-minh*, l'« armée de libération », entre dans Hanoi le 18 août sans rencontrer de résistance des troupes d'occupation japonaises. Le 2 septembre 1945, à Hanoi, Hô Chi Minh proclame la République démocratique du Viêt-Nam.

« Au même moment, encore hors de l'emprise totalitaire du Viêt-minh, les 30-000 mineurs de Hon gay-Cam pha (Charbonnages du Tonkin où se trouve la concentration la plus nombreuse et la plus exploitée du prolétariat tonkinois) élisent des conseils pour gérer la production minière. Ils prennent le contrôle des services publics du district, des chemins de fer, du télégraphe et appliquent le principe du salaire égal pour tous à tous les échelons du travail manuel et intellectuel. L'ordre nouveau règne sans policiers pendant l'existence de cette commune ouvrière, de fin août à novembre 1945, dans l'indifférence apparente des Japonais. L'ancienne direction française écartée, les mineurs maintiennent ainsi l'activité économique de la région, s'attaquent à l'analphabétisme et essaient d'élaborer une certaine sécurité sociale. »

(Ngo Van, *Viêt-Nam 1920-1945, Révolution et contre-révolution sous la domination coloniale*, L'Insomniaque, 1996, p. 326.)

Le mouvement reste isolé. Invoquant la préservation de l'« union nationale », l'« armée de libération » de Hô Chi Minh envoie ses miliciens, arrêter les élus ouvriers, remplacer les conseils par une nouvelle hiérarchie. À la même époque, dans de nombreux villages, des organisations paysannes confisquent les terres et les partagent. Là aussi, les prolétaires en mouvement rencontrent l'opposition des chefs stalinien du *Viêt-minh*.

Au Sud, les occupants japonais se déchargent de l'administration sur un Front uni composé de groupes religieux et nationalistes. Le *Viêt-minh* contrôle la Fédération des fonctionnaires qui fait partie du Front. Avec la caution des militaires japonais, dès le 25 août 1945, le *Viêt-minh* s'érige en pouvoir de fait.

« Ainsi, en une semaine, entre le 18 et le 25 août, Hô Chi Minh et ses partisans se sont rendus maîtres des trois Ky [régions du Viêt-Nam colonial]; la capitulation du Japon a précipité leur ascension en semant le désarroi chez les nationalistes qui avaient misé sur ce dernier. Bourgeois et propriétaires fonciers sont plutôt rassurés : la propriété privée demeure intouchable. Ouvriers et paysans qui voudraient briser leurs chaî-

nes ne sont pas encore avertis qu'ils seraient écrasés par le nouveau pouvoir. » (Ibid, p. 332.)

Dès le 25 août, à Saigon, les dirigeants du *Viêt-minh* mettent en garde contre les « provocateurs » (les trotskistes de *La Lutte* et de *La Ligue*). Le *Viêt-minh* recrute des chefs de gang qui font main basse sur les stocks d'armes japonais. Contre le mot d'ordre « tout le pouvoir au *Viêt-minh* ! », *La Ligue* revendique « tout le pouvoir aux comités du peuple ! ». Le groupe *La Lutte* reste, lui, conciliant et n'excluant toujours pas la formation d'un front anti-impérialiste avec le PCI. Tout en gardant son indépendance politique, cette organisation trotskiste ne milite plus pour la constitution de soviets dans les usines.

Pourtant, des comités du peuple continuent à se former spontanément dans la région Saigon-Cholon. Dans les campagnes, le *Viêt-minh* force les propriétaires fonciers à baisser les taux de fermage, tout en faisant respecter la propriété privée, s'oppose à l'occupation et à la distribution spontanée des terres. Un commissaire du *Viêt-minh* déclare : « *La révolution communiste, qui résoudra le problème agraire, n'a pas encore eu lieu. Notre gouvernement est un gouvernement démocratique et bourgeois bien que les communistes soient au pouvoir.* » (*Viêt-Nam 1920-1945*, p. 339.) Pendant ce temps, la France gaulliste tente de reprendre le contrôle de la situation, cherche à négocier avec le *Viêt-minh*. Le 28 août, le *Viêt-minh* appelle toutes les milices et groupes armés à rejoindre son Armée populaire. Le 2 septembre, lors de la proclamation de la République populaire du Viêt-Nam à Hanoi, les menaces se font plus précises contre tous ceux qui ne se soumettent pas au nouveau pouvoir, les trotskistes et certains nationalistes. Dans la foulée, le pouvoir *Viêt-minh* accentue sa ligne de conciliation avec les Alliés alors que la Ligue demande toujours « la terre aux paysans, les entreprises aux ouvriers ! Indépendance totale de l'Indochine ! ». Le dirigeant trotskiste Ta thu Thau, militant très respecté, est arrêté et ensuite assassiné par les stalinien du *Viêt-minh*.

Installé à Hanoi, Hô Chi Minh tente de renforcer, au Sud, l'alliance avec les nationalistes démocrates. Toutefois, dès le 12 septembre 1945, les Alliés reprennent militairement le pouvoir au Sud, marginalisant progressivement le *Viêt-minh*, accusé de ne plus être en mesure d'assurer l'ordre. Pourtant, celui-ci a encore la force de fermer le local de la Ligue et d'arrêter leurs délégués aux comités du peuple qui s'étaient formés dans la région de Saigon. Le 21 septembre, des troupes françaises et britanniques reprennent au *Viêt-minh* le contrôle de Saigon, décrètent la loi martiale et annoncent que pillages et sabotages seront punis de mort. Alors que le *Viêt-minh* parle toujours de négocier avec les Alliés, les militants révolutionnaires quittent Saigon pour éviter d'être arrêtés.

Dans la nuit du 23 au 24 septembre 1945, les quartiers populaires de Saigon et des faubourgs se soulèvent contre les Alliés. Des zones sont aux mains du *Viêt-minh*, d'autres sont contrôlées par des organisations nationalistes religieuses, d'autres encore soumises au pouvoir de gangs de la pègre liés aux *Viêt-minh*. Le 25 et le 26, le feu et les combats s'étendent dans la ville qui est en feu. Ngo Van Xuyet laissera le souvenir de ces terribles journées dans une de ses toiles (en couverture de *Viêt-Nam, 1920-1945, Ibid.*). Le 27, les troupes françaises et britanniques tentent de rompre l'encerclement de Saigon. Dans la périphérie de la ville, les militants de *La Lutte* se battent sous le drapeau de la IV^e Internationale, des déserteurs japonais se joignent à eux. Ils sont isolés par les stalinien qui tentent de les désarmer. Les ouvriers des Tramways Go vap, organisés en milice par la Ligue, élisent leurs chefs et partent au combat. Le 2 octobre, les Alliés demandent aux troupes japonaises encore sur place de nettoyer la zone. Le corps expéditionnaire de Leclerc débarque enfin à Saigon le 5 octobre, alors que le *Viêt-minh* négocie une trêve. Le 12 octobre, les combats reprennent et l'armée française se lance à la reconquête de l'ancienne colonie, avec son cortège de massacres, rafles, jugements expéditifs, tortures et exécutions. En mars 1946 :

« *Les forces Viêt-minh sont dispersées et réduites : les stalinien, qui entendent monopoliser le pouvoir, ont déjà exterminé ce qu'ils ont pu des leaders nationalistes et trotskistes sans se soucier d'affaiblir la résistance.* » (Ibid, p. 358.)

De septembre à octobre 1945, de nombreux militants révolutionnaires seront assassinés par le *Viêt-minh*.

« *Menacée d'extermination par les groupes armés Viêt-minh, la milice ouvrière de Go vap se retire dans la plaine des Joncs où la "3^e division" de Nguyen hoa Hiep [nationalistes indépendants du Viêt-minh] lui évitera d'être décimée. Au cours de ce repli, elle perd aux combats contre les troupes françaises une vingtaine des siens dont Chi Quy, infirmière, Dong, Thien, Tran van Than, Nguyen van Huong, Tran quoc Kieu et six camarades venus des plantations de Tayninh.*

Nguyen van Linh, Le Ngoc, Nguyen van Nam et Ngo van Xuyet, réunis chez ce dernier au hameau de Tan lo, à 4 km à l'est de Thu duc, élaborent un texte politique expliquant la position combattante de la Ligue et de sa milice ouvrière. Si les limiers de Duong bach Mai [dirigeant du Viêt-minh, formé à l'École Staline de Moscou et chargé de remettre sur pied l'appareil du PCI] viennent les arrêter, ils se défendront par les armes. Le texte terminé, ils rejoignent la milice dans sa retraite vers la plaine des Joncs, chemin des rebelles traqués du siècle précédent, où les blindés ne peuvent s'aventurer et où, après l'insurrection de

novembre 1940, bon nombre de paysans se sont ostensiblement ralliés au culte Cao dai ou à celui du Phat Thay (Boudha-Maître) des Hoa hao pour échapper à la répression comme suspects de communisme. La pauvreté y est extrême (nous rencontrons un couple qui n'a qu'un seul pantalon pour deux, et... en toile de jute récupérée d'un sac de paddy); pourtant nous sommes accueillis avec sympathie.

Tandis que nous nous enfonçons dans cette immensité de marais alunés, des avions français nous poursuivent et nous mitraillent.

Chargé de trouver un récepteur de radio, Xuyet est arrêté sur le fleuve Vaïco contrôlé par l'instituteur Trong, improvisé chef de la province de Tan an par le Viêt-minh. Détenu avec une trentaine de "suspects" au temple du génie tutélaire de My phuoc, il assiste aux exécutions sommaires de trois catholiques qui ont fui Tan an repris par les troupes françaises, puis de deux anciens agents de la Sûreté embauchés par la police Viêt-minh du fleuve et qui se sont livrés à des provocations; les villageois sont conviés à applaudir au spectacle. À travers la cloison de bois qui sépare les prisonniers de la pièce attenante, il [Ngo Van Xuyet] entend hurler sous les coups de pied et les coups de poing une famille de paysans pauvres suspectés d'espionnage qui rentraient avec leur récolte de patates.

Xuyet trouve un bout de papier et griffonne quelques mots sur son passé et le but de son combat actuel; si sa vie s'arrête ici, peut-être quelqu'un lira-t-il ce témoignage et réfléchira-t-il. Transféré dans l'église-paillote de Song xoai transformée elle aussi en prison politique, il rencontre des amis de La Lutte, dont le géomètre Thu de Mytho qui a aidé les paysans à partager les terres. Le géolier est un retour de Poulo Condor [un prisonnier libéré de la prison de sinistre mémoire où le pouvoir colonial renfermait les révolutionnaires et nationalistes], bien armé. Un hasard heureux amène la "3^e division" [voir plus haut] à passer par là et les prisonniers sont libérés.

[...]

Ainsi disparaît peu à peu de fin septembre 1945 à janvier 1946, sous les coups conjugués des colonialistes et des stalinien, la poignée de révolutionnaires internationalistes pris dans le tourbillon des combats pour l'indépendance. » (Ibid, p. 361.)

Les exactions, les arrestations arbitraires et les exécutions sommaires des troupes françaises vont se poursuivre. En février 1946, le gouvernement français obtient le retrait des troupes chinoises qui protégeaient le *Viêt-minh* au Nord et Leclerc entre dans Hanoi. Après de longues négociations, Hô Chi Minh accepte, en septembre 1946, les conditions du gouvernement français. Mais, le 20 novembre, l'insurrection éclate à nouveau à

Haiphong. La répression française est une fois de plus terrible. Le grand port du Nord est bombardé et on dénombre plus de 6000 victimes civiles. Hô Chi Min prend alors le maquis et c'est le début de la guerre d'Indochine.



Ngo Van Xuyet s'exile en France en 1948. Les préoccupations qui étaient les siennes ce jour de 1945, lorsqu'il se fait arrêter par les sbires d'Oncle Hô dans le temple de My phuoc, l'habiteront toujours. Survivant du colonialisme et du stalinisme, ennemi du capitalisme, il ne cessa d'écrire, de transmettre son témoignage d'acteur conscient de l'histoire. La fin de toute forme d'exploitation et

l'émancipation sociale, voilà le but. Toujours animé par la fidélité envers ses camarades qui n'ont pas pu survivre au temps et aux hommes.

Il est mort le 2 janvier 2005, à Paris.

CHARLES REEVE ■

Tous les faits et citations sont extraits de :

◆ Ngo Van, *Viêt-Nam, 1920-1945, révolution et contre-révolution sous la domination coloniale*, L'Insomniaque, 1996 (deuxième édition chez Nautilus en 2000);

◆ Ngo Van, *Au pays de la Cloche Fêlée, tribulations d'un Cochinchinois à l'époque coloniale*, L'Insomniaque, 2000.

« RÉFLÉCHISSEZ PAR VOUS-MÊME, OUVREZ LES YEUX ! »

Entretien avec Jean-Paul Petit autour de Ngo Van

– *OT: Tu as connu Van en usine...*

J.-P. – C'était Jeumont-Schneider, qui faisait partie du groupe Empain-Schneider. En France, c'était un grand groupe qui employait 10000 salariés. À la Plaine-St-Denis où Van et moi travaillions, dans les années 1970, il y eut jusqu'à 2000 salariés. C'est là que j'ai rencontré Van: je venais de Poitiers, je suis arrivé à Paris, je ne connaissais personne et c'est l'ANPE qui m'a envoyé dans cette usine. On travaillait non seulement dans la même usine mais aussi dans le même service, un bureau d'études. D'ailleurs, tous les articles qui parlent de Van disent qu'il était ouvrier, ce n'est pas vrai, il était technicien. Il avait fait le Cnam (Conservatoire national des arts et métiers) quand il est arrivé en France en 1948.

Son histoire salariée en France commence donc en 1948. La première usine dans laquelle il a été salarié, c'est Simca (Talbot aujourd'hui) à Poissy, déjà en tant que technicien de maintenance sur les chaînes de montage et plus particulièrement sur les outils de soudure électrique, à la sortie du Cnam.

– *Van ne connaissait personne en arrivant en France ?*

J.-P. – Ses connaissances étaient restreintes, il avait quelques adresses de militants qui le mirent en contact avec l'Union ouvrière internationale (UOI), scission du Parti communiste internationaliste (PCI) membre de la IV^e Internationale. Quand il raconte ces premières années dans ses écrits, il parle de quelques Vietnamiens en France, des révolutionnaires, pas forcément trotskistes. Cette situation détermina son avenir dans le monde industriel. Il a été embauché chez Simca. Dans le livre à paraître chez L'Insomniaque *Au pays d'Héloïse*, il y aura des écrits de Van¹, on y trouvera un texte intéres-

sant sur ses premières années chez Simca, comment il a été embauché, sa vie de boulot, le fait que dans cette boîte par exemple, c'était la CSL (syndicat patronal) qui était la première organisation dans l'usine... ça donne une idée...

Il a quitté Simca parce que c'était trop dur physiquement, il faisait les 3/8 ou, en tout cas, avait un rythme de jour et de nuit. Il a démissionné et à l'époque, il pouvait retrouver du travail d'autant plus qu'il était qualifié. Ensuite, au milieu des années 1950, je crois, il est rentré dans une boîte qui s'appelait Mors (qui n'existe plus) qui fabriquait des équipements ferroviaires de signalisation. C'est là qu'il rencontrera Paco, un ancien du POUM, qui deviendra un de ses plus proches amis. Cette boîte a été fermée, puis des salariés ont été « repris » par Jeumont-Schneider justement, pour travailler dans des ateliers qui construisaient aussi du matériel ferroviaire. Mais avant d'entrer chez Mors, il a refusé plusieurs emplois. Il s'était présenté notamment chez Hispano-Suisa à Colombes, une boîte qui travaillait pour des équipements militaires et il a refusé. Ensuite, il se présenta dans une autre entreprise fabriquant des machines agricoles. On l'embauchait pour travailler sur des chaînes de fabrication de roquettes pour la guerre d'Algérie: embauché le matin, à midi, il était déjà parti... il préférerait crever de faim plutôt que de fabriquer des armes. La situation économique n'était pas non plus la même à l'époque, mais je pense qu'il aurait le même comportement aujourd'hui.

– *C'est là que vous vous êtes connus ?*

J.-P. – On s'est croisés pendant quelques années, de 1973 jusqu'à ce que Van parte en préretraite, en 1976. Je me souviens de cela car c'était l'époque des premiers départs



● NGO VAN ●

en préretraite avec « garantie de ressources » : comme d'autres, Van et Paco en ont profité tout de suite ! Car jusqu'à la retraite, ils avaient droit à 90% du salaire. En fait,

la boîte ne licenciat pas car c'était le grand boom: il y avait de nombreuses commandes, de la SNCF et RATP notamment, c'était aussi l'époque où l'entreprise bénéficiait des commandes passées au Mexique, au Chili, au Brésil et au Canada, (d'ailleurs Van a travaillé pour le métro de Montréal). Le gouvernement avait lancé ce dispositif national de préretraites après la crise de 1973, au moment où le chômage commençait vraiment à progresser. À l'époque, la retraite était à 65 ans, Van est parti à 63 ou 64 ans. Van avait de nombreux projets en tête, d'écriture notamment.

On s'est rencontrés assez spontanément. Un jour, Van m'a interpellé pour me demander ce que je pensais de la guerre du Viêt-Nam qui était en cours. À cette époque, je ne connaissais pas l'histoire de Van. Je me suis demandé : « *Je dis ce que je pense ou pas ?* ». Finalement, je me suis lancé et dès ce jour-là, on s'est rapprochés, voyant qu'on avait pas mal de points communs. Politiquement, à l'époque, je n'étais dans aucun groupe politique ou syndicat, mais j'avais été actif dans le milieu étudiant de Poitiers. J'avais des positions très critiques sur le système capitaliste et sur les bureaucraties des pays de l'Est. Là-dessus, on s'est retrouvé rapidement car Van avait les idées claires sur les bureaucraties du socialisme réellement existant. Comme on était dans le même bureau d'études, ainsi que Paco, on a commencé à discuter et nous sommes restés amis jusqu'à son décès.

-Toi, tu n'y étais pas en 1968, mais est-ce que Van t'a parlé de ce qui s'y est passé pendant les grèves de mai 68 ?

J. - P. - Van a écrit un texte là-dessus qui a été publié à

l'époque dans la revue d'ICO². Dans cet article, il décrit des personnages de la boîte, notamment des syndicalistes, qui étaient toujours dans l'usine à mon arrivée que j'ai identifiés tout de suite en lisant le texte ! L'usine était située à Saint-Denis et la ville était tenue par les communistes depuis 1920, à part l'intermède Doriot dans les années 1940. Donc cette usine était contrôlée syndicalement par la CGT et le PC. À l'époque, la secrétaire du CE (comité d'entreprise) était au PC – et son fils est d'ailleurs aujourd'hui député-maire PC d'une commune à côté d'Aulnay –, elle était la commissaire politique. En 1968, la grève a été totalement verrouillée par les organisations syndicales, la CGT étant largement majoritaire. À côté, il y avait aussi la CFDT.

En 68, Van, Paco et quelques autres travailleurs plutôt libertaires mais non organisés ont essayé de faire venir des gens du « 22 Mars »³ à l'usine. Pour la CGT, c'était hors de question... Il y avait bien le patron de l'usine, mais il y en avait aussi un deuxième de patron, le CE et la CGT ! Finalement Van et les autres les ont accueillis en dehors de l'usine.

Le PCF savait bien que si cela se passait hors de l'usine, beaucoup d'ouvriers n'allaient pas venir, à part des gens motivés. La grève dans l'usine a duré, avec occupation pendant trois semaines environ, mais dès le début de la grève, le CE a ordonné aux ouvriers: « *Il faut ranger vos établis, soigner le matériel* », il fallait que les outils soient en état au moment de la reprise !

La seule possibilité dans ce contexte pour des personnes comme Van et Paco, c'était la prise de parole lors des

grèves en dehors de la discussion en petits groupes. Ce n'était pas dans l'optique de Van de se poser en leader; il n'a jamais été syndiqué, en raison de son expérience précédente, qui lui avait montré que cela ne menait à rien dès lors qu'un appareil bureaucratique et politique assure le contrôle de l'organisation. Van avait du recul, il analysait très bien la situation, un regard non pas désabusé, mais sans aucune illusion sur les possibilités d'évolution de la situation tant que les gens seraient encadrés et suivraient les directions syndicales; en ce sens, il n'a jamais été déçu, l'issue des événements ne l'a pas surpris.

– En dehors des communistes du PCF, y avait-il d'autres tendances politiques dans la boîte ?

J.-P. – Dans les années 1970, il n'y avait pas d'expression politique dans l'usine autre que celle du PC. Dans les années 1980, la LCR diffusait régulièrement des tracts. Il y avait quelques « libertaires ». Paco et Van en étaient proches. Ils avaient des positions très critiques sur les organisations politiques et syndicales et étaient actifs dans les mouvements revendicatifs, cependant ils ne se percevaient pas comme une avant-garde... Pour Van, son expérience au Viêt-Nam témoigne aussi d'ailleurs avec dans les années 1930, l'organisation, avec des camarades, d'amicales clandestines (le syndicat était interdit), de type société secrète. Van ne rejetait pas l'organisation en soi, son expérience au Viêt-Nam le montre bien de même que les contacts qu'il avait en France avec des organisations politiques, mais en même temps, c'est aussi cette expérience qui l'a fait réfléchir sur les formes d'organisation que peuvent se donner les travailleurs. Au final, sa position était celle d'un homme libre, ne voulant pas être embrigadé, ni embrigader quiconque. C'est pourquoi il a toujours participé à des groupes plus ou moins informels – comme ICO – qui n'avaient pas l'ambition de fonder un parti politique au sens classique du terme ni même se poser une avant-garde de la classe ouvrière.

– Est-ce que ces idées étaient partagées par d'autres dans l'usine ?

J.-P. – Dans les années 1970 et jusqu'au début des années 1980, la crise n'était pas aussi intense, elle ne s'est fait ressentir que plus tard dans les années 1980. L'usine où nous étions ne licenciat pas à cette époque mais embauchait, il n'y a jamais eu de grandes luttes, jusqu'au moment où les commandes ont été moins nombreuses (l'usine a été vendue en 1987 à Alsthom: la division ferroviaire de Jeumont-Schneider a été liquidée pour un franc symbolique). Il y eut quatre plans de licenciements successifs. C'était une boîte paternaliste sous la convention collective de la métallurgie (une des plus favorables à l'époque). Pour se débarrasser des salariés, l'entreprise offrait alors une prime de 80000 francs (environ 12300 euros) en sus des indemnités conventionnelles et les travailleurs se précipitaient pour partir. Du coup, il n'y a jamais eu de luttes importantes, seulement quelques grèves for-

melles contre les licenciements. Le patronat testait les capacités de luttes, la classe ouvrière a été cassée. Les luttes aujourd'hui sont beaucoup plus difficiles. Cette période des années 1980 a vu aussi de grandes grèves des OS, dans l'automobile, entre autre à Aulnay-sous-Bois chez Citroën.

– Les discussions avec Van sur le syndicalisme t'avaient-elles influencé ?

J.-P. – À titre personnel, je n'avais pas d'illusions sur le syndicalisme, mais il y a une chose qui m'a marqué: dans le cadre du travail, j'ai été envoyé au Chili en 1978 pour le métro de Santiago, pendant la dictature de Pinochet. Ce séjour en Amérique latine m'a fait voir autre chose. Le discours antisyndical qui certains tenaient – dont les situationnistes – me paraissait alors trop schématique. Je pouvais faire la comparaison entre les situations du monde du travail en France et au Chili... tout en connaissant les limites des luttes syndicales, les acquis en France étaient aussi le résultat de ces luttes. À l'époque, en 1978 à la CFDT, le discours syndical était l'autogestion, les 35 heures... Paco me disait que cela ne changeait rien sur le fond et malgré ce désaccord nous avons continué à discuter fraternellement. Finalement l'histoire a tranché.

Je reviens à Van. Il était réservé, bien souvent, on le voyait sourire, mais il ne disait pas toujours le fond de sa pensée. Il faut rappeler le contexte de l'époque... L'après-68 a permis un relâchement disciplinaire dans les usines et à Jeumont, il y avait « la messe » comme on disait, plusieurs fois par semaine, sur le temps de travail une cinquantaine de personnes se regroupaient pour prendre l'apéritif, sous divers prétextes. Van parlait dans le cadre de discussions informelles; c'est là que nous faisons connaissance, il y avait des militants dans le tas, de la Ligue par exemple. À l'époque, ces derniers étaient « clandestins », car être militant anti-staliniste, (trotskiste ou autre), dans ce milieu où le PC était influent n'allait pas sans risques, pour l'emploi particulièrement, à moins d'un mandat syndical. Van ne criait pas sur les toits tout ce qu'il pensait, il avait une expérience derrière lui mais peu de gens connaissaient son histoire. En face, il y avait des brutes épaisses, des militants politiques du PCF pas très futés.

– Quand Van a-t-il pris ses distances avec la IV^e Internationale ?

J.-P. – Dès 1948 il avait pris ses distances et cela sera confirmé après un voyage en Yougoslavie titiste en 1950. Il y avait des brigades de solidarité organisées pour la Yougoslavie par les courants trotskistes. Certains trotskistes pensaient qu'il pouvait y avoir encore un « redressement » de la situation en Yougoslavie. Van y est allé, il a vu et quand il en est revenu, c'était clair, le prétendu redressement se faisait dans la continuité ! C'était juste un conflit de chefs. La politique de la IV^e Internationale, c'était, entre autre chises la défense de l'URSS, de l'État

ouvrier bureaucratiquement dégénéré mais ouvrier quand même, dont il fallait défendre les acquis, c'est-à-dire la propriété collective des moyens de production... Van raconte d'ailleurs dans un texte⁴ ce voyage « organisé » en Yougoslavie, et notamment le fait qu'ils aient visité une prison ! Pour lui, le symbole était clair !

– *Et à partir de là, à quels courants ou groupes s'intéresse-t-il ?*

J.-P. – **Après l'UOI qui éclata en 1954**, Van fut en relation avec Maximilien Rubel dans un groupe informel qui sera quelques années plus tard le *Groupe communiste de conseils*. Il participe aussi à *ICO* – ce qui n'était pas contradictoire avec le groupe précédent – dans la revue duquel il publie plusieurs articles, notamment sur Mai 68. *ICO* a continué jusque dans les années 1970, puis s'est transformé en *Échanges*.

Quand il est arrivé en France, il s'était fixé comme programme la lecture approfondie de Marx ! Ce n'est pas un hasard s'il fut proche de Maximilien Rubel, qui mettait en exergue de ses études sur Marx : « ce que je sais, c'est que je ne suis pas marxiste », ce n'est peut-être pas la citation exacte, mais là en est l'esprit. En dehors de Marx, il connaissait bien Pannekoek, Korsch et il avait des relations assez proches avec Paul Mattick par exemple.

– *Quelle a été l'influence des rencontres au sein de ces groupes sur son évolution politique ?*

J.-P. – **Van n'aimait pas les étiquettes**. Je me demande même s'il se revendiquait comme « conseiller ». Je reviens à ce propos sur ce qu'il a écrit sur Mai 68: il a vécu 68 à l'usine, mais il sortait aussi de l'usine, pour aller à l'Odéon, à l'École des beaux-arts. Cette dernière était tenue par des maos. Quand il est arrivé et qu'il a vu des banderoles avec « Vive le président Mao ! », il a éclaté de rire en disant « *Eh bien, si c'est ça la révolution, c'est foutu !* ». Ce n'est finalement pas pour rien que des gars de l'usine et lui avaient invité les gens du « 22 Mars » à venir discuter avec les ouvriers... Mais le but n'était pas

de donner un objectif à la classe ouvrière, c'était plutôt, « *réfléchissez par vous-mêmes, ouvrez les yeux* »... Il ne le disait pas de cette manière, mais c'était bien cela qu'il voulait dire: « *Écoutez une autre parole que celle du délégué syndical ou du commissaire politique qui vous disent de poser les outils, de les reprendre, de nettoyer l'établi...* »

Ce n'est pas pour rien non plus si un des livres qu'il aimait beaucoup était *De la servitude volontaire*, de La Boétie. Dans tous les cas, il n'était pas question pour lui de brader l'indépendance et la liberté de penser au nom de l'efficacité. Il pensait qu'il n'y avait pas d'indépendance entre les moyens et les fins. Un contexte dans lequel un militant n'hésite pas à supprimer ses propres camarades de lutte en raison de désaccords ne peut aller que vers une catastrophe. Van a porté les armes, il a lutté les armes à la main contre la colonisation française, il ne le faisait pas de gaieté de cœur, il préférait les armes de la lutte sociale, mais il n'avait pas le choix. Il percevait les armes comme un moyen de défense plutôt que comme un moyen d'émancipation.

– *Tu dis que la plupart des textes de Van avaient quelque chose d'humoristique ?*

J.-P. – **Humoristique, mais distancié**, son écriture était souple. Ce qui était bien chez lui, c'est qu'il n'y avait pas de prétention à détenir la vérité, il ne disait pas: « *Je sais où va l'histoire et suivez mon panache* »... C'était quelque'un de calme, discret, qui voulait savoir où il allait et se battre si nécessaire.

D'ailleurs, il était aussi discret sur sa vie personnelle, c'était sans doute un trait de caractère personnel et culturel.

– *Tu disais qu'en quittant l'usine, Van avait des projets en tête, lesquels ?*

J.-P. – **Il est venu en France** – c'est dur ce que je dis là – en homme vaincu. Son histoire vietnamienne, ce fut une lutte contre la colonisation et contre l'oppression capitaliste. Finalement il fut pourchassé par les partisans d'Ho Chi Minh et par l'armée française de retour au Viêt-Nam. Il ne faut pas oublier que son groupe a été décimé et que lui était un survivant. Après de telles expériences, tu ne peux pas renoncer. Il a conservé ses convictions, sa philosophie, sa vision du monde. Il arrive en France encore jeune, 35 ans à peine, jeune mais avec quel passé derrière lui ! Ce qui fait qu'en France, étant donné ses convictions, il n'a jamais été engagé dans une organisation syndicale ou politique.

Van avait d'autres projets: le premier, formulé de manière très claire, c'était de sauver la mémoire de ses camarades. Tout au long de sa vie, il avait accumulé des archives en vue de publication. Dès qu'il a été à la retraite, il s'est lancé et a passé dix ans à chercher des documents au ministère des colonies, aidé par un historien qui lui a permis d'accéder aux archives. Avant ces recherches,



26.1.60
Van.

et pendant qu'il travaillait, il avait déjà fait une thèse à l'École pratique des hautes études⁵.

C'était un homme aux projets à long terme, qui ne faisait pas les choses dans l'urgence, il disait toujours: « *De toute manière, j'ai l'éternité devant moi.* »

– *Tu dis aussi que c'était l'homme de l'ancien et de l'actuel, de l'Orient et de l'Occident...*

J.-P. – Il a quand même déchiffré des textes de la Chine ancienne de l'époque de 1000 av-JC que des sinologues français n'avaient pas réussi à traduire ! Il m'a raconté comment cela s'est passé quand il est arrivé à l'École pratique des hautes études: ils ont vu arriver ce « merle blanc » comme il disait, sans diplôme, avec le niveau du certificat d'études... C'était vraiment un autodidacte d'un point de vue politique, du point de vue de l'écriture et de la recherche. Il raconte dans son autobiographie⁶, comment il fut refusé au lycée à Saigon, un fils de riche étant passé avant lui... Quand je l'ai connu, il terminait son travail sur sa thèse – elle a été publiée pendant sa dernière année de salariat en 1976 – et ensuite, il s'est lancé dans ses recherches sur l'histoire du Viêt-Nam et le parcours de ses camarades. Donc, il relisait tout ce qui concernait le Viêt-Nam et aussi tout ce qui touchait à la période concomitante sur le milieu ouvrier lié aux III^e et IV^e Internationales et bien d'autres lectures pas seulement politiques.

– *À-t-il eu des difficultés pour faire publier son premier livre sur le Viêt-Nam ?*

J.-P. – Van a eu beaucoup de mal pour éditer ce livre. Sa compagne Sophie l'a beaucoup aidé pour la relecture de certains faits historiques et pour le français aussi. Mais Van avait son propre style et quel style ! Ce livre est sorti en 1996 aux éditions L'Insomniaque, avec une souscription parmi tous les copains. En fait, dans un premier temps, j'avais proposé les éditions de la Brèche⁷ et ils ne l'ont pas publié: l'histoire que racontait Van n'était pas tout à fait conforme avec ce qu'écrivaient les « spécialistes » du Viêt-Nam comme Pierre Rousset. Ensuite, Van avait essayé avec des éditeurs classiques (Gallimard, Le Seuil...) et c'était toujours un refus. D'où l'idée d'une souscription publique avec les éditions de L'Insomniaque. Cela s'est très bien passé !... avec du temps quand même. Il prenait cela avec philosophie, mais il tenait à la publication, c'était important pour lui et il ne lâchait pas l'affaire !

Il y avait en parallèle l'autre livre, celui de *La Cloche Fêlée*, les deux étaient liés puisque le premier était plutôt un livre historique et le second, la même histoire vu d'un côté plus personnel. Il ne voulait pas seulement faire un livre de mémoires mais aussi un livre d'histoire dont le but était de sauver la mémoire de ses camarades tués, disparus, assassinés... Du coup, la biographie de ses camarades se trouve dans ce deuxième livre. Pour des raisons de clandestinité et l'utilisation de pseudos dans la lutte,

il n'a su la véritable identité de certains d'entre eux que dans les années 1980. La clandestinité était un impératif de la lutte à l'époque.

– *En dehors des livres, il a aussi continué à publier des articles ?*

J.-P. – Oui, dans *Oiseau-tempête*, mais aussi dans la revue d'*Echanges* et dans *Les Chroniques vietnamiennes*, mais cette dernière revue n'existe plus. Ses livres ont été envoyés à toutes les organisations trotskistes pour diffusion des idées tout simplement. La diffusion s'est réalisée correctement, *Lutte Ouvrière* l'a d'ailleurs invité lors d'une de ses fêtes. La position intransigeante de Van vis-à-vis des stalinien⁸ était plus conforme à la conception politique de LO. Van a également publié un article dans les *Études J.J. Rousseau* sur l'influence de la pensée rousseauiste sur le mouvement d'émancipation au Viêt-Nam. Il a également traduit et publié, en collaboration avec Hélène Fleury, *Contes d'autrefois du Viêt-Nam*⁹.

Van avait une bonne maîtrise du français et savait lire le chinois. C'était un homme intellectuellement curieux. Ses recherches sur la divination ont été motivées par des faits précis dans sa famille: il avait un frère septième je crois, qui un jour a été victime de forte fièvre et qui a eu des visions; il est ensuite devenu un peu sorcier et médecin et c'est cela qui a amené Van à vouloir approfondir ces questions sur la divination et la magie. Malgré tout, Van était plutôt matérialiste... il avait échappé tout jeune au destin de moine bouddhiste.

Sa conception du monde et son analyse de l'histoire étaient matérialistes, il était profondément humaniste. Le fait d'être profondément humaniste se manifestait chez lui par son rapport à l'art. Il dessinait beaucoup, même à l'usine, il avait toujours sur lui des petits carnets dans ses poches, il faisait des croquis, il savait très bien dessiner. Il peignait des portraits, mais aussi des scènes urbaines ou de la campagne.

Il partageait la position d'analyse en terme de lutte de classes et aussi les positions de Trotski sur la révolution permanente, au moins jusqu'à ce qu'il arrive en France ; c'est aussi pour cela qu'au Viêt-Nam, lui se battait contre la colonisation et aussi pour une lutte de libération sociale. Pour lui, il n'était pas question de s'allier avec une néo-bourgeoisie vietnamienne au nom de l'indépendance nationale. Ce qui primait, c'était la libération des travailleurs, de la campagne comme de la ville. Il avait d'ailleurs publié au Viêt-Nam dès 1937 une brochure sur les procès de Moscou de 1936, en vietnamien, alors qu'il était interdit d'écrire des textes politiques dans cette langue. D'ailleurs, c'est une chercheuse d'Aix-en-Provence qui a retrouvé cette brochure dans des archives et qui lui en a fait une copie. Car, bien sûr, Van n'avait pas ramené du Viêt-Nam ce genre de textes dans sa valise ! □

Mai 2005

NOTES :

1 – La date de parution du livre reste à déterminer.
 2 – « Chez Jeumont-Schneider, impressions de mai », ICO n° 76, décembre 1968. *ICO (Informations et Correspondance ouvrières)*. Dans son texte Avec Maximilien Rubel... Combats pour Marx, 1954-1996, une amitié, une lutte, *Ngo Van écrit* : « Avec Maxime, à partir de 1958, notre groupe d'étude et de réflexion – plus tard devenu Groupe communiste de conseils – collabore étroitement à ICO qui anime le "Regroupement inter-entreprises"-. Cette nouvelle formation tend à "réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats" devenues "des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation, de chercher à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, de nous informer mutuellement de ce qui se passe sur les lieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque. Cela devait nous amener à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter de problèmes généraux tels que la propriété capi-

taliste, la guerre ou le racisme. Chacun y expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans son entreprise". »

3 – 22 Mars: groupe créé en mars 1968, à la faculté de Nanterre qui eut un rôle important dans l'agitation révolutionnaire de la révolte de 68. Dans un premier temps, plusieurs tendances y coexistaient, des maoïstes aux anarchistes. On peut lire, *Jean-Pierre Duteil*, Nanterre, 1965-1968, vers le mouvement du 22 Mars, *Acratie*, 1988.

4 – Texte qui sera publié dans le livre consacré à *Ngo Van* par L'Insomniaque.

5 – Divination, magie et politique dans la Chine ancienne, 1978. *Republié par les éditions You-Feng*, Paris, 2002.

6 – Au pays de la cloche fêlée, tribulations d'un Cochinchinois à l'époque coloniale, *L'Insomniaque*, 2000.

7 – Maison d'édition de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

8 – Cf. les différents courants trotskistes au Viêt-Nam dans l'article « Le survivant du temple My phuoc », de ce numéro d'OT.

9 – Éditions You-Feng, Paris, 2001.

Ngo Van et le joueur de flûte ou l'irréductible utopie

« Le dix-neuvième siècle eut ses témoins de la vérité, – le nôtre ignore encore les siens. Marx, Kierkegaard, Poe, Rimbaud, Dostoïevski furent les accusateurs impitoyables de leur temps qui les immolait... » (*Maximilien Rubel*, postface à *La Légende du Grand Inquisiteur de F. M. Dostoïevski*, Paris, 1946. Rééditée à *L'Insomniaque*.)

À la disparition de Maximilien Rubel, pour nous rendre vivante encore la présence de son ami, Van choisit de clore le beau texte qu'il lui consacra en citant le passage ci-dessus et en y ajoutant : « À notre ami Maxime, témoin de la vérité ». Ngo Van, à nos yeux, fait partie de cette lumineuse conjuration des témoins de la vérité. Les deux derniers ouvrages parus* de Ngo Van et celui à venir bientôt** entre utopie, poésie de la vie et chronique historique incarnent sur leurs différents registres l'affirmation de l'histoire vivante face au rouleau compresseur de la réalité, dans cette « bacchanale de la vérité où nul ne peut rester sobre ». Le texte suivant a paru en guise de préambule au *Joueur de flûte* et *l'Oncle Hô*.

NGO VAN NOUS A QUITTÉS CE 2 JANVIER 2005, alors qu'il mettait la dernière main à ce livre. Un préambule devait en expliciter le titre et préciser le caractère particulier de ses sources. À nous donc de nous acquitter de cette tâche.

Avant cela, précisons que cet ouvrage de Ngo Van s'inscrit pleinement dans la cohérence du double projet qui lui tint tant à cœur et qu'il réussit à mener pratiquement jusqu'à son terme.

Le Joueur de flûte et *l'Oncle Hô*, Viêt-Nam 1945-2005 est dans le droit-fil de son *Viêt-Nam 1920-1945, Révolution et contre-révolution sous la domination coloniale*

(*L'Insomniaque*, Paris 1995-1996, réédition *Nautilus*, Paris 2000). Ngo Van y avait décrit la lutte sur le double front de l'anticolonialisme et de la résistance à la mainmise d'Hô Chi Minh et de son parti, fidèles à Staline, sur le mouvement de libération. Témoin engagé de cette époque, Ngo Van préférerait qualifier ce livre de chronique plutôt que d'histoire.

Parallèlement au *Joueur de flûte*, Ngo Van travaillait à *Au pays d'Héloïse* – deuxième volet de son autobiographie parue en 2000, *Au pays de la Cloche fêlée, tribulations d'un Cochinchinois à l'époque coloniale* (*L'Insomniaque*). *Au pays de la Cloche fêlée* retrace depuis son enfance le

chemin de sa révolte nourrie aussi de la découverte de Rousseau et de la poésie contre l'infamie coloniale et l'exploitation sociale. Il y montre concrètement comment l'écrasement et l'assassinat de ses compagnons par Hô Chi Minh et ses partisans était une des conditions nécessaires à l'instauration de « la patrie socialiste ». *Au pays de la Cloche Fêlée* s'arrête au moment où Ngo Van s'exila pour ne pas subir le même sort que ses amis.

Dans la profonde continuité de ses rêves et de ses révoltes, *Au pays d'Héloïse*, demeuré inachevé, raconte sa vie d'usine en France, ses rencontres avec de nouveaux compagnons de lutte, ses voyages. L'Insomniaque se propose d'en publier les chapitres déjà achevés dans un album illustré de tableaux et dessins de Ngo Van et enrichi de documents et correspondance.

On y trouvera un article que Ngo Van publia en pleine guerre du Viêt-Nam, en 1968, et qui marque peut-être plus que tout autre, par sa terrible lucidité, l'actualité de son œuvre de témoignage. Il écrivait dans les *Cahiers de discussion pour le socialisme des conseils* (n° 8, avril 1968) :

« De jeunes Américains vont pourrir dans les rizières et sur les collines du Viêt-Nam sous les roquettes russes ou chinoises pour défendre le "monde libre" du dollar et des bases militaires du Pacifique; de jeunes Vietnamiens sont envoyés à la boucherie bon gré mal gré dans un camp ou dans l'autre pour l'"indépendance nationale", la "libération nationale", le "socialisme", etc. Un jour, le massacre s'arrêtera de par la volonté de "paix" des maîtres des États, les survivants reprendront le chemin des usines, des bureaux et des fermes d'Amérique; les gueules cassées, les sans-bras, les sans-jambes traîneront leur reste d'existence décorée. Là-bas, les "héros de la résistance", paysans et ouvriers du Viêt-Nam, retourneront dans les rizières ou seront jetés dans les usines de la nouvelle industrialisation; ils auront bientôt perdu ce qu'ils ont pu avoir d'illusions. Ni le régime capitaliste à l'américaine ni le capitalisme d'État d'Hô Chi Minh ne mettra fin à leur situation d'exploités soumis à une dictature policière et si les bourgeois et les propriétaires fonciers sont chassés, c'est la bureaucratie qui perpétuera l'exploitation, avec davantage d'efficacité. »

Le Joueur de flûte et l'Oncle Hô apporte la confirmation de cette terrible ironie de l'histoire qui fait qu'au Viêt-Nam les héritiers de cette génération anti-impérialiste, sans cesser de vouer un culte pacificateur à l'Oncle Hô, se tournent désormais vers l'ancien pays ennemi pour y chercher l'appui du dollar-roi, alors que « le petit peuple héroïque », hier sacrifié dans la lutte par la nomenklatura, continue à peiner pour survivre.

Le Joueur de flûte et l'Oncle Hô en dresse le constat tragique, mais Ngo Van fait porter l'accent sur l'autre « guerre », celle à laquelle il a toujours participé, la résistance des opprimés contre les maîtres, quel que masque qu'ils empruntent. Pour comprendre le choix de son titre,

rappelons ici simplement l'anecdote racontée dans le chapitre IX :

« Lors du déclenchement, le 31 janvier 1968, de l'offensive du Têt contre les troupes du Sud appuyées par les Américains, les forces du FLN, le Front de libération nationale, ne laissant ni le temps ni la place pour la moindre expression autonome entreprirent immédiatement leur œuvre de remodelage des esprits (avant que les anciens maîtres ne reprennent la main trois semaines plus tard). Ainsi, les habitants de Huê furent-ils invités à participer aux cours de "rééducation".

» Trois gardes armés du Front national de libération invite alors le vénéré Vo thành Minh à les suivre pour assister aux cours de rééducation. "Non, je n'y vais pas", leur dit le vieux.

» Nha Ca, témoin ébahi de la scène, eut peur pour la vie du vénéré. Sûrement que, depuis l'entrée des troupes du Nord dans Huê, personne n'avait osé répondre ainsi aux injonctions des nouveaux occupants. [...]

» Impressionné par la fronde du vieux, le chef du groupe se radoucit et l'invite poliment à aller voir les supérieurs.

» " Je n'y vais pas. Dites à vos dirigeants de venir ici s'ils ont à me parler. J'habite là dans la maison de culte du Vénéré Phan (Bôi Châu). Qui êtes-vous pour l'ignorer? Je vais faire la grève de la faim, m'asseoir au pont Bèn Ngu pour protester contre votre Front de libération. Je m'oppose aux Américains autant qu'aux communistes."

» Le groupe finit par prendre congé du vieux et quitte les lieux.

» Ce vieux n'était autre que celui qui, autrefois, déjà indomptable, avait joué de la flûte sur les bords du lac Léman en signe de protestation contre la partition du Viêt-Nam à la conférence de Genève en 1954. Et il continue encore la nuit, à la lumière des chandelles, à taper à la machine des lettres adressées à Hô Chi Minh et au président des États-Unis pour protester contre la guerre. Puis il déchire les lettres. »

Quant aux sources qui ont amplement fourni la matière de cet ouvrage, elles découlent naturellement du parcours et du travail historique de Ngo Van. *Viêt-Nam 1920-1945, Révolution et contre-révolution sous la domination coloniale* est un récit unique en son genre, à contre-courant de toutes les histoires officielles répandues par « les actuels maîtres du présent » et reprises sans vergogne ni esprit critique en Europe et aux États-Unis par ceux-là même qui prétendaient soutenir le peuple vietnamien dans sa lutte. Sa publication en 1995 fut pour beaucoup l'occasion inespérée de renouer avec leur propre histoire. De la diaspora vietnamienne, ou du Viêt-Nam même par le biais de diffusions pirates, rencontres, contacts, témoignages de survivants, de proches de révolutionnaires se sont multipliées autour de Ngo Van. Des chercheurs curieux – œuvrant hors des sentiers battus du culte persistant que la pensée

servile voue au chef charismatique Hô Chi Minh – se sont adressés à lui et en échange lui ont fourni de précieux renseignements dont certains tirés des archives du Komintern à Moscou. Ces contacts ont également procuré à Ngo Van la connaissance d'écrits dissidents, pour la plupart accessibles dans la seule langue vietnamienne.

Enfin, un voyage au Viêt-Nam de Ngo Van en 1997, après quarante-neuf ans d'exil, lui a permis de recueillir témoignages ou informations de première main. Et d'abord parmi ceux-là même que « la nouvelle économie » a jetés sur les chantiers à capitaux sud-coréens, européens, américains ou japonais : ceux qui triment pour Nike et autres Coca-Cola, dans ces usines où peut s'accomplir plus facilement la mise au pas des exploités, s'appuyant sur un régime policier bien rodé et des syndicats soumis au contrôle strict de l'État.

La nouvelle connivence entre les frères ennemis que sont le capitalisme privé et le capitalisme d'État n'avait rien pour surprendre Ngo Van, justement parce qu'il n'a jamais cessé de dire en quoi ces ennemis étaient frères de sang.

S'ils ne sont plus dans le même rapport de force et que l'un d'eux, depuis la chute du mur, est en train de quitter la scène – son rôle de diversion terminé –, les causes n'ont pas disparu, qui ont fait se lever et se battre Ngo Van et tous ses amis inconnus... où qu'ils soient sur cet abject marché mondial qu'est devenue la Terre entière sous la poigne des maîtres du monde.

À la question qui lui fut posée à Barcelone en juin der-

nier, lors de la sortie de la traduction espagnole d'*Au pays de la Cloche Fêlée* : « Pourquoi, après tout ce temps, il lui importait encore tant de continuer à témoigner sur cette histoire du passé ? », Ngo Van avait répondu : « Parce que le monde n'a pas changé. »

HÉLÈNE FLEURY ■

Janvier 2005

* Utopie antique et guerre des paysans en Chine, *Le Chat qui pêche, Gex-la-Ville, 2004*, et *Le Joueur de flûte et l'Oncle Hô, Paris-Méditerranée, Paris mars 2005*.

** *Au pays d'Héloïse, à paraître chez L'Insomniaque*.



**Sur le site du
CHAT QUI PÊCHE,
on peut consulter
la plupart des articles
publiés en revue
par Ngo Van
www.chatquipeche.org**

Bulletin de souscription

Ngo Van
Au pays d'Héloïse

L'Insomniaque, 2005
*Un ouvrage relié, au format 16 x 24 cm,
de 112 pages et incluant 50 illustrations.*

Je souhaite recevoir ... exemplaires(s) d'*Au pays d'Héloïse*
de Ngo Van, au prix unitaire de 12 € (port compris).

Nom

Prénom

Adresse

À copier et à renvoyer, avec un chèque à l'ordre de L'INSOMNIAQUE,
63, rue de Saint-Mandé - 93100 Montreuil-sous-Bois
<http://insomniaqueediteur.fr>

DU RÉVOLUTIONNAIRE TRAQUÉ RET MARUT AU MARIAGE PARFAIT DE L'ÉCRIVAIN B. TRAVEN

LA REVUE RÉVOLUTIONNAIRE antimilitariste *Der Ziegelbrenner* (Le Fondateur de briques) paraît, irrégulièrement, de 1917 et 1922, à Munich. Ses éditeurs sont Ret Marut et Irene Mermet.

Le 7 novembre 1918, la république est proclamée à Munich, un gouvernement social-démocrate est nommé. Le 7 avril 1919, le Conseil général provisoire chasse le gouvernement social-démocrate et prend le pouvoir. Fidèle à l'un des mots d'ordre du *Ziegelbrenner*, « *Ne reconstruisez pas le vieux, construisez le neuf !* », Ret Marut participe à la révolution et à l'instauration de l'éphémère République des conseils de Bavière. Il

est membre de la Commission pour la constitution du tribunal révolutionnaire et de la « Commission de la propagande », laquelle a pour tâche de censurer les journaux bourgeois. Après l'écrasement des spartakistes à Berlin,

**Le criminel
Ret Marut,
recherché
pour « haute
trahison »**

les défenseurs de l'ordre capitaliste s'attaquent à la République des conseils de Bavière. Le social-démocrate Hoffmann, à la tête du gouvernement bavarois en fuite, reçoit le soutien du ministre social-démocrate berlinois Noske, le « chien sanglant » responsable de l'assassinat de Rosa Luxemburg (le 15 janvier 1919). Des troupes régulières et des corps francs (mercenaires au service du pouvoir) sont envoyés à Munich. Dès le 1^{er} mai 1919, les jugements expéditifs et les exécutions massives se succèdent ; l'anarchiste Gustav Landauer – avec Erich Mühsam, une des figures de la scène révolutionnaire de Bavière ¹ – est assassiné par la soldatesque. Arrêté dans la rue, traîné devant une cour de circonstance, Marut assiste à la condamnation de dizaines de révolutionnaires, exécutés séance tenante. Profitant de la confusion créée par une bagarre entre détenus et militaires, il parvient à s'échapper. Son nom figure désormais en bonne place dans la liste des « criminels » recherchés pour haute trahison, établie par la police de Bavière. Traqué, Marut se déplace avec Irene Mermet en Allemagne, vit clandestinement, soutenu par d'autres révolutionnaires. À Berlin, Marut aurait rencontré Rudolf Rocker ². Vers 1920, à Cologne, ils sont accueillis par le groupe des « Progressistes



● ANTONIETA FIGUEROA, Portrait de B. Traven ●

de Cologne » qui les aide à quitter l'Allemagne ³. Seiwert peint le seul portrait connu de Marut et maintiendra par la suite une correspondance avec I. Mermet, exilée en Amérique du Nord. Fin 1923, Marut est à Londres, où il se fait arrêter sans papiers. Après quelques péripéties, il est libéré. Il fréquente les milieux anarchistes par l'intermédiaire desquels il rencontre Sylvia Pankhurst ⁴.

En 1924, on retrouve Marut au Mexique, à Tampico. Dès 1925, il se fait appeler Traven ou Torsvan, commence à écrire en allemand pour un éditeur allemand, *Der Büchergilde*. Après avoir failli être lynché par des soldats au service de la social-démocratie allemande, Traven publie ses histoires dans leur journal, *Vorwärts !* Il écrit ainsi ses cinq premiers romans, du *Le Vaisseau des morts* (1926) à *La Rose blanche* (1929). À partir de 1930, ses livres commencent à être traduits en anglais.

Le Vaisseau des morts est le roman clef de l'œuvre de Traven. On y retrouve l'esprit de Ret Marut, l'esprit internationaliste et émancipateur des courants extrémistes de la révolution allemande. Le vaisseau symbolise la société industrielle contemporaine où l'individu n'existe que par son identité bureaucratique, de citoyen identifié et reconnu par l'État. En affirmant avec fierté son humanité, hors de l'identité bureaucratique, le prolétaire s'affronte à la logique d'État. La société dans laquelle nous vivons aujourd'hui est celle de la nouvelle immigration « hors droits », du prolétariat surexploité, des « sans-papiers ». Et il faudrait une bonne dose d'aveuglement idéologique pour ne pas reconnaître que le symbolisme présent dans *Le Vaisseau des morts* reste d'une brûlante actualité.

La passion mexicaine

TAMPICO, GRAND PORT PÉTROLIER, était un lieu d'intense activité ouvrière. De nombreux syndicalistes révolutionnaires nord-américains, réprimés pour leurs positions internationalistes pendant la guerre, s'y étaient réfugiés ainsi qu'à Mexico. Parmi eux, Linn Gale, éditeur à Mexico d'un journal des IWW⁵, entre 1919 et 1921. De 1924 à 1927, Traven fut probablement en contact avec des wobblies. On sait en tout cas qu'il lisait leur presse ainsi que celle du parti communiste mexicain. Quoi qu'il en soit, le personnage central du *Vaisseau de morts* est un marin nommé Gales, qui survivra au naufrage et qu'on retrouvera par la suite dans *The Wobbly*, en 1926.

Cette même année, Traven fait quelques séjours à Mexico où il fréquente le cercle du peintre Diego Rivera.⁶ Il y rencontre le photographe Edward Weston et Tina Modotti⁷. Il s'inscrit à l'université et se lie d'amitié avec deux sœurs, danoises, Helga et Bodil Christensen. À la mi-août de la même année, il intègre en tant que photographe une expédition archéologique officielle au Chiapas. Très vite, il abandonne le groupe et poursuit le voyage avec un guide indien, entre-temps devenu son ami. Traven reviendra plusieurs fois au Chiapas. De ses voyages et rencontres, il tirera les thèmes des romans historiques dits de « la Série de la jungle », dont *La Révolte des pendus* (1936) reste le plus fameux. En partant du cas mexicain et de l'exploitation des Indiens, Traven aborde la question de l'injustice sociale, de la voracité capitaliste et de la corruption des gouvernements ainsi que de la violence de la lutte de classe. Traven s'installe alors à Acapulco, où il restera vingt-cinq ans.

En mai 1933, les livres de Traven se trouvent dans la liste des ouvrages « indésirables » publiée par le régime national-socialiste en Allemagne, classés comme « œuvres négatives », « incapables d'engendrer une pensée constructive ». Début 1934, ils sont retirés de la vente. Toutefois, six millions de ses livres avaient déjà été vendus en Allemagne, dont plus de 100 000 exemplaires du *Vaisseau des morts*. Pendant les années de guerre, de nombreux Allemands se réfugient au Mexique. Parmi eux des figures tels qu'Otto Rühle et Franz Pfemfert, dont les idées étaient très proches de celles de Ret Marut. Traven évite soigneusement tout contact avec le milieu des exilés, comme s'il craignait surtout d'être reconnu. Pis, il va jusqu'à recourir à la justice pour empêcher la diffusion d'éditions pirates de ses livres, imprimées dans les cercles d'exilés... Juste après la guerre, Traven écrit quelques articles de politique générale dans la presse. Il y expose (de façon parfois sommaire) une thèse alors partagée par des théoriciens du communisme anti-bolchévique : les démocraties n'ont pas mené la guerre contre le système fasciste pour ce qu'il était foncièrement. Elles

étaient d'ailleurs prêtes à s'en accommoder et même à reprendre bien des principes de fonctionnement du fascisme. Elles ont plutôt mené la guerre contre la forme politique trop violente de ce système. La tendance de fond des sociétés restant celle d'un autoritarisme croissant, pour Traven comme pour d'autres, le stalinisme sortait gagnant du conflit⁸.

En 1948, John Huston adapte *Le Trésor de la Sierra Madre* à l'écran. D'autres adaptations suivront à partir de 1954. Après 1940, Traven écrit moins. Il obtient la nationalité mexicaine en 1951, puis, en 1957, il épouse Rosa Elena Luján et s'installe à Mexico. Un an avant sa mort, il suit avec intérêt les manifestations étudiantes. Il meurt, le 26 mars 1969, couvert d'éloges par les représentants de l'État mexicain. Tout au long de sa vie, il adoptera de multiples identités : Traven, Hal Croves, Traven Torsvan, Arnold Barker, Feije, Kraus, Lainger... Les livres de Traven ont été traduits dans plus de trente langues et vendus à plus de 25 millions d'exemplaires à travers le monde.

L'homme qui s'acharne à masquer son passé

AUJOURD'HUI, parmi les lecteurs du *Vaisseau des morts* et de *La Révolte des pendus*, combien savent que Traven fut aussi Ret Marut, associé aux courants radicaux des événements révolutionnaires des années vingt en Allemagne ? En 1926, dans une lettre à l'éditeur allemand du *Vaisseau des morts*, Traven écrivait : « *Disons-le clairement. La biographie d'un créateur n'a pas la moindre importance. (...) L'homme créatif ne doit pas avoir d'autre biographie que ses œuvres. (...)* ». Puisque, à la veille de sa mort, B. Traven, reconnaîtra qu'il est bien Ret Marut, il est impossible de le lire sans tenir compte de l'itinéraire de Ret Marut et des textes qu'il a écrits sous ce nom⁹. Sa biographie doit intégrer la période de la révolution allemande des années 20. Et il faut beaucoup d'ignorance, de bêtise ou de mauvaise foi pour continuer à le présenter avant tout comme « un auteur sans biographie, sans identité, comme beaucoup de ses personnages¹⁰ ».

Le côté mystérieux, paranoïaque, du personnage, n'est pas dissociable de ce parcours d'exil, de cette dérive, qui a amené un révolutionnaire traqué à une vie fort confortable dans les milieux de la bourgeoisie intellectuelle mexicaine. Aussi, le souci de se protéger d'un passé qui le menaçait est-il sans doute pour beaucoup dans cette fringale de fausses identités et explique le côté mystérieux du personnage, y compris dans ses relations les plus intimes. Mais pas seulement... Dans l'énorme travail biographique consacré à B. Traven¹¹, Karl S. Guthke soulève la question qui est dans tous les esprits. À la fin de la guerre, alors que les raisons qui poussaient

Traven à cacher sa véritable identité (sa participation à la révolution allemande) n'étaient plus valables, pourquoi s'est-il acharné à masquer son passé ? Guthke rebondit en posant une autre question : si l'on sait maintenant que Traven était Ret Marut, qui était donc Ret Marut ? Peut-être Traven lui-même n'avait-il pas de réponse à cette question ; peut-être ne savait-il pas qui était Ret Marut, qui étaient ses parents, où il était né. Se basant sur une vaste recherche, Karl S. Guthke avance une autre

piste, originale, mais qui ne fait que prolonger le mystère. Traven savait qui était Marut, connaissait les raisons, fussent-elles criminelles, psychologiques ou familiales (enfance illégitime), pour lesquelles il avait été forcé de dissoudre sa réelle identité dans des pseudonymes. « Et ce seraient ces raisons qui, même en 1960, traumatisaient l'homme dont le succès était déjà bien établi ¹². »

CHARLES REEVE ■

1 – Voir Erich Mühsam, La République des conseils de Bavière, traduit de l'allemand par Theodore Zweifel ; La société libérée de l'État, traduit par Pierre Gallissaires, La Digitale-Spartacus, 1999.

2 – Karl S. Guthke (B. Traven, The Life Behind the Legends, Laurence Hill Books, 1991), suggère que Rocker, qui était en contact avec les milieux anarcho-syndicalistes mexicains, aurait facilité le départ de Traven pour le Mexique.

3 – Le groupe de peintres et photographes « Les Progressistes de Cologne » était proche des milieux anarchistes et communistes oppositionnels. Les numéros de leur revue, A bis Z, diffusaient les derniers numéros de Der Ziegelbrenner. Sur les « Progressistes de Cologne », lire « Modernisme et communisme antibolchévique » (Paul Mattick, Oiseau-tempête n°4, hiver 1998).

4 – Sylvia Pankhurst (1882-1960), fondatrice, au début du XX^e siècle, du mouvement des suffragettes pour le droit des femmes. En 1920, elle est une des fondatrices du Parti communiste, section britannique de l'Internationale. Critiquée par Lénine comme « gauchiste », Pankhurst se rapproche des positions de la gauche communiste allemande contre la bolchevisation des partis communistes.

5 – Industrial Workers of the World, ses militants étaient nommés les « wobblies ».

6 – Diego Rivera, (1886-1957. Peintre mexicain, chef de file de l'« École mexicaine » ; influencé au départ par le cubisme, il défend ensuite la nécessité de créer une « peinture nationale mexicaine » adressée « aux masses ». Manifestant une grande confusion idéologique, il fréquente Trotski tout en militant au parti communiste mexicain.

7 – Tina Modotti (née à Udine en 1896) arrive au Mexique avec Edward Weston en 1923. Elle se sépare de lui en 1926, et rejoint le parti communiste mexicain où elle rencontre Vittorio Vidali, fonctionnaire du Komintern. Expulsée du Mexique en 1930, elle vit avec Vidali à Moscou. En 1936, ils sont en Espagne, où Vidali travaille pour le KGB. Le 5 mai 1937, à Barcelone, il est soupçonné d'être lié à l'assassinat des anarchistes révolutionnaires Camillo Berneri et son camarade Francisco Barbieri. Tina Modotti retournera au Mexique où elle mourra en 1942.

8 – Voir en particulier les analyses de Karl Korsch. Pour une introduction à cette discussion, cf. K. Korsch, La Guerre et la Révolution, Ab irato, 2001,

Paris. (<http://abirato.internetdown.org>).

9 – Il faut souligner le travail d'Adèle Zwicker, qui a fait connaître en France les textes révolutionnaires de Marut (1919-1921) : dans l'État le plus libre du monde, avec en annexes, Jalons de la Révolution en Bavière (1918-1919) et Bibliographie, filmographie. L'Insomniaque, 1994, réédition chez Babel ; Le genre de choses qui arrivent en France et autres fables, L'Insomniaque, 1999, traduit de l'allemand par Adèle Zwicker.

10 – Le Monde du 29 octobre 2004, note de lecture du « Monde des livres », signée St. L. Dans « Qui a peur de Traven ? » (CQFD, n°18, décembre 2004), Theodore Zweifel s'insurge contre « les demi-vérités assorties d'escroqueries manifestes » publiées sur Traven par les « élites intellectuelles qui gendarmement l'édition dans l'Hexagone » et revient sur les éléments connus de sa biographie. Lire aussi Claire Auzias, Traven est de retour, Chimères, été 1997.

11 – Karl S. Guthke, op. cit.

12 – Karl S. Guthke, op. cit. p.58.

« Je sais maintenant que ma patrie est classée dans des dossiers, je l'ai vue sous les espèces de fonctionnaires habiles à effacer en moi les dernières traces de patriotisme. Où est donc ma patrie ? Ma patrie est là où je suis, où personne ne me dérange, où personne ne me demande qui je suis, d'où je viens et ce que je fais. »
(B. Traven, Le Vaisseau des morts, La Découverte, rééd. 2005.)



Deux ou trois choses que nous savons de lui

EN 1994, UNE ADMIRATRICE finlandaise, Jaana, a recueilli, à Mexico, auprès de sa dernière compagne Rosa Elena Lujàn, le témoignage que nous publions ci-dessous. Ce texte peut décevoir dans la mesure où les événements historiques dont il parle sont traités superficiellement. Il a néanmoins un caractère touchant et sensible. Pour l'essentiel, Rosa Elena Lujàn confirme ce qu'elle a déjà dit et répété à plusieurs interlocuteurs. Elle insiste plus ici sur la fidélité de Traven aux idéaux anarchistes et libertaires qu'il avait quand il s'appelait Ret Marut.

OT □



JE CONSIDÈRE que la meilleure biographie de Traven est le livre de Karl Guthke. Ce qu'il écrit est juste. B. Traven était effectivement la même personne que Ret Marut. Pendant des années, Traven l'a nié. Je dirais même qu'il était obligé de nier, pour des raisons très particulières. Il ne pouvait pas l'admettre car, en tant que Ret Marut, il était poursuivi. Il avait eu des problèmes en Allemagne, avait été condamné à mort, et il s'était échappé du pays. Peu avant sa mort, il m'a autorisé à dire la vérité.

Nous parlions rarement de cette affaire. Il était Traven, c'est tout. Pourtant, ici et là, de façon récurrente, des journaux revenaient sur les liens possibles entre Traven et Ret Marut. Mais Traven ne voulait pas qu'on sache qu'il était Ret Marut.

Nous avons vécu dans cette maison de la calle Mississippi, au 61, depuis notre mariage, en 1957, et c'est ici qu'il est mort, le 26 mars 1969. Traven aimait collectionner les masques indiens. Beaucoup sont ici, d'autres sont dans notre maison, à Cuernavaca. Il adorait aussi les chiens. À une époque, Traven a eu jusqu'à 50 chiens. Nous avons une grande propriété à Acapulco, et là il s'occupait lui-même de ses chiens. C'était une passion. Je me souviens qu'un jour il se promenait sur la plage avec un des ses chiens préférés. Un touriste nord-américain s'est approché avec des dollars dans la main et a dit à Traven qu'il voulait acheter le chien. Traven l'a très mal pris et l'a insulté. « *Vous êtes fou ! Croyez-vous que je vendrais un des mes enfants ?* » J'étais gênée. Traven aimait les animaux, tout particulièrement les chiens. En fait, un de ses chiens nous a sauvé la vie, une nuit, alors que la maison brûlait. Le fiancé de notre servante était soûl et comme elle l'avait renvoyé, il a mis le feu à la maison. Le chien a réveillé notre fille Malu qui est venue nous prévenir. C'est ainsi que nous avons échappé à une mort certaine.

Entre nous, nous parlions espagnol. Traven l'écrivait et le parlait parfaitement. Il avait étudié l'espagnol ici, au Mexique, à son arrivée. Pour ma part, je regrette de ne pas avoir mieux appris l'allemand. Il écrivait en allemand mais

il parlait fort bien l'anglais. Bien sûr, il avait un accent allemand. Ma fille était partie étudier à la Sorbonne à Paris, et elle lui écrivait en français. Ses lettres étaient toutes pour lui. Mes filles adoraient Traven. Il fut pour elles un père formidable. Il écrivait dans son bureau, qu'il appelait « la Passerelle », au dernier étage de la maison. Les filles l'appelaient Skipper (capitaine du bateau). C'était une pièce pleine de livres où personne n'était autorisé à entrer, sauf son chien préféré, celui qui nous a sauvé la vie.

Lorsqu'il est arrivé au Mexique, Traven a voyagé avec deux amies, deux sœurs danoises, Helga et Bodil Larsen. Que j'ai connues plus tard. Ensemble ils sont allés au Chiapas, au Yucatan et ailleurs. En 1924 ou 1926, il est reparti pour le Chiapas. Il y a alors vécu quelque temps avec les Indiens. Traven a vécu dans leurs huttes, dormi et mangé avec eux ; ils les a aidés, les a observés, étudiés. Il respectait énormément les Indiens. C'est à la suite de cette expédition qu'il a écrit *La Révolte des pendus*. Les grands propriétaires qui exploitaient la forêt traitaient les Indiens de façon terrible. Ces derniers étaient forcés d'abattre quatre tonnes de bois par jour, avec des outils de fortune. Plus tard, nous sommes revenus ensemble au Chiapas, mais cette première expérience l'avait marqué pour toujours.

J'ai rencontré une première fois Traven par intermédiaire de Helga et Bodil. Cela s'est passé à Mexico, dans un milieu de traducteurs que je fréquentais alors et dont faisaient partie Helga et Bodil. J'arrivais dans la grande ville, venant de ma ville du Nord. Ils vivaient tous de la traduction et je voulais, moi aussi, être traductrice. On avait organisé une fête en honneur d'un grand violoncelliste. C'est à cette occasion que j'ai croisé Traven pour la première fois. Quelques années plus tard, en 1954, lors qu'on a commencé le tournage de *La Révolte des pendus*, mon ami Gabriel Figerroa, qui était photographe, est venu me voir avec un ami américain, Bill, qui faisait aussi partie de l'équipe de tournage. J'étais alors mariée avec le père de mes filles. Ils m'ont demandé de venir travailler avec eux. L'équipe de tournage était composée de Mexicains et de Nord-Américains venus de Hollywood ; ils se comprenaient mal et

avaient besoin de quelqu'un pour faire l'interprète et des traductions. J'ai accepté. Traven travaillait au scénario du film. Quand je suis arrivée, il était plongé dans l'adaptation du livre. Bien que nous nous soyons déjà rencontrés, il a réagi très froidement lorsque Bill me présenta. « *Comment allez-vous Madame ?* » m'a-t-il dit. Sur le moment, je n'ai pas du tout apprécié et j'ai pensé m'en aller tout de suite. Je n'allais pas travailler avec ce type ! Bien sûr, il m'avait reconnue. Plus tard, il m'a proposé de prendre un café. J'ai refusé. On travaillait tard, pas loin d'ici, calle Amazonas. Il se faisait de plus en plus insistant. « *Allez, venez boire un café !* » J'ai fini par accepter et Traven s'est excusé. Nous nous sommes réconciliés et j'ai continué à travailler avec lui. Ainsi commença notre relation. Je n'étais pas heureuse avec mon mari, je me suis séparée mais j'ai eu beaucoup de mal à divorcer. À cette époque, la société mexicaine n'était pas très favorable à ces choses. Mon mari refusait. Mais j'avais des amis bien placés socialement. Et je les ai utilisés. J'ai divorcé et, tout de suite après, en 1957, Traven et moi nous sommes allés à San Antonio, au Texas, pour nous marier. Nous étions très amoureux l'un de l'autre. Bien sûr, depuis la première fois qu'on s'était rencontrés ! C'est moi qui ai traduit en espagnol l'adaptation cinématographique que Traven a faite de *La Révolte des pendus*. Plus tard, j'ai aussi traduit les autres adaptations.

Traven était un homme très intelligent, très distingué et d'une présence très forte. Comment pourrais-je le décrire mieux ? Nous nous sommes beaucoup aimés, et il a aimé mes filles comme un père. Pendant les années où nous avons vécu ensemble, jamais nous ne sommes séparés plus de deux ou trois heures. Nous faisons tout ensemble, même aller à la poste ! Je ne me souviens pas qu'il y ait eu des conflits ou même des disputes entre nous. Cela s'explique peut-être par le fait que je l'admirais beaucoup. Traven était quelqu'un. Cela a été un mariage parfait, quoi !

Traven n'a jamais été communiste. Il était anarchiste. Gustav Landauer, un grand anarchiste allemand, était son mentor. Je dirais même que Traven se considérait comme son disciple. Les nazis ¹ ont assassiné Landauer, ils ont brisé sa tête, une tête brillante. Traven s'est trouvé toujours du côté des pauvres et des faibles, les Indiens en tout premier lieu. Il était extrêmement humain et sensible. Il disait toujours que la souffrance des Indiens l'avait fait pleurer. Il aidait toujours les gens, les pauvres qu'il croisait dans la rue. Et il a transmis cet humanisme à mes filles. Elles l'adoraient.

De 1917 à 1921, à Munich, en Allemagne, Traven a publié, avec sa femme, Irene Mermet, un petit journal irrégulier, très polémique très critique envers le gouvernement et la société, *Der Ziegelbrenner*. Traven haïssait les gouvernements ! Le petit groupe qui éditait le journal avait pour habitude de se réunir dans le café Maria Theresia. Un jour, alors qu'il venait à la réunion, un de ses membres fut blessé

dans la rue par les nazis ². Traven Marut est sorti pour l'aider et l'a traîné à l'intérieur. Les nazis l'ont aussitôt arrêté. Ils étaient contents d'avoir finalement attrapé le *Ziegelbrenner*, comme ils l'appelaient. Traven craignait d'être exécuté sommairement. Profitant de la confusion, il est parvenu à tromper les sentinelles et à

s'échapper. Mais son nom était désormais dans la liste des personnes recherchées par la police allemande. Avec Irene, ils se sont réfugiés à Berlin, ensuite à Cologne ; traversant l'Allemagne à pied, ils ont ensuite gagné la Tchécoslovaquie. Ils n'avaient pas un sou, ils vivaient cachés. Ils étaient aidés par des amis qui partageaient leurs idées. Un photographe en particulier les a beaucoup aidés. Pour survivre, Traven enseignait les langues ; il en parlait plusieurs. Ensuite, il a fini par prendre un bateau, où et comment, j'ai oublié...

Traven est arrivé en Angleterre fin 1923. La police a refusé de le laisser s'installer dans le pays car il n'avait pas de passeport. Et on l'a mis en prison à Brixton. C'est en prison qu'il a commencé à écrire *Le Vaisseau des morts*. Finalement il a été libéré et quelqu'un l'a aidé. Sylvia Pankhurst, une femme assez connue en Angleterre, une des premières féministes. Elle a essayé de lui trouver des papiers. De son côté, Irene avait réussi à gagner le Canada, où elle avait des amis, et d'où elle lui envoyait de l'argent. Une fois sorti de prison, Traven a eu du mal à survivre : quelques mois plus tard, il a trouvé du travail sur un navire. Après maintes péripéties, il débarqué à Tampico, au Mexique. Certains ont dit par la suite que Traven était riche, le fils d'un grand capitaliste ou je ne sais quoi... C'est faux ! Quand il est arrivé, il n'avait pas un sou sur lui et il a été obligé de mendier pour manger. Petit à petit, il s'est installé, il a loué une petite maison avec un jardin où il faisait pousser du maïs. Et il écrivait ! Les valises avec ses vêtements étaient restées bloquées à la douane, Traven n'avait même pas l'argent nécessaire pour les dédouaner ³... Il disait qu'il aimait au Mexique la générosité populaire. Qu'il suffisait de regarder quelqu'un faire des tortillas ou du pain pour que tout de suite il t'offre un morceau à manger ! Pas besoin de demander. Il a été séduit par le peuple mexicain. Et il a ainsi décidé de rester ici pour toujours.

À Mexico, il a connu Edward Weston, le photographe américain qui vivait alors avec Tina Modotti. Traven et Tina ont conçu un projet de film sur les peintures de Diego Rivera. Mais la guerre civile espagnole est arrivée et Tina est partie



● FRANZ W. SEIWERT, Portrait de Ret Marut ●

à Madrid comme infirmière. Tina avait tout de même fait quelques photos des tableaux de Diego Rivera que j'ai gardées. Traven a voulu aussi aller se battre, mais il ne pouvait pas quitter le Mexique. Il y a cette belle lettre de soutien qu'il a adressée à ceux qui se battaient contre Franco ⁴.

Traven n'était pas membre du parti communiste mais les gens qu'il fréquentait ici étaient des membres du parti, Tina Modoti, Siqueiros ⁵ et autres. Traven, qui était anarchiste, a toujours eu des relations correctes avec eux. Pourtant c'est évident, les idées et l'esprit de ses livres sont celles de l'anarchisme, des idées qu'il avait apprises avec Gustav Landauer. Chaque fois qu'il mentionnait l'assassinat de Landauer, Traven avait les larmes aux yeux.

La première femme de Diego Rivera était d'une famille dont j'étais proche, les Marín. J'ai fréquenté ensuite Diego et Frida Kahlo. Une femme malade qui souffrait énormément. On passait la voir et elle nous montrait les tableaux sur lesquels elle travaillait. Frida, qui était membre du parti communiste, a loué sa maison à Trotsky. Frida et Trotsky se plaisaient mutuellement beaucoup, mais ils n'étaient pas des amants. Frida ne pouvait pas physiquement avoir d'amants. C'est dans la maison de Frida que Trotsky a été assassiné. Siqueiros a été impliqué dans la première tentative d'assassinat ratée. C'était une période agitée. J'avais connu tout ce monde bien avant de connaître Traven. Plus tard, Frederico Marín, qui était médecin, accompagnera

Traven dans la maladie jusqu'à la fin, sans pouvoir le sauver.

Jamais je ne l'ai appelé Traven. Je l'appelais « mon amour », « ma vie », que sais-je... Un jour, Traven décida de changer de nom et de s'appeler Hall Groves. Tout le monde savait qu'il était Traven, mais on l'appelait Hall. Une fois de plus, il changeait de nom ! Moi, je n'avais pas tous ces problèmes, j'étais Señora Luján, Chelena pour les proches et les amis.

ROSA ELENA LUJÁN ■

Notes

1 – Il s'agit ici des corps francs, milices réactionnaires au service du gouvernement social-démocrate. Les sbires du parti national-socialiste n'étaient pas encore à l'œuvre en 1919. Le parti national-socialiste fut fondé en février 1920.


2 – Voir note précédente.

3 – Karl S. Guthke précise qu'il s'agissait d'un paquet envoyé par Irene Mermet, réfugiée alors au Canada.

4 – Nous publions cette lettre dans ce numéro d'OT, après les « Dits de Traven ».

5 – David Siqueiros (1896-1974). Peintre muraliste de style réaliste populiste, membre de l'« École mexicaine ». Comme Diego Rivera, il recevra de multiples commandes officielles. Membre du parti communiste mexicain, il fut impliqué dans la première tentative d'assassinat de Léon Trotsky.

Dits de Traven

 **J**E NE VOIS PAS des ouvriers, et ce n'est pas aux ouvriers que je pense non plus. Ce que je vois, ce sont toujours des gens. C'est n'est que l'effet du hasard si les gens qui apparaissent dans mes écrits sont pour la plupart des ouvriers. Tout d'abord, c'est surtout avec des ouvriers que j'ai vécu et, ensuite, je me suis aperçu; j'ai constaté, je sais par expérience et j'ai ressenti personnellement que l'ouvrier, le prolétaire est l'homme le plus intéressant et le plus divers qui soit, mille fois plus intéressant que ton Stinnes, récemment décédé, que nos Rockefeller, Morgan ou Sinclair [grands industriels américains du début du xx^e siècle], Coolidge [président des États-Unis de 1923 à 1929], Gloria Swanson, Tom Mix [stars de Hollywood], ou Henny Por-

ten [actrice allemande], pour revenir à ton pays. □

Lettre à son éditeur allemand, Preczang, à propos de *The Woolly*, le 11 octobre 1925 ¹.

JE SUIS PERSUADÉ qu'en lisant ce livre, l'ouvrier européen notamment, connaîtra une transformation, portant sur des points essentiels et décisifs, de ses sentiments et de la compréhension qu'il a de sa place dans la société, de ses possibilités de développement et des outils dont il dispose dans sa lutte. Il découvrira une affinité d'esprit avec son frère prolétaire indien.

Et ce livre présente encore une autre différence : tous les livres de voyage bourgeois, sans exception, mettent en lumière les différences entre les peuples, alors que ce livre de voyage-ci démontre l'existence d'un lien indes-

tructible entre les hommes et donc entre les peuples. L'ouvrier européen, intelligent, apprendra grâce à ce livre qu'ici – comme chez tous les peuples étrangers – les choses se font simplement « d'une autre manière » qu'on ne les fait chez soi. En revanche, les buts de la vie, les motivations, le désir de lumière, de beauté et de liberté, sont les mêmes partout. □

Lettre à Schönherr, le 24 novembre 1927.

D'après Traven, ses positions politiques se sont développées non pas à partir d'articles lus dans des revues, mais d'« une longue expérience de prolétaire qui travaille » :

Non de prolétaire de salon ni de prolétaire littéraire, mais de prolétaire faisant partie de la base parce que sa situation économique

l'y obligeait. Mû par un sentiment de camaraderie et par le désir de contribuer au combat révolutionnaire pour la libération de mes anciens camarades, je voudrais dire ce que je pense de ses syndicats et de ses partis dorlotés, ce que je pense de ses dirigeants qui, tout comme la religion chrétienne, lui promettent le paradis dans un lointain avenir, alors qu'eux-mêmes, les chefs – non seulement aux États-Unis mais aussi en Angleterre et surtout en Allemagne – traitent les syndicats et les partis prolétariens comme des pions, à leur propre avantage, afin de s'installer définitivement comme membres du conseil des ministres ou comme présidents, comme chefs de la police, administrateurs en chef, maires, inspecteurs d'académie et conseillers à la cour.

Les chefs ont obtenu une indépendance économique personnelle alors que le prolétaire n'est pas plus avancé aujourd'hui qu'à l'époque où les socialistes ne pouvaient accéder à aucune fonction élevée. Aux États-Unis, certains patrons vendront les syndicats pour une jolie petite somme qui finit directement dans leur poche. M. Knauf, en censurant mon dernier livre, déclara que je ne devais généraliser à partir de cet incident, lequel n'aurait pu se produire en Allemagne. Mais en réalité, ce genre d'incident se produit bien plus souvent en Allemagne qu'aux États-Unis. □

Lettre à son éditeur allemand, Preczang, du 26 octobre 1929, à propos de coupures dans le manuscrit de La Rose blanche.

MALGRÉ SES TROUBLES et ses défauts, ses déceptions, ses souffrances, ses problèmes, ses événements fâcheux et ses averses de grêle ponctuels, ce monde reste néanmoins trop beau pour qu'on l'abandonne même si l'ont est malade, fatigué de la vie ou proche d'une fin sans espoir. Tenez bon. Poursuivez la lutte, ne laissez pas tomber. Crachez au visage de la Mort et tournez-lui le dos. Le soleil est toujours dans le ciel, entouré d'étoiles. □

Dernier texte de Traven, écrit le 4 mars 1966, 22 jours avant sa mort.

Notes

1 – Tous les extraits présentés ici sont traduits du livre de Karl S. Gutke, Traven, The Life Behind the Legends, op.cit.

Lettre de Traven à Solidaridad Obrera

PENDANT LA GUERRE D'ESPAGNE, la Solidaridad Internacional Antifascista (SIA) s'adressa à l'auteur du Vaisseau des morts dans l'espoir de le voir collaborer à la section allemande de la revue *Tímon* qui paraissait à Barcelone. La réponse, signée « B. Traven », au « camarade Herrera » parut le 22 mai 1938 dans le quotidien de la CNT Solidaridad Obrera. Elle est reprise dans *Dans l'État le plus libre du monde, L'Insomniaque*. Dans sa lettre Traven tient à préciser qu'il n'est pas allemand – alors qu'il est d'origine allemande – pour les mêmes raisons qui sont évoquées dans le témoignage de son épouse.

OT □

Je vous salue ainsi que tous les ouvriers, les ouvrières, les paysans et soldats républicains, vous tous qui combattez héroïquement en Espagne contre la Bête fasciste. Je salue les grands hommes et femmes que l'Espagne a suscités dans ces temps de lutte et dont la vie écrit dans l'ombre une nouvelle histoire de l'humanité.

Votre lettre, camarade Herrera, est la première que je reçois de votre pays. Votre invitation – et j'en remercie tous les camarades de la Solidaridad Internacional Antifascista – est le plus grand honneur qui m'ait été conféré jusqu'à présent. Je ne suis malheureusement pas à même d'accepter cet honneur, pour des raisons que vous ignoriez certainement quand vous m'avez fait cette offre.

Ma connaissance de la langue allemande est très limitée, plus encore que celle de la langue espagnole, qui, comme vous pourrez en juger par les fautes de cette lettre, est amplement limitée. J'ai fait savoir par plusieurs revues allemandes que je n'étais allemand ni d'origine, ni de race ou de sang. Je n'ai séjourné qu'une fois en Allemagne, avant la guerre de 14, et je ne connais pas assez le pays et la langue pour pouvoir juger de l'œuvre littéraire des écrivains allemands.

Je suis natif d'Amérique du Nord et ma langue maternelle est l'anglais. Pour juger des œuvres littéraires anglaises il y a en Angleterre des hommes plus talentueux et célèbres que moi, et qui n'ont pas les désavantages que ma collaboration apporterait, étant donné l'éloignement géographique qui nous sépare.

Recevez néanmoins, camarades, mes plus ardents remerciements pour votre invitation.

Si l'on m'offrait un voyage en Allemagne, tous frais payés et reçu dans le luxe, en garantissant ma sécurité et avec un beau paquet de dollars, soyez assurés que je refuserais l'offre. Tant j'ai

peu d'envie de voir le pays dans l'état d'esclavage où il se trouve aujourd'hui réduit ; et j'en dis autant à l'égard de l'« empire » italien. Un « empire » qui s'en va par morceaux.

Si en revanche le gouvernement espagnol (l'Espagne n'a qu'un gouvernement) m'honorait d'un passeport et prenait mes frais en charge, j'accepterais avec grand plaisir, tant j'aimerais connaître et voir ce pays dans sa glorieuse lutte. Mais non, camarades, je n'irais pas. Je prendrais l'argent pour acheter ici de l'ouate, du lait condensé, du café et des cigarettes et vous les envoyer aussitôt. Car tout comme je sais que j'aimerais visiter l'Espagne, je sais aussi que vous avez besoin de ces choses, pour gagner plus rapidement la guerre, alors que ma présence n'est pas nécessaire, ni pour, gagner la guerre, ni pour vous abreuver de bons conseils. Vous savez très bien ce dont vous avez besoin et ce que vous voulez. Vous n'avez pas besoin d'écrivains, même issus des rangs des travailleurs révolutionnaires, pour vous dire comment améliorer votre situation. Vous avez eu trop de donneurs de conseils, plus que vous n'en nécessitez. Si, au lieu des millions de mots qu'ils vous ont envoyés, pour chaque million vous aviez eu un avion trimoteur et pour chaque centaine une mitrailleuse avec suffisamment de munitions, vous auriez déjà gagné la guerre depuis un an. Camarades, tout mot inutile est une cartouche perdue pour vous.

J'aimerais bien vous aider d'une manière ou d'une autre. Quoique mes œuvres soient traduites en dix-sept langues, je n'ai ni maison ni argent et je ne possède qu'un minimum de vêtements indispensables. Si je vous parle de ma situation personnelle, c'est uniquement parce que je regrette infiniment de ne pouvoir vous aider comme le fait le pape vis-à-vis du Pancho de Salamanque, qui en bave d'admiration.

J'ai pourtant quelque chose que je mets avec joie à votre disposition. J'ai ma bibliothèque. Elle n'est ni grande ni luxueuse. Mais à quoi me servirait-elle si elle peut être utile aux camarades espagnols en guerre ? Il y a dans cette bibliothèque des revues en anglais et en espagnol. Si mes livres et brochures vous intéressent, écrivez-moi et je vous les enverrai. Je me charge des frais d'envoi. Communiquez-moi l'adresse.

Revue et livres sont utiles pour les hôpitaux, les tranchées, les camps et les écoles où l'on forme de nouveaux officiers.

Tout ce que je possède est à vous. Je n'ai pas besoin de vous dire que je souhaite votre victoire de tout cœur, car je sais que les ouvriers, les paysans et les soldats républicains remporteront la victoire définitive, même si les envahisseurs allemands et italiens envoient encore cinquante mille malheureux esclaves promis à l'abattoir, afin de récupérer les millions de marks et de lires qu'ils ont déjà perdus dans la péninsule.

Vous gagnerez, je pense, avant décembre. Mais votre lutte peut aussi durer plus longtemps. Un an, deux ans. Qui sait ? Ce n'est pas ce qui importe : aussi longue qu'elle soit à venir, la victoire sera vôtre.

Vous vaincrez davantage par vos idées de raison et de progrès que par vos armes.

La République de 1931 n'était que du papier, elle ne pouvait donc pas survivre. En revanche, la République née pendant la guerre sera une République issue du sang du peuple, de souffrances indicibles, de victimes surhumaines, édifiée sur un héroïsme qui n'a pas son pareil dans l'histoire de l'humanité.

C'est pour ces raisons que la république qui prendra la suite de ce combat sera durable, car ses fondations seront si solides qu'elle ne pourra plus être l'objet d'agression de la part des ennemis du progrès, de la civilisation et de l'humanité.

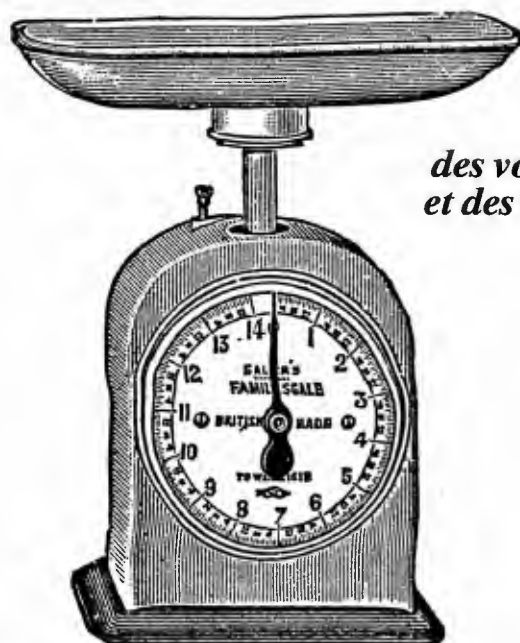
Voilà ce que je voulais vous dire, camarades espagnols, en vous remerciant de vos égards.

Salud !

B. TRAVEN ■

INVECTIVOPHARISMES (4)

*Des poids et
des mesures ;*



*des volumes
et des surfaces*



PROVERBES

- ❖ **LE SOLEIL** brille pour tous mais il ne réchauffe que quelques-uns, joyeux lézards !
- ❖ **DURA LEX**, sed lex : ainsi parlent nos os.
- ❖ **ILS MORDENT** dans la vie à pleines dents ; voyez les braves requins, ces vaillants crocodiles.
- ❖ **IL EST MORT** comme il a vécu, avec ses vices vissés à ses vertus.
- ❖ **AUX YEUX** du vice combien de fois l'innocence n'a-t-elle revêtu les habits du crime ?

ONDÉES



- ❖ **CES TEMPS** qui viennent trop vite où, dans les pierres des vieux chemins, on peut voir scintiller avec insolence les étincelles de l'enfance.
- ❖ **LA SAUDADE** vue en rêve : du fond de sa nuit obscure un fleuve lointain charriait d'intangibles rumeurs.

❖ **PIEVRE** langoureuse de mes rêves, le soleil éclaté se meurt dans tes yeux.

❖ **IMPATIENT** comme le prurit de désirs rouge vif de Nofératu qui, le front appuyé contre la voûte de l'éternité, guettait l'arrivée de la Nuit afin qu'elle lui offre à boire.

❖ **TANDIS** qu'émue la Nuit remue, dans son âme, serpent qui mue, les étoiles s'étiolent.

DES POIDS ET DES MESURES ; DES VOLUMES ET DES SURFACES



❖ **ARPENTANT**, de long en large, de haut en bas, la France dite profonde, il put constater sans difficultés qu'elle n'était pas même plate.

❖ **C'ÉTAIT** un très grand philosophe de religion cathodique et belles allures ; dans les boues qui s'écoulaient par sa bouche, on pouvait voir que de nombreux insectes y avaient élu domicile ; certains, dit-on, arrivaient même à y lire l'avenir.

❖ **CE FUT** en méditant sur les jeux (amoureux ?) de

l'ombre et de la lumière que, jadis, Thalès le Milésien découvrit la méthode pour mesurer la hauteur des pyramides. Temps heureux, en vérité, où la Raison n'oubliait pas de témoigner de sa fidélité aux sens ; temps où le Sens venait au monde par les sens ; où le Mythe n'était pas le reflet renversé de la pensée qui pèse, soupèse, calcule et réduit, mais Eau Vive et torrent rompant toute digue ; temps où les nerfs étaient à fleur de peau et à la racine de l'Esprit ; où, jusques en ses recoins les plus obscurs, la pensée gardait intacte la mémoire de la chair, le Pays infini de ses origines.

HÉRACLITE, le dernier des Milésiens (Milésien tardif arrivé à temps...), comme antidote à l'ignominie judéo-chrétienne ; ignominie servile (qui atteint son point culminant dans la négation des sens, organes du péché) dont on peut suivre les traces jusques dans les plus hautes productions de l'esprit...

❖ **JE NOMME** introspection l'autre versant de la critique.

❖ **EN ENTENDANT** prononcer le mot réalité, je vis, maintes fois, plus d'une échine se courber, plus d'un genou plier... bas, très bas à terre.

❖ **ON LE TENAIT** pour un homme absolument contemporain de son époque ; célèbre, surtout, par le fort appétit dont il était doté qui, en moins de vingt-quatre heures, faisait plusieurs fois le tour de la Terre. Par la grâce de ses vertus, *manger, manger, manger...* était devenu plus qu'une idéologie : une certaine manière d'être au monde.

❖ **DE LA PROBITÉ** morale de cet homme comme de sa propreté, je me permets d'en douter. Lui, qui sent l'hostie quand il parle et qui jamais ne met de pape, ni de Dieu dans la cuvette de ses W-C.

❖ **C'ÉTAIT** le nombre impressionnant de dents qu'il arborait à son sourire qui faisait que, lorsqu'on le croisait, on passait vite, très très vite.

❖ **IL SE PRÉTENDAIT** matérialiste et soutenait, mordicus, que la solidité de ses mâchoires étaient entièrement déterminée par la grosseur de son estomac.

DU PEUPLE ET DE SON POUVOIR

❖ **NUL NE L'IGNORE**, en démocratie tous les citoyens sont égaux devant la Loi ; mais seulement les citoyens et seulement devant la Loi, pas derrière.



❖ **CONVERGENCE** de points de vue entre le camarade Lénine (pour lequel le communisme se condensait dans la formule : les conseils plus l'électricité) et les démocrates sur au moins un point, celui de l'électricité... C'est ce dont nos frères Sacco et Vanzetti auraient pu témoigner, s'ils pouvaient encore parler.

❖ **ON NE DOUTAIT PAS** qu'il fût un gentleman ; pour son bien-être, il pratiquait deux sports : le golf et la charité.

❖ **VU À LA RADIO**, entendu à la télévision : joignant le geste à la parole, dessinant dans l'air des courbes avec ses mains, il disait aimer les femmes plutôt poitrinaires...

❖ **DÉSORMAIS**, on dit : c'est rationnel ; c'est scientifique... comme jadis on disait : c'est Dieu ; c'est écrit dans les Évangiles... C'est là, de nos jours, tout le chemin qui va de l'ignorance au savoir, lequel passe par les mornes plaines du Progrès. C'est ainsi. Nous autres, hommes contemporains, nous avons la servitude savante, le conformisme érudit.

❖ **ET NOUS VÎMES** les miroirs fuir, épouvantés, avec leurs reflets sous le bras, talonnés de près par une multitude déchaînée de bénéficiaires de la chirurgie esthétique.

❖ **EN CES TEMPS-LÀ**, la Raison rationnellement raisonnable et indiscutablement raisonnable entretenait toute une armée de gardes-fous, tous adeptes de la camisole de force ; ils étaient, en quelque sorte, ses gens de maison.

❖ **LE MOI** est une accumulation de temps et de désirs.

❖ **LE PLAISIR** et la douleur sont les deux mâchoires du Désir.

❖ **LE DÉSIR** crée le Temps, il le dilate ou le rétrécit ; le moi est le centre illusoire qui fragmente l'espace.

ALFREDO FERNANDES * ■

* Les précédents « *Invectivopharismes* » ont été publiés dans les numéros 8 (2001), 9 (2002) et 11 (2004) de *Oiseau-tempête*.



● CRUZEIRO SEIXAS ●

COMMENT CE MONDE VA ?

I – Notes provisoires sur l'État provisoire des choses

NOUS VIVONS TOUJOURS les conséquences économiques, sociales, politiques et idéologiques de l'effondrement du système capitaliste d'État, événement majeur, marquant, de la fin du xx^e siècle. Depuis la Deuxième guerre, ce système n'avait cessé de s'intégrer dans le marché mondial. Ses limitations en matière de productivité sociale du travail devenaient manifestes dans la concurrence avec le capitalisme occidental à dominante privée; concurrence qui se manifestait tout particulièrement dans la course soutenue aux dépenses militaires. L'adaptation de la classe dirigeante, l'appauvrissement rapide des classes travailleuses, dans et par l'éclosion violente d'un capitalisme privé, l'éclatement du bloc soviétique furent des aspects de l'acte final d'un cycle historique spécifique au développement capitaliste de ces sociétés. À partir de là, le processus d'unification du marché mondial s'est accéléré et les blocs capitalistes issus de la fin de la Deuxième Guerre s'en trouvèrent déséquilibrés. De nouvelles alliances se cherchent, délimitées par les conflits d'intérêts des capitalismes les plus puissants.

Dans ce marché, désormais unifié, les impératifs et les exigences des puissants groupes capitalistes multinationaux acculent les États à réviser dans leurs stratégies interventionnistes dans l'économie, minent l'application des principes de la démocratie représentative, sur lesquels se fonde le pouvoir politique à l'intérieur

de chaque État-nation. C'est le cas, en particulier, des compromis sociaux et des politiques de cogestion qui, en Europe, de 1930 aux années 1970, ont accompagné l'essor du réformisme. Les institutions, politiques et syndicales, qui ont, dans le passé, cogéré cet interventionnisme, voient leur pouvoir et leur légitimité se vider progressivement de leur contenu. L'idéologie interventionniste, souverainiste, des partis de gauche doit s'adapter à la crise de ces institutions, se retrouve réduite à un ensemble flou de valeurs morales. Valeurs par ailleurs constamment révisées à la baisse comme le montre l'adoption de l'idée d'équité contre celle de justice sociale¹.

La domination du capitalisme nord-américain sur l'économie mondiale depuis la Deuxième Guerre fut consolidée par sa suprématie sur le capitalisme d'État. Elle est aujourd'hui mise à l'épreuve par la persistance de difficultés économiques. L'énorme déficit budgétaire et l'incapacité de l'économie à sortir d'une récession chronique sont des signes majeurs. Consciente de ces difficultés, la fraction de sa classe dirigeante actuellement au pouvoir aux États-Unis estime que la période est favorable pour redessiner la carte de sa domination sur les zones de la planète dont l'intérêt stratégique et économique leur est crucial.

En Europe, la formation de l'espace capitaliste européen se poursuit. Mouvement délimité par des liens contradictoires mais profonds avec le capitalisme nord-américain, par les intérêts de la Russie qui cherche à consolider et à défendre les limites géopolitiques

de son avenir capitaliste, enfin, par les conflits d'intérêts nationaux et la montée de la résistance au démantèlement des systèmes sociaux. La deuxième guerre en Irak, en 2003, a mis en évidence les antagonismes avec les États-Unis et aussi les divisions internes entre les capitalismes européens, leur incapacité à trouver une réponse unifiée aux intérêts nord-américains. L'interpénétration des deux zones économiques est sûrement une des explications à cette incapacité. De fait, l'internationalisation poussée du capitalisme européen joue aujourd'hui contre sa constitution en puissance politique autonome. Là aussi, le consensus à l'intérieur de chaque nation est fragilisé dans la mesure même où les États et le pouvoir politique européen gardent peu, ou pas, de prise réelle sur les décisions de restructuration des multinationales (licenciements, délocalisations).

En Asie, la montée en puissance du capitalisme chinois exige des moyens économiques, techniques et militaires nécessaires à la protection des voies d'accès à de nouvelles zones d'approvisionnement de matières premières. Les ambitions, qui réveillent des conflits dans une zone militairement contrôlée par les États-Unis, ravivent l'antagonisme ancestral de la Chine avec le Japon, contenu depuis la fin de la Deuxième Guerre par leur mutuelle dépendance du capitalisme américain, refait surface. Malgré le fort contentieux nationaliste, la Chine et le Japon entretiennent des rapports imbriqués. La Chine est le premier partenaire commercial du Japon, les échanges dépassant ceux entre le Japon et les États-Unis. La Chine est un des rares pays avec lesquels le Japon a un déficit commercial, du fait que les grandes entreprises électroniques japonaises ont désormais leurs énormes unités de production en Chine. L'antagonisme se manifeste en tout premier lieu dans la recherche de matières premières (le pétrole en particulier), dont ces deux puissances sont privées. Le redéploiement diplomatique de la Chine est à l'ordre du jour. Il prend deux formes, d'une part, la réactualisation du lien entre la Chine et la Russie, et d'autre part, le développement des liens économiques de la Chine avec l'Afrique et, surtout, avec l'Amérique latine (Brésil, Venezuela et Argentine). Les exportations agricoles brésiliennes vers la Chine ont triplé en 2003 et le Brésil prévoit de multiplier par dix ses exportations vers la Chine dans les années à venir. Le gouvernement brésilien parle d'une « décision stratégique de se rapprocher de la Chine ».

Le nouveau cadre mondial des relations inter-capitalistes est un chantier en redéfinition constante, conditionné par la concurrence et acculé par les difficultés croissantes de rentabilité du capital. Ce mouvement imprime sa marque aux conditions d'exploitation, aux

nouvelles formes politiques du pouvoir, à l'évolution des formes idéologiques de domination sur l'ensemble de la planète ainsi que dans chaque État-nation.

Un des facteurs-clés du redéploiement des alliances capitalistes est le contrôle mondial des sources d'approvisionnement en matières premières, le pétrole en tout premier lieu. Suite à l'éclatement du bloc capitaliste d'État et des alliances géopolitiques qui en dépendaient, le contrôle des ressources pétrolières du Moyen-Orient apparaît comme l'objectif premier du capitalisme nord-américain dans sa stratégie pour le maintien de sa domination. Il pèse également sur les rapports entre l'Europe et les États-Unis.

La fin de l'antagonisme entre les deux blocs capitalistes fut la fin de l'équilibre de la terreur des États. La première guerre du Golfe annonce la suite, l'émergence de la terreur d'un État dominant. Des organisations mises en place au cours du dernier affrontement entre les deux blocs, se sont dégagées du contrôle des États qui les avaient créées. Les groupes du « djihad nord-américain » – comme les « services » occidentaux appelaient la guérilla antisoviétique en Afghanistan – se sont ainsi séparés politiquement de leurs mentors. L'idéologie nationaliste antisoviétique évolua en idéologie anti-impérialiste sous le couvert d'une interprétation néo-panarabique de l'islam. L'acte de naissance du terrorisme moderne se trouve là.

Il n'y a, dans ce processus, ni hasard, ni coïncidence, ni planification. Les classes dirigeantes agissent et réagissent dans des circonstances historiques qui découlent des conditions créées par les luttes de classe. Ce faisant, d'autres conditions historiques émergent avec de nouvelles contradictions qui échappent aux projets politiques initiaux. La rationalité n'est point dans l'essence du système capitaliste. Les classes dirigeantes prennent des décisions, appliquent des stratégies qui répondent à des intérêts capitalistes particuliers, momentanés et immédiats. Et, souvent, ces décisions se révèlent irrationnelles par rapport aux intérêts du système à long terme. Un système incapable de réguler les conséquences sociales de la production de profit, sa reproduction, ne peut prétendre à la maîtrise du politique et de ses conséquences. La guerre se révèle de plus en plus une impasse, engendre des situations et des conséquences imprévisibles à la classe capitaliste. Dans le capitalisme, chaque prétendue solution est un nouveau problème.

C'est précisément ce caractère irrationnel, dans sa reproduction qui fait du capitalisme un système barbare. Le machiavélisme du politique n'explique pas l'histoire des sociétés, il est un aspect de cette histoire qui fait souvent écran à l'irrationalité inhérente au système. Mettre le politique au centre de la compréh-



Fig. 81. - Corps étranger des voies aériennes chez l'adulte.

sion de l'histoire, c'est réintroduire l'idée bourgeoise et sociale-démocrate d'une économie régulée par le politique². C'est réaffirmer l'inaffabilité de la classe dirigeante maîtrisant le système, dominant l'histoire. C'est, finalement, cantonner les exploités dans le camp de l'impuissance et de la passivité. □

II - La mort annoncée des « acquis sociaux » en Europe

LA RESTRUCTURATION ÉCONOMIQUE du capitalisme européen s'est faite, dans un premier temps, par l'élargissement de son marché, la rationalisation et la concentration des secteurs productifs, l'élimination des branches peu ou pas rentables. L'utilisation des fonds communautaires des politiques interventionnistes a relancé la demande dans les secteurs des infrastructures au profit des grandes entreprises liées aux États-nations les plus riches. Dans la périphérie (Espagne, Grèce, Portugal), les faibles économies nationales ont été laminées, les inégalités de classe accentuées, le consensus social maintenu, tant bien que mal, avec des fonds européens. L'appauvrissement général des classes exploitées y est d'autant mieux occulté qu'il s'accompagne d'une uniformisation des modèles de consommation. Désormais, de Riga à Palerme, de Budapest à Porto, la FNAC, Zara, H&M, fabriquent l'image d'une classe moyenne européenne uniformisée ; Carrefour, Lidl et les grossistes chinois se chargent de celle de la classe travailleuse.

Dans un premiers temps, l'appauvrissement des zones périphériques a bénéficié aux économies centrales, a été cautionné par les forces politiques et syndicales gestionnaires du compromis social. La deuxième phase de l'intégration européenne, actuellement en cours, se caractérise par le démantèlement du modèle social des pays riches appartenant au noyau central. L'expression « acquis social » fera bientôt partie du langage du passé. Les mêmes forces qui ont cautionné la première phase s'alarment et demandent une « autre Europe sociale ». C'est au moment où on attaque ici les systèmes de salaire et d'assistance sociale qu'on feint de découvrir le désastre social de la périphérie ! Au Portugal, par exemple – hier encore présenté comme « le bon élève de la classe » –, un quart de la population vit aujourd'hui au-dessous du seuil de pauvreté. Il est aujourd'hui évident que la construction de l'Europe se fait au prix du démantèlement et de l'appauvrissement des classes salariées de cet espace multinational. Comme aux États-Unis, comme en Chine, l'écart entre

Notes :

1 - « L'équité a bon dos », OT n°10, été 2003.

2 - « L'illusion de la maîtrise », OT n° 9, été 2002.

les classes s'accompagne d'une concentration croissante de la richesse capitaliste.

Lorsque « les spécialistes de l'économie » proclament que les trois économies les plus importantes, la France, l'Italie et l'Allemagne, sont désormais à la traîne et pénalisent l'ensemble, il faut comprendre que le modèle à atteindre est aujourd'hui celui de la Pologne¹. Et on sait combien l'avenir de la Pologne est déjà lisible dans le désastre portugais ou grec.

Les inégalités de développement économique, les disparités régionales et de concentration de la richesse, se sont considérablement accentuées depuis le début de la création de l'Europe. Cette tendance s'affirme y compris au sein des grands pays sous des formes différentes. En France, la décentralisation est la nouvelle formule administrative qui traduit l'éclatement des services publics garants d'une uniformité de l'ancien espace national. Le nouveau projet consiste à unifier plutôt les régions riches de l'Europe, dans un croissant qui va de la Catalogne à l'Allemagne.

La force de l'initiative capitaliste, tant elle semble aujourd'hui imparable, pèse sur le désarroi des exploités. Leur vie est perçue comme étant à la traîne d'une situation en bouleversement permanent. Mouvement sur lequel les organisations syndicales et politiques n'ont plus de prise, pas plus sur le plan national que, à plus forte raison, sur le plan européen. La nature nationale et donc nationaliste de

l'ancien mouvement ouvrier et de ses organisations syndicales se révèle ici un frein majeur à une résistance au-delà de cadres nationaux désormais dépassés. Contre ce rouleau destructeur du capitalisme, le mécontentement populaire cherche à prendre forme concrète. Les anciennes voies connues, celles des luttes syndicales et de l'électoratisme, sont totalement discréditées. Pourtant, l'opposition à la logique économique de la construction européenne demeure sensible au discours démagogique des organisations d'extrême droite et aux incantations de la gauche souverainiste, apôtres d'un retour à l'interventionnisme étatique dans un cadre national. □

Note :

1 - Selon le projet de « libéralisation des services », des travailleurs hongrois employés par une entreprise



Fig. 79. - Corps étranger des voies aériennes chez l'enfant (1^{er} modèle).

hongroise travaillant en Hollande auront les salaires et les « droits sociaux » de la Hongrie. Le capitalisme européen a ainsi trouvé une nouvelle formule juridique pour mettre en concurrence la force de travail et de baisser son prix.

III - Les mystères du disque rayé

CELA COMMENCE à ressembler à un disque rayé, remarquait quelqu'un. Les mini-reprises économiques succèdent aux mini-récessions avec l'étrange sensation que, tout compte fait, on s'installe dans une situation où la perspective d'avenir renvoie au proverbe russe : « Hier, c'était mieux que demain ! » Et s'étalent, jour après jour, une croissance forte des profits des entreprises, une augmentation du chômage, la baisse des salaires directs et du salaire social, une concentration chaque fois plus tranchée de la richesse. L'époque est celle où travailler ouvre la voie à la pauvreté, où l'augmentation des profits fait baisser les investissements. Un économiste nord-américain remarquait récemment qu'une des équations classiques de l'économie capitaliste, le lien entre la remontée des profits et la reprise l'emploi, ne semble plus fonctionner. Les dernières reprises dans le pays de Disney auraient créé à peine 2 millions d'emplois, sur les 12 attendus par la « science économique », compte tenu de la hausse des profits. Mystères ! À la propagande la tâche de faire passer ces 2 millions comme preuve de la reprise... auprès de celles et ceux qui souffrent directement des conséquences des 10 millions d'emplois manquants. Pour l'affinage, les artistes de la statistique sont mis à contribution. C'est ainsi que, pour rester dans l'exemple des États-Unis, seuls sont recensés les chômeurs qui « cherchent activement du travail ». Les autres deviennent des êtres invisibles qui permettent de maintenir le taux de chômage à 5% au lieu de 7% ou plus. On sait que ces pratiques de propagande sont désormais mondialisées, comme tout le reste.

Crise ou pas crise ? Quelle crise ? Comment caractériser la période actuelle du capitalisme ? Nous ne partageons pas l'idée moralisante sous-entendue par les explications volontaristes, genre Attac et la gauche classique et syndicale, celle des capitalistes avides, de l'emprise du capitalisme financier¹. On peut aussi trouver insuffisantes les explications post-modernistes qui partent de la constatation de la réduction du nombre d'exploités dans nos sociétés pour affirmer l'existence d'un capitalisme fonctionnant sans classe ouvrière, sans production de plus-value². Rétifs devant les prophéties et les messianismes, nous ne comptons pas sur l'avènement de limites objectives, indépassables, dans un systè-



me qui a fait la preuve, depuis toujours, d'une capacité à s'adapter et à rebondir, à soumettre la grande masse des exploités à sa logique.

Ici, on opte pour une interprétation de la crise comme cause des déséquilibres actuels, d'une crise dans l'exploitation et dans la production de plus-value. Il ne s'agit pas de nier que la masse de la force de travail exploitée s'est considérablement réduite dans nos sociétés, alors même qu'elle s'est étendue à de larges zones du monde, devenues des usines planétaires, des régions entières de l'Asie, du Mexique et de l'Amérique centrale. Mais on peut prétendre que, et du fait même du rétrécissement de son champ d'application, l'exploitation salariée reste essentielle au fonctionnement du capitalisme moderne, de ses difficultés et impasses.

L'augmentation du pouvoir de l'actionnariat et des groupes financiers n'est pas la cause de la situation actuelle. Elle est la conséquence de la faible rentabilité des investissements productifs. Les sommes énormes de profits obtenus, énormes en valeur absolu, ne sont pas suffisantes pour rentabiliser la masse de capital existante. Oui, les entreprises font des profits importants par l'augmentation des taux d'exploitation. Mais les capitalistes n'orientent point ces profits vers l'investissement productif, la reproduction du capital, vers un saut dans l'accumulation. Ils les consomment spéculativement, de l'immobilier aux dépenses somptuaires, voire les orientent vers les secteurs de l'économie mafieuse (la drogue, le foot...). D'où le transfert massif et arrogant des richesses. L'accroissement des profits s'accompagne ainsi non d'un élargissement de la base d'exploitation mais d'une augmentation du chômage.

Dans les vieux centres du capitalisme, la productivité du travail augmente très faiblement, surtout par rapport aux années de l'après-guerre. Ce qu'on a appelé, par le passé, « la restructuration capitaliste », se fait moins par la révision des formes techniques de la production, par l'introduction de nouvelles technologies remplaçant le travail vivant. Elle se fait surtout par une intensification de l'exploitation, l'augmentation des cadences, la réduction des temps morts, la réduction des



● José GARCÍA-TELLA, Le soir ●

LE SOIR

1953

coûts de la production ou du travail par des concentrations ou des délocalisations.

L'accroissement de l'exploitation par l'augmentation de la productivité sociale du travail fut le socle du réformisme. Elle a créé les conditions de négociation

IV – Les aventures du déséquilibre permanent

S I ON PLACE L'ANALYSE dans une tendance à long terme, on peut défendre l'idée que la crise de rentabilité du capitalisme moderne est présente depuis la grande crise des années 1920. Que l'expansion du capitalisme après la Deuxième Guerre mondiale, fut rendue possible par les destructions de capital et de force de travail de la guerre. Que la guerre et les économies de guerre furent la forme première de l'économie mixte en réponse à la crise. Ou, inversement, que la forme de l'économie mixte est la forme moderne de la crise permanente de rentabilité du capitalisme moderne.

entre les institutions représentatives des salariés et le patronat, rendu possible le syndicalisme institutionnel. Aujourd'hui, ces forces sont en crise politique, réduites à négocier et à gérer l'aggravation des conditions de travail et de vie, « le réformisme à rebrousse-poil ». Nous sommes loin de l'époque où la gauche politique annonçait l'avènement d'un monde meilleur, elle ne promet aujourd'hui que des lendemains moins mauvais. Nous sommes entrés ainsi dans l'époque misérable de la politique du « mieux que rien ». Comme principale conséquence politique de la restructuration en cours dans les formes d'extorsion du surtravail, l'évolution autoritaire des formes de gouvernement. L'ère du réformisme et des « acquis sociaux » a été celle de l'accroissement gigantesque de la productivité du travail qui permettaient une augmentation relative des conditions de vie. Aujourd'hui, on constate un retour de plus en plus fréquent à des conditions où l'accroissement de l'exploitation s'accompagne d'une baisse des salaires et d'une augmentation du temps de travail. Dans les termes de la *critique de l'économie politique* (K. Marx), on peut dire que la période dominée par la plus-value relative est remplacée par celle où on voit un retour à la plus-value absolue. Elle est celle de la répression, de la gestion policière et carcérale des pauvres, du contrôle serré des espaces géographiques, de la répression de toutes les formes de déviance. □

Notes :

- 1 – « Contre-atac, du leurre sur toast », OT n° 8, été 2001.
- 2 – « Quand la montagne accouche d'une souris » (*Critique de Krisis*), OT n° 10.

Seule l'intervention de l'État dans l'économie, les dépenses publiques comme soutien à la demande et génératrices de marchandises, ont pu maintenir la reproduction capitaliste. Le capitalisme est un système en déséquilibre permanent, fondé sur des distorsions et des inégalités qui se reproduisent constamment. La crise est l'état de fonctionnement du système, même si ces distorsions se manifestent socialement avec plus de violence à des moments précis.

Mais, comme l'avaient signalé en leur temps des critiques avertis du capitalisme, il ne suffit pas que les dépenses publiques soutiennent l'activité économique, elles doivent relancer la valorisation du capital, la production de profit. Qui plus est, dans l'idée même du docteur Keynes, l'intervention de l'État n'était pas faite pour durer. Ce devrait être un moment provisoire

destiné à rétablir les conditions de la rentabilité des entreprises et du système dans son ensemble. De fait, le provisoire deviendra permanent. En conséquence, « *L'effet positif des interventions de l'État sur l'économie n'est donc que temporaire et se renverse en son contraire quand la reprise escomptée de la production rentable n'a pas eu lieu ou tarde par trop à se manifester* »¹. Les économistes qui s'étaient empressés de théoriser les années d'après-guerre comme « les trente glorieuses » ne se référaient qu'à une période limitée de l'économie mixte. Sans parler du fait que le terme « glorieuses », cache honteusement les énormes taux d'exploitation, en particulier la violence sociale dont témoignent les misères de la vie immigrée de l'époque. Quoi qu'il en soit, les limites de l'intervention de l'État, la crise de l'économie mixte sont aujourd'hui manifestes, suscitant, en réponse, l'idéologie néolibérale dont la perspective d'avenir semble aussi limitée que ses propositions inapplicables. Car si l'interventionnisme de l'État dans l'économie n'a pas obtenu les résultats escomptés, comme le prouve la persistance de la distorsion entre la masse de capital et la plus-value extorquée (faible rentabilité du capital), les économies modernes ne peuvent plus se passer de la production induite par les dépenses de l'État. Celle-ci continue à dominer dans des secteurs essentiels comme celui de l'agriculture industrielle, les infrastructures du territoire et, surtout, la production des complexes militaro-industriels. Le déficit public record nord-américain actuel, administré par un gouvernement qui s'affirme ultra-libéral, en est la preuve. Si l'intervention de l'État se réduit dans le secteur social, c'est que les capitalistes cherchent par tous les moyens à augmenter le taux d'exploitation. Mais ce serait une erreur d'identifier économie mixte et État social, erreur qui participe du confusionnisme de l'ancienne gauche.

« Il arrivera inévitablement un moment où même la plus grande quantité de plus-value qui puisse être extorquée à une classe ouvrière réduite ne suffira pas

*à augmenter le moins du monde la valeur du capital accumulé*² ». Dans les termes de Marx, qui a développé cette analyse critique de l'économie bourgeoise, ce moment est celui où s'affirme la baisse tendancielle du taux de profit. Une situation où l'élévation du degré d'exploitation débouche sur l'augmentation des profits, mais aussi, paradoxalement, sur une crise de l'investissement productif, un essor spéculatif, un accroissement du chômage et de la misère sociale. Sans vouloir faire concurrence aux prophètes du cataclysme final, comment ne pas remarquer que cela renvoie aux traits de l'époque dans laquelle nous entrons aujourd'hui ?

Les luttes de classe ne sont pas le seul vecteur de la dynamique du système capitaliste. Même en l'absence de forts mouvements sociaux capables d'ébranler ses fondations, le capitalisme continue son mouvement, sa restructuration permanente. Les impératifs et les conséquences de la production de profit échappent aussi au capitaliste individuel, et la concurrence entre capitalistes joue également dans le mouvement du système. On a pour preuve le mouvement actuel de concentration et de dépréciation du capital, les transformations des conditions de travail, alors même que les affrontements de classe sont au plus bas.

Les limites historiques du capitalisme ne sont pas prédéterminés ni calculables comme dans une science exacte. Ses limites se trouvent sur le terrain de l'exploitation du travail. Ce sont des limites humaines, dans la mesure où elles renvoient à la constitution de communautés capables de questionner et de s'opposer à la logique productiviste. □

Notes

1 – P. Mattick, *Crises et théories des crises*, p. 214.

2 – Mattick, *Ibid*, p.83.

V – La transformation des conditions d'exploitation

*Comment travailler plus
(pour certains) et gagner moins ?*

La forme nouvelle que prend la « restructuration capitaliste » a des conséquences sur la précarité et la flexibilité de l'emploi, l'accroissement du chômage, l'insécurité des conditions de vie salariée en général. Les mesures visant à intensifier le travail sont une première étape dans ce processus. Les lois sur la réduction du temps de travail en France en sont un bon exemple.

Qu'ont été les « 35 heures » sinon une dégradation accélérée des conditions de travail par son intensification et un appauvrissement réel ? L'annualisation du temps de travail, c'est sa flexibilité accrue, c'est aussi une réorganisation complète et efficace de l'organisation des tâches pour augmenter la productivité du travail, avec en prime une chasse aux temps morts, aux temps de pause, aux postes « doublons », à l'absentéisme et, au final, une pression temporelle toujours plus forte pour répondre aux délais de production ou aux clients. Les lois sur les 35 heures n'ont fait qu'accroître la multiplication des emplois au rabais, précaires, payés au rendement ou à la tâche, dans un contexte de progression constante du nombre d'accidents du travail

dans certains secteurs comme le BTP ou les services. Les « 35 heures de gauche », consistaient finalement en la combinaison de la flexibilité induite par l'annualisation du temps de travail et du blocage des salaires. Les dernières modifications apportées début 2005 par le gouvernement de droite ne sont que le prolongement du mouvement que la gauche avait initié : un assouplissement encore accru de la gestion de la durée du travail et un asservissement total des salariés aux variations de la production.

Mais cette forme qui consiste à accroître l'extorsion du travail non payé, que Marx appelait la plus-value relative, ne semble plus être suffisante au moins dans les pays occidentaux : elle est limitée essentiellement par le manque en investissement productif, en nouvelles technologies, en « gisements de productivité », comme ils les appellent ! L'épuisement de l'effet apporté par l'intensification du travail à travers, par exemple, des dispositions légales pour réduire le temps de travail est déjà visible dans les tentatives multiples, en France ou en Allemagne, de prolonger le temps d'exploitation de ceux qui ont un emploi. D'ailleurs, alors que la productivité du travail avait progressé en France en 2001-2003, elle stagne en 2004, l'effet de l'application de la loi sur les 35 heures s'étant déjà épuisé. Aujourd'hui, la réduction du temps de travail n'a plus d'effet sur la productivité.

Du coup, le recours ponctuel, mais de plus en plus fréquent, à l'augmentation de la productivité par le sur-travail (exploitation accrue et rémunération en baisse ou encore plus-value absolue) devient nécessaire dans les pays européens. Ainsi, poussés par la concurrence, les capitalistes semblent de plus en plus opter pour un mixte des deux options, à savoir la poursuite de l'intensification du travail avec stagnation ou baisse des salaires, et l'allongement du temps de travail – sous diverses formes – associé à la baisse directe des salaires. Ces deux options ne s'opposent pas, elles sont plutôt complémentaires ; de plus, leur utilisation, successive ou simultanée, ne constitue pas pour autant un nouveau schéma en soi, mais plutôt une réponse pragmatique à de nouvelles contraintes productives. En France, la première étape de l'application de la loi sur la réduction du temps de travail était « 35 heures payées 39 » (mais sans augmentation de salaire), puis, très vite pour de nombreux salariés nouvellement embauchés, cela a été « 35 heures payées 35 » ; dans l'avenir, ce sera pour beaucoup « 37 heures payées 35 », etc.

Cet allongement du temps de travail est souvent accompagné d'un chantage à l'emploi, comme en Allemagne où les accords de branche ou d'entreprise se multiplient, avec l'assentiment des syndicats, qui

prévoient, « pour éviter des licenciements », des gels de salaires ou des hausses non rémunérées de la durée du travail¹.

Selon la même logique, ces politiques peuvent aussi être accompagnées, si besoin est, d'une mise en chômage technique d'une partie des salariés travaillant en usine lorsque les prévisions de production attendues ne sont pas en phase, ponctuellement, avec les besoins du marché. Evidemment, pour que l'opération soit rentable, les patrons tentent de payer au rabais ces journées de chômage technique en nombre croissant, comme à l'usine PSA Peugeot Citroën d'Aulnay-sous-Bois en mars 2005, décision qui a déclenché une grève de plus de 1 000 ouvriers de l'usine². Ce qui est intéressant, c'est que cette usine, qui bat des records de production et qui emploie en permanence 500 intérimaires pour « surcroît temporaire d'activité » (sic), avait profité auparavant d'un accord de RTT³ signé en 1999 très favorable qui lui permettait notamment de faire travailler les ouvriers plusieurs samedis dans l'année sans avoir à payer d'heures supplémentaires. Il faut croire que cela n'était pas suffisant pour flexibiliser les horaires de production alors que ces mesures avaient déjà permis à la direction de faire progresser la productivité du travail de 10% par an depuis 1999.

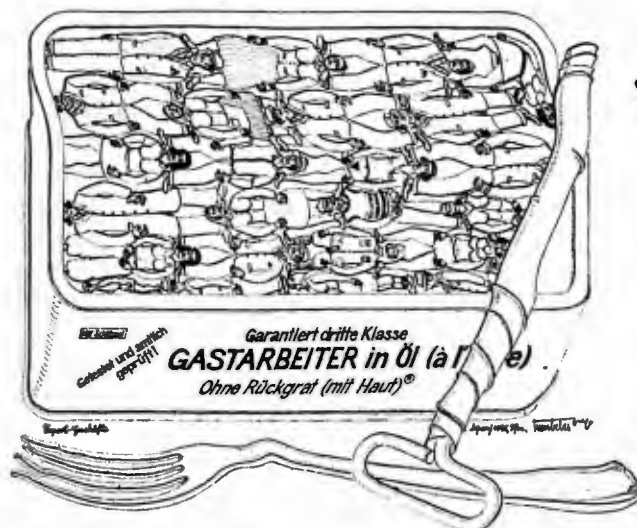


Fig. 80. - Corps étranger des votes aériennes chez l'enfant (2^e méthode).

Dans ce contexte, la réforme du système des retraites, menées dans de nombreux pays européens – et déjà à l'œuvre dans la plupart des pays de l'Europe de l'Est⁴ – entre en droite ligne dans la même logique. En France, la nouvelle loi sur les retraites votée en 2003, c'est l'injonction et l'obligation de travailler plus longtemps, accompagnées de la rhétorique habituelle qui prétend « sauver les retraites ». Là non plus, l'objectif n'est pas de faire travailler tout le monde plus longtemps à l'échelle de la vie étant donné qu'il n'y a pas de boulot

pour tous, *a fortiori* pour les plus de 60 ans. Le but est plutôt d'obliger une partie de ceux qui en auront encore la force de travailler au rabais (emplois sous-payés pour vieux travailleurs) pour compléter une retraite toujours moindre. Et comme les préretraites deviennent trop coûteuses, on préfère licencier un par un les salariés de plus de 55 ans pour « inaptitude » en les envoyant directement à la case chômage pour attendre de toucher leur retraite de misère, tout en leur conseillant, avec un grand sourire, de préparer leur retraite individuellement en souscrivant un PERP⁵. À ce compte-là, le décret sur le lundi de Pentecôte qui introduit le travail gratuit d'une journée par an pour « sauver les personnes âgées » risque bien de ne pas faire le poids.

Enfin, il y a encore deux options majeures dans cette panoplie de la régression : le développement des



« working poors » (travailleurs pauvres) et le travail forcé sous-payé (« workfare »). Dans le premier cas, il s'agit de l'augmentation du nombre d'emplois (à temps partiel et même à temps plein) avec lesquels les salariés n'arrivent tout simplement plus à boucler leurs fins de mois ⁶. Dans le second cas, le « workfare » vise à la fois à occuper les chômeurs dans des emplois dits « d'utilité sociale » et à leur faire accomplir des boulots que les États considèrent désormais comme trop coûteux s'ils sont payés au prix du marché. En Allemagne, par exemple, le gouvernement a lancé, à partir de janvier 2005, les « Ein euro job », sorte de travail obligatoire pour les chômeurs ⁷, payés à 1,5 euro de l'heure. Les emplois sont « proposés » dans les services publics ou dans des associations qui proposent des « services d'aide à la personne » ⁸, caritatives et « culturelles ». Cette modique rémunération s'ajoute à leur allocation chômage, mais ces sous-travailleurs ne sont pas soumis à la législation du travail, n'apparaissent plus dans les statistiques du chômage et sont pratiquement obligés d'accepter ces boulots au risque de se voir supprimer leur allocation chômage. En parallèle de ces « travaux d'utilité », l'État pousse également les chômeurs à devenir leur propre patron, avec la création d'un nouveau statut d'entrepreneur individuel, « Ich-AG », dans lequel, par exemple, n'est prévue aucune indemnisation en cas de maladie : le chômeur devient ainsi une force de travail à bon marché pour les entreprises. □

Notes :

- 1 – Par exemple, l'équipementier automobile Delphi annonce en mars dernier qu'il fait passer à 44 heures par semaine une partie de ses salariés allemands contre 40 heures, sans compensation salariale ; autre exemple, General Motors décide de produire certains de ses modèles en Allemagne en échange d'un gel des salaires pendant 2 ans, associé à une flexibilité accrue des horaires (Le Monde, 18 mars 2005).
- 2 – La grève a démarré dans l'atelier de montage puis s'est étendue dans les autres ateliers bloquant une partie de la production pendant quelques jours. La direction prévoyait en effet quelque 40 journées de chômage technique par personne en 2005 (soit une perte de 700 à 1 200 euros sur l'année par poste), payés à 60%. Les ouvriers revendiquaient le paiement à 100% pour tous et « l'augmentation des salaires, non des horaires » (cf notamment L'Humanité, 7 mars 2005).
- 3 – RTT : réduction du temps de travail
- 4 – Dans certains de ces pays, l'espérance de vie moyenne est désormais égale ou inférieure à l'âge officiel de départ en retraite... ce qui fait écho – certes dans un contexte socio-économique sensiblement différent – aux slogans ouvriers du début du xx^e siècle en France qui rejetaient « la retraite des morts ».
- 5 – Plan d'épargne retraite populaire, nouveau produit d'épargne retraite « populaire » (sic) de La Poste.
- 6 – Dans le même temps, les emplois précaires (CDD, apprentissage, intérim, contrats aidés) ont progressé pour concerner en France aujourd'hui plus d'un travailleur sur 10.
- 7 – Officiellement, le taux de chômage en Allemagne est de 12,6% en février 2005 (soit plus de 5 millions de personnes), avec des pointes à 20% ou plus dans certains Länder de l'Est.
- 8 – Comme des emplois à temps partiel d'aide à domicile pour les personnes âgées.

VI – L'accompagnement par l'idéologie

« Oui, mais ce n'est pourtant qu'une peur secondaire,
La véritable peur est la peur devant la cause des phénomènes et cette peur demeure. »
Franz Kafka

LA FIN DE LA PEUR qu'a entretenue pendant soixante ans l'équilibre de la terreur d'État Est-Ouest a libéré une autre forme de peur, celle d'un capitalisme qui serait éternel et inséparable de son cortège d'horreurs, montrant, par là, combien ce sentiment est *indissociable* du système. Mais les racines de la peur se trouvent dans les rapports d'exploitation. Cultiver la peur est un des buts premiers de la politique bourgeoise. Pour les États, toutes les formes d'insécurité sociale – l'appauvrissement des classes exploitées, l'implosion des anciennes communautés de classe, l'intensification des conditions d'exploitation, la crise des repères sociaux – doivent désormais être diluées dans l'insécurité de la terreur.

L'autoritarisme d'État, qui accompagne l'intensification des rapports d'exploitation et la répression sociale, ne peut se développer sans un important appareillage idéologique qui le justifie et le renforce. Sans transformation des formes de conscience sociale, pas de transformation des rapports d'exploitation : les deux forment ce qu'on peut appeler une *unité dialectique* ¹.

L'idéologie de la peur

D'exceptionnel, le terrorisme se banalise dans le quotidien. L'Autre devient la figure du repoussoir. Un déploiement de force militaire et policier inouï se met

en place chaque fois qu'il est nécessaire de plonger les populations dans l'inquiétude et le stress, sous prétexte de terrorisme. Les Jeux olympiques, en 2004, en Grèce, ont donné un exemple récent des rapports entre l'idéologie de la peur et les moyens mis en œuvre pour rassurer les populations. Il s'agissait rien moins que de *maintenir* les Jeux olympiques *malgré* des risques d'attentats dont personne ne pouvait vérifier la véracité au-delà de l'affirmation étatique et médiatique. Quant aux moyens, ils rappelaient davantage ceux des conflits militaires que le dispositif habituel des Jeux de Coubertin (*cf. encadré ci-dessous*). Les armées se positionnent comme s'il y avait une menace d'*invasion barbare*.

Les cérémonies liées à la mort du pape catholique en 2005 ont également donné lieu à un étalage de force sans précédent en Italie. Chaque événement est l'occasion d'un état d'alerte maximal. Il faut maintenir les populations sur le *qui-vive*. Ces démonstrations de force disproportionnées ont été initiées lors des différents « G8 » contre lesquels a manifesté, de manière grandissante, le mouvement antimondialiste jusqu'aux attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Depuis le traumatisme des deux tours, le rythme des manifestations a décliné, mais pas celui, croissant, des démonstrations de force policière et militaire. Le « G8 » réuni en Suisse, en 2003, a été l'occasion d'un déploiement impressionnant à peine différent des opérations militaires envisageables hors du territoire national, ce que reconnaissait volontiers le général suisse en charge du dispositif interarmées de surveillance : « *Le déploiement de nos forces [...] à l'intérieur du territoire national [...] ressemble beaucoup à ce qu'on peut faire à l'extérieur* » (*cf. encadré*). Sans qu'on sache très bien ce que fait l'armée suisse « à l'extérieur »...

Mis en œuvre pour protéger les populations civiles,

Les pieds Nickelés en vadrouille

EN GRECE. – « Les forces actives depuis le 1^{er} juillet [...] soutiendront la police grecque, pouvait-on lire dans la presse. L'ensemble de la flotte nationale patrouille en mer ionienne et dans toute l'Égée, du nord au sud. L'armée de l'air a déployé 28 batteries antiaériennes Patriot, Crotale, S-300, Hawk et Velos, et activé tous ses aéroports militaires. Une zone d'exclusion aérienne de 40 milles a été délimitée et des Mirage 2000 patrouillent au-dessus de l'Attique. La Grèce a également fait appel à l'OTAN après les attentats de Madrid. L'Alliance a mis à la disposition d'Athènes des avions-radars Awacs et sa force permanente en Méditerranée, placée actuellement sous commandement grec. L'OTAN a aussi envoyé son bataillon multinational contre la menace NRBC (nucléaire, radiologique, biologique et chimique). Plusieurs centaines de soldats américains stationnés dans une base alliée en Allemagne, sont en outre prêt à intervenir "si la Grèce le demande". » (*Le Monde* du 13 août 2004).

EN SUISSE. – « C'est un dispositif de sécurité XXL qui a été prévu pour le G8. Impressionnant, voire "délirant" selon les organisateurs du sommet alternatif, qui attendent entre 50 000 et 100 000 manifestants le 1er juin. Au total, 25 000 personnes seront en effet affectées au maintien de l'ordre. Soit, hypothèse basse, un policier pour deux manifestants ! Côté français, pour les seuls militaires : 11 000 hommes, des Mirages 2000, des avions radars Awacs, 50 à 60 hélicoptères de combats, des drones (avions sans pilotes), des batteries de missiles sol-air, des unités antibactériologiques et chimiques, etc. Côté Suisse, Berne a porté à plus de 10 000 le nombre de personnes affectées au maintien de l'ordre. L'aéroport de Genève est bouclé, le survol interdit, comme la navigation sur le lac Léman - y compris sous-marine. des hommes-grenouilles veilleront au grain. Les forces de sécurité quadrilleront un territoire de 2000 km², qui sera divisé en trois zones. Dont la zone zéro, siège des délégations et des chefs d'États, un no man's land de 30 kilomètres carrés. » (*Libération* du 27 mai 2003).

concrètement menacées par des attentats meurtriers (Madrid 2004...) – en même temps que la peur du terrorisme est entretenue de manière récurrente par les médias et les États pour contribuer à l'intériorisation du sentiment de peur –, le déploiement militaro-policiier orienté vers la *menace extérieure* se repositionne pour intégrer également les *risques intérieurs*. La police allemande a expérimenté ainsi, en 2005, à Berlin, des techniques d'intervention davantage adaptées aux guerres urbaines qu'aux délits mineurs². Récemment, encore, c'est en France que les unités du Raid, formées pour les prises d'otages et les attaques de type terroriste ont été mises à la disposition de la police nationale pour intervenir dans la lutte contre des délits de moindre importance. Finalement, l'intérêt de tout cela est double, et c'est le chef du Raid qui apporte une partie de la réponse : « *Nos hommes sont mis à disposition de la Direction générale de la police nationale (DGPN) pour des interventions basiques. Nous vivons cela comme un entraînement entre deux missions lourdes* »³. Au-delà de l'entraînement directement vécu en milieu civil, il s'agit aussi de sensibiliser les populations urbaines aux dangers de l'infiltration terroriste, qui peut concerner n'importe quelle porte d'immeuble jusqu'à celle du voisin. À défaut de preuve tangible, la gesticulation militaire et policière tient lieu d'argumentation. Car, c'est un leitmotiv envoûtant : désormais, le danger est partout. « *La mise en spectacle des moyens de la terreur de masse est préventive, elle a pour objet d'annoncer dès à présent ce que sera l'avenir prévisible (selon les spécialistes) de toute explosion sociale : elles seront traitées impitoyablement, comme l'irruption scandaleuse de Godzilla. Sans ménagement. Les forces de répression soigneusement passées en revue sont là pour persuader chacun de cette issue* »⁴.

À une autre échelle, l'inquiétude est également présente. L'« étranger », le « jeune », le « marginal » ou le « fou » sont présentés comme des menaces. La loi sur la délinquance institue que « *tout malade mental est un délinquant potentiel* »⁵. La famille aussi, cette unité minimale chargée de la reproduction de la vie sociale, se sent en danger et, par là, contribue à la formation de ce « besoin » de sécurité. Figures exacerbées de la dangerosité intégrée, tout concourt, depuis quelques années, à faire, en effet, du pédophile et du violeur des figures repoussoirs à même de mettre en péril la cellule familiale. Ils sont une des pièces d'un procès à charge visant à diffuser partout et constamment l'idéologie de la peur. La lutte menée contre la pédophilie et le viol voit sa médiatisation amplifiée par la forte *charge émotionnelle* à laquelle elle est associée. Par les mesures coercitives qu'il décrète contre la pédophilie, l'État montre qu'il prend soin de la sécurité de la population et qu'à défaut d'enrayer sa paupérisation généralisée (à



● José GARCÍA-TELLA, Métro ●

laquelle il prend part activement afin d'aider au transfert des richesses), au moins il n'est pas indifférent à la situation des enfants. Son *autre* manière de s'occuper des enfants, justement, c'est de les mettre massivement dans des lieux d'enfermement dès qu'ils quittent l'école dépourvus de possibilité d'intégration sociale.

La peur est un moyen commode, surtout quand elle s'appuie sur des craintes fortement chargées d'émotion comme celles liées à la « délinquance sexuelle »⁶, pour introduire des moyens inédits de gestion et de répression sociale. Parmi ces méthodes nouvelles et souvent hautement technologiques, notons la *traçabilité* des délinquants sexuels au moyen des *bracelets électroniques* et du *GPS* (cette technique qui permet de localiser géographiquement, à quelques mètres près, un individu, au moyen d'une puce électronique et d'un repérage par satellite), ou les projets annoncés par l'État visant à équiper de puce électronique chaque carte d'identité nationale, dont, pourtant, la dernière version concoctée il y a quelques années est considérée comme déjà « infalsifiable ». Des députés français enthousiastes ont même envisagé, un moment, d'imposer à vie la punition du *marquage électronique* aux violeurs après qu'ils ont acquitté leur peine carcérale, et si possible de manière rétroactive, à la manière des marques au fer rouge d'une époque antérieure.

On devine aisément que ces nouveaux moyens de répression ont vocation (l'occasion faisant le larron) à être généralisés à d'autres formes de délits qu'on recouvre, de manière globale, par le terme de « criminalité ». La criminalisation est devenue, depuis quelques années, un moyen commode de gérer de

manière policière et administrative la pauvreté et l'exclusion en surplus. Rien de mieux, en effet, qu'un plan de construction accéléré de centres d'enfermement (dont le nombre ne cesse de croître) pour contribuer à enrayer la crise du logement social, des revenus et de l'emploi...

C'est également par le biais de la lutte contre la « délinquance sexuelle » que des mesures visant à restreindre les libertés formelles d'expression publique sont prises. Par exemple, contre l'Internet en obligeant, entre autres, les propriétaires de serveur web à dénoncer à la police les auteurs de contenus « suspects » ; ou encore pour censurer les écrits et les images publiés en revue ou exposés en public (cf. le nouveau code pénal). Toute une tendance ouvertement moralisatrice et réactionnaire s'est engouffrée dans cette brèche pénale pour censurer à tout va depuis une quinzaine d'années. Récemment, en Angleterre, une artiste photographe a vu son exposition censurée parce qu'elle montrait une œuvre représentant un de ses enfants nu. Pédophilie et « atteinte à la morale » sont volontairement amalgamés de manière à ce que le prétexte de la lutte contre la première serve à généraliser la pénalisation de la seconde. L'idéologie de la peur focalisée, en partie, sur la lutte contre la pédophilie et le viol apparaît comme l'avant-garde de la fuite en avant des valeurs coercitives.

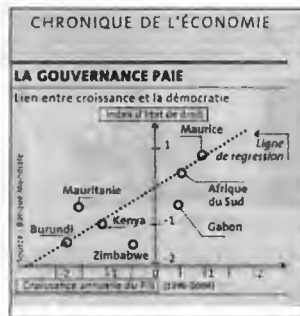
Un nouvel ordre qui se cherche

De même que les révolutionnaires souvent se projettent dans le futur en se cherchant des références dans le passé, la tendance à l'ordre peut prendre la forme désuète de la vieille réaction. Des vieilles peaux se délectent de la très grande facilité avec laquelle se mettent en œuvre des plans sociaux réactionnaires, et en demandent encore davantage. Mais dans leur arrogance de classe, ces idéologues de la réaction résistent mal au présent. Car, au-delà, d'autres formes plus opérantes se cherchent, indifférentes aux couleurs des partis en présence. La tentative avortée de fusion politique mise sur pied par l'ancien socialiste Chevènement, il y a quelques années, a donné une idée des circonvolutions. Les transformations qui ont cours au niveau de l'exploitation et de la production entraînent des changements politiques et idéologiques, afin de préparer les esprits aux changements.

La censure en 2005, par la Conférence des évêques de France, d'une publicité détournant sans esprit persifleur un tableau de Léonard de Vinci représentant la Cène, commandée par une marque de vêtements de mode, illustre ce télescopage des idéologies autoritaires, réactionnaires et modernes, qui se cherchent. Ce

sont deux conceptions différentes qui se sont heurtées. La vieille garde ecclésiastique a censuré le contenu de la publicité et obtenu du tribunal une victoire symbolique, espérant, sans doute, par là poser des jalons pour s'imposer à l'avenir comme arbitre dans les débats de société. Mais l'important, dans cette anecdote, n'est pas dans cette « victoire » – ridicule en soi – de l'Église, mais dans le fait qu'aujourd'hui, dans le processus de fabrication médiatique des valeurs, la symbolique religieuse catholique est devenue un référent valorisant, moderne et, pour tout dire, *branché*⁷. Par là s'exprime un renouveau de l'idéologie catholique qui se présente aujourd'hui non plus sous le masque grimaçant du Père Fouettard, mais comme valeur positive, qu'on peut afficher sans crainte d'être perçue comme passéiste. En s'imposant comme valeur moderne en même temps qu'autoritaire, le religieux catholique montre qu'il a sa place dans le positionnement idéologique général, non pas dans le carrosse du *retour à l'ancien*, mais bien dans

le mouvement d'un nouvel ordre qui se cherche du côté des classes dominantes.



Les idéologies de la peur favorisent l'adhésion aux formes familières de l'autorité, qu'elles soient religieuses, policières ou étatiques. Toutes les idéologies parentes s'engouffrent, modernes ou anciennes, dans cette brèche. Le spectacle met en scène tout cela. Les séries télévisées basées sur le principe du reality show

proposent aux téléspectateurs des mises en scène centrées autour des principes d'autorité. Le spectacle de l'ordre comme moyen de cohésion à l'école, avec, par exemple, la série *Le Pensionnat de Chavagnes* (2004), dans laquelle des élèves, présentés comme des « durs à cuir », sont invités à tenir tête à un surveillant général (la vedette de la série) ayant pour mission de mettre tout ce monde au pas⁸. Il s'agissait, dans cette unité de réalité facticement reconstituée, réalisée un an après le mouvement social des enseignants, de montrer aux parents que la tolérance zéro à l'école est préférable au « laisser-faire ». Plus généralement, au-delà des intentions avouables, il s'agissait de recentrer la télévision au plus près des *valeurs familiales* : « Nous avons été critiqués sur des programmes basés sur l'oisiveté comme Loft Story, expliquait un responsable de la chaîne TV. Aujourd'hui, nous avons envie de tourner une nouvelle page de télé-réalité et, avec *Le Pensionnat*, on élargit notre audience vers la famille⁹. »

La thématique de l'autorité n'a pas besoin de s'exprimer *littéralement*, il lui suffit d'être déclinée sur tous les modes pour imprégner les consciences. La série télévisée, toujours en reality show, la *Première compagnie*, a conjugué en 2005, sous le mode bouffon, cette même thématique. Cette fois, il n'y avait rien à démontrer, il suffisait de rire du spectacle des person-

nalités « people » jouant au simulacre d'entraînement physique dans une compagnie de combat de l'armée française. C'est le principe de la diffusion d'un motif récurrent par la mode, il se décline sous toutes les formes et sur tous les supports durant l'unité de temps où il doit occuper l'espace social. L'important c'est que, de même que les fondements de la peur sont partout, les occasions de parler de l'ordre et de l'autorité se multiplient jusqu'à devenir des modes habituels de pensée et de discours, jusqu'à s'intégrer dans les esprits et le paysage social comme *normalité*.

L'idéologie se diffuse comme un *symptôme* de la transformation des rapports sociaux.

Pourtant, à chaque fois que, par la lutte collective, des valeurs émancipatrices s'affirment, telles la solidarité et la révolte contre l'injustice sociale, la peur recule et la politique d'État lâche prise : « L'histoire des luttes sociales nous montre que les guerres sociales ne se mènent pas comme des guerres capitalistes. Les lois ne déterminent pas les rapports sociaux existant, elles ne font que les exprimer dans une forme juridique. Le droit est là pour assurer la reproduction des rapports sociaux et pour les affermir, il s'adapte avec les rapports de domination qu'il traduit en forme légale. L'opportunité de leur apparition, leur application (ou leur mise en sommeil) dépendent des rapports de forces en présence. [...] En 1995, les premières mesures de Vigipirate, lancées suite aux attentats parisiens de l'automne, ont soudainement disparu du paysage dès qu'est apparu le mouvement social de l'hiver 1995 contre les mesures du gouvernement Juppé, les attentats aussi ont disparu du paysage ¹⁰. » □

Notes

1 – Cf. « Où en est-on avec le mensonge moderne de

masse », Oiseau-tempête n°10, 2002 ; et « L'équité a bon dos », Oiseau-tempête n°11, 2003.

2 – « Depuis une semaine, un hélicoptère de la police des frontières, équipé de caméras infrarouges, sillonne le ciel de Berlin afin de débusquer les auteurs de tags et autres dégradations [c'est moi qui souligne !], avant d'alerter les équipes au sol. Les premiers essais nocturnes ont été concluants, selon le ministère de l'Intérieur : quatre graffeurs ont été arrêtés en flagrant délit et huit autres "neutralisés" avant même de pouvoir passer à l'acte. » Libération du 9 avril 2005.

3 – Libération, en mars 2005.

4 – « Tous contre Godzilla », Oiseau-tempête n°4, 1998.

5 – Cf. « Flic-iatrie & fric-iatrie », Le Monde libertaire, 19-25 mai 2005.

6 – « La délinquance sexuelle est la première cause d'incarcération en France. Près de 7 500 condamnés sont détenus à ce titre (doublement en dix ans). » Libération du 17 décembre 2004.

7 – La même chose est également palpable dans le domaine artistique où la référence à la religion catholique est, de plus en plus, partie prenante de la problématique artistique pour les jeunes artistes qui montent (cf. « Regards sur la servitude contemporaine et son devenir », Oiseau-tempête, n°11, 2004).

8 – « Outre les exercices de math d'un autre temps (additionner des génisses et soustraires de "braves paysans français"), les cobayes se voient infliger un cours de morale où l'on apprend ses "devoirs envers ses aînés et l'honneur". Enfin, ils doivent en découdre avec la Marseillaise et interdit de siffler. Résultat : un succès d'audience, comme M6 n'en a pas connu depuis des lustres, avec 6,2 millions de téléspectateurs, certainement dû au décalage comique entre ados d'aujourd'hui et école d'hier. » Libération du 4 septembre 2004. Un an après, une loi sur l'éducation, votée en 2005, impose à l'école « un enseignement d'éducation civique qui comporte obligatoirement l'apprentissage de l'hymne national et de son histoire » (cf. « Tous ensemble et chacun à sa place, l'équipée sportive » d'Eloi dans ce n°12 d'OT.

9 – Libération du 4 septembre 2004.

10 – Le Grand jeu, hors-série de Oiseau tempête, décembre 2001.

VII – Formes et limites de quelques conflits sociaux récents

LE RECOURS à l'augmentation de la plus-value absolue rencontre ses propres limites dans le rapport entre les classes. Ce renversement de tendance encore timide a des implications sociales et politiques importantes. C'est, tout d'abord, un mouvement qui engendre l'appauvrissement réel des classes exploitées. Dans la plupart des pays européens, le partage de la richesse produite se fait nettement en défaveur des salariés. En Allemagne, par exemple, la part des salaires dans cette richesse s'élevait à 75% au début des années 1990 pour tomber à moins de 70% en 2004 ¹.

Ce qui est aussi nouveau, c'est que ce mouvement d'appauvrissement réel des travailleurs commence à

toucher les couches moyennes du salariat, qui se « prolétarisent » aussi bien dans leurs conditions salariales et de travail concrètes que dans les missions qu'elles étaient censées remplir jusqu'alors : il s'agit d'un processus de déclassement important à l'œuvre depuis quelques années mais qui s'accélère depuis peu. Sans tout réduire à cette tendance, on aurait tort de ne pas en tenir compte pour les mouvements récents en France, comme ceux des enseignants, des intermittents ou des chercheurs. Il en est de même dans le milieu hospitalier depuis des années (vacataires,



médecins étrangers sous-payés) et, plus récemment, avec les médecins urgentistes des hôpitaux.

Face à ces attaques successives contre les salariés, les réactions sont plus ou moins vives selon les pays. La France et l'Allemagne sont certainement les deux principaux pays européens dans lesquels les attaques de toutes sortes contre les salariés ont tardé le plus par rapport à leurs voisins. C'est donc dans ces deux pays que « les réformes » vont se poursuivre et s'accélérer afin de « tirer vers le bas » le niveau (des salaires, des conditions de travail, de la protection sociale) pour tendre vers les conditions d'exploitation des nouveaux entrants de l'Union européenne.

Si les réformes menées en France et en Allemagne sont tout à fait similaires (salaires, retraite, chômage, durée et conditions de travail...), les réactions des salariés sont d'ampleur inégale, mais souvent de nature défensive et aboutissant soit à des reculs effectifs ou, parfois, au *statu quo*. Au-delà d'un débat qui se contenterait simplement d'opposer les luttes dites « réformistes » aux luttes « révolutionnaires », on peut peut-être tenter d'y voir plus clair en dégagant les principales limites, mais aussi les points positifs de ces luttes, dans une perspective d'avenir.

Les points communs entre ces différentes luttes

sont nombreux, que ce soit la grève des ouvriers d'Opel à Bochum, en Allemagne, en octobre 2004 (2), ou les grèves de 2003 en France (mouvement de grève dans l'éducation nationale, puis un autre, plus large, contre la réforme des retraites qui démarre dans la foulée et est porté par le premier). Mais un élément essentiel les relie : la nature défensive de ces luttes ne vient pas d'abord de l'importance trop grande encore accordée aux organisations syndicales ou du manque d'autonomie des grévistes dans l'organisation de leur lutte ; elle provient plutôt du contexte général économique et politique qui a sensiblement changé : face à des attaques qui fusent de toutes parts, il paraît de moins en moins possible de se battre pour obtenir des avantages ou des salaires plus élevés, de nouvelles protections, de nouveaux droits. Il s'agit de conserver, par des réactions défensives à la fois logiques et nécessaires, ceux obtenus par des luttes antérieures.

Dans certains cas, c'est pour maintenir le niveau futur de retraites et l'âge de la retraite à 60 ans, dans d'autres, c'est pour éviter la dégradation des rémunérations et des conditions de travail ou encore pour obtenir une rémunération égalitaire entre ouvriers de filiales d'un même groupe à l'intérieur d'un même pays ou, enfin, pour limiter les effets d'une vague massive de licenciements et obtenir des conditions de mise au

Grève sauvage à l'usine Opel de Bochum (Allemagne, octobre 2004)

« **C'**EST INTÉRESSANT de voir comment cette grève s'est déroulée : les ouvriers se sont massivement mis en grève, illégalement, ils ont bloqué les portails, et ensuite, ils ont tout laissé dans les mains des autres. En plus, si beaucoup ont arrêté le travail, ils ont laissé d'autres travailler qui ne voulaient pas se mettre en grève. Ils ont juste empêché que les marchandises entrent ou sortent, mais ils n'ont pas bloqué le travail de ceux qui ne voulaient pas se mettre en grève.

Ils se sont réunis au niveau de chaque atelier pour discuter et faire circuler les informations. En fait, cela a commencé dans un atelier qui a décidé de faire une manif à l'intérieur de la boîte et ensuite, ceux qui s'associaient à eux ont commencé à bloquer les entrées de l'usine. Ils se sont déclarés en « cession d'information », pas en grève officiellement, mais c'était une pirouette juridique.

Et quand je dis qu'ensuite, ils ont tout laissé dans les mains de l'organisation syndicale, c'est qu'ils n'ont pas instauré une instance de décision autonome, ils n'ont jamais demandé à

participer eux-mêmes aux négociations. Il n'y a pas eu d'initiative non plus de la part de ceux qui étaient en grève d'aller voir les syndicats des autres usines. Les deux gars qui se sont fait licencier après la lutte ont été accusés de violences. Donc si les ouvriers étaient allés vers les autres usines, il se serait passé autre chose, c'est sûr.

Le fait qu'ils se mettent en grève, a affolé les syndicats pendant un ou deux jours au début, mais rapidement, ils ont repris la lutte facilement en main. Cela s'est passé un peu comme les manif du lundi à l'Est (contre la réforme du système d'allocation chômage) : au début, le gouvernement était inquiet, ils ont lâché un peu de lest, quelques petits accommodements sur les réformes et lorsqu'ils se sont aperçus que cela en restait au stade de manifestations, qu'il n'y avait pas d'échos ailleurs ni dans les usines, ils ont attendu que cela passe et que l'affluence aux manif s'étiolle.

Cela ne remet pas en cause l'importance du fait que des ouvriers de Bochum sont partis en grève et qu'avec les manif du lundi, des mouvements commencent qui ne sont pas enclenchés ni contrôlés pendant un court

temps par les appareils ni le gouvernement. Cette grève a marqué les consciences en Allemagne car il n'y avait pas eu, depuis de nombreuses années, de lutte collective d'une telle ampleur et, surtout, enclenchée illégalement (en dehors du carcan syndical selon une législation très stricte en vigueur en Allemagne).

Mais cela montre aussi qu'on en est qu'aux balbutiements, on est encore loin d'une organisation autonome de la lutte. En plus, aller vers les syndicats, c'est limité en termes de perspectives d'action, car ils sont réduits à négocier le niveau de dégradation (des salaires et conditions de travail), donc cela n'a plus rien à voir avec la possibilité d'obtenir une quelconque amélioration, ce qui était quand même là-dessus que les syndicats mobilisaient dans le passé. »

Entretien avec Marco * (extraits),
Berlin, novembre 2004

* De Marco, nous avons publié :
« Allemagne : Restructurations
über alles », Oiseau-tempête n°11,
été 2004.

rancart moins dures.

À ce propos, on pense aux nombreux cas récents d'usines menacées de fermeture, ces sites appartenant souvent à de grands groupes internationaux dégageant, la plupart du temps, des profits en hausse. Vu la concurrence acharnée à l'échelle internationale, il est rare, ces derniers temps, qu'une grève, même dure, fasse reculer les dirigeants. À l'inverse, prétendre « sauver l'usine » contre la direction, revendiquer son maintien à tout prix parce qu'elle serait rentable, parce que l'entreprise ferait des profits ou parce que les ouvriers seraient très qualifiés etc. semble une voie sans issue³. Rien ne sert de se transformer en gestionnaire à la place du patron, le mieux étant peut-être de lui faire payer le plus cher possible le plan social initialement prévu.



et d'organiser les manifestations nationales dont l'espace-temps sera une des causes de l'épuisement du mouvement. À l'usine Opel de Bochum (cf. encadré ci-contre), après un démarrage spontané de la lutte, le blocage des portes de l'usine, le déclenchement d'un fort mouvement de solidarité dans toute la ville, les ouvriers en grève passent de fait la main à l'organisation syndicale chargée de négocier avec la direction...

Enfin, un dernier point commun intéressant entre ces luttes

Dans tous les cas, ces luttes témoignent d'une exaspération générale des travailleurs sur les conditions de survie qui leur sont imposées dans cette société sans que ces derniers ne réussissent à l'exprimer de manière claire au fil de leur lutte. De même, certains – comme la revue *La Guerre de la Liberté*⁴ – ont vu une faiblesse des grèves de 2003 dans le fait que le mouvement ne laisse s'exprimer en son sein aucun conflit, aucun affrontement sur les revendications, les modes d'organisation de la lutte, les causes des attaques (cf. l'effet consensuel de « Tous ensemble »). Les futurs mouvements pourraient aller au-delà de celui-ci notamment si s'organise un espace de débat pour l'expression des désaccords entre des tendances plus ou moins radicales.

Du coup, cette absence de perspectives⁵, autre que celle de « limiter la casse » laisse encore libre cours, dans les revendications exprimées, à certaines idéologies réformistes qui proposent de revenir à une époque antérieure dans laquelle l'État apparaissait comme le dernier rempart contre les égarements libéraux et comme le garant de droits et de protections sociales. À ce propos, on peut lire notamment deux revues intéressantes : *Négatif*⁶ et *La Guerre de la Liberté* (*ibid.*).

Un autre élément intéressant permettant de comparer, par exemple les grèves de 2003 en France et celle des ouvriers de l'usine Opel de Bochum, en Allemagne, il réside dans la perte de contrôle du mouvement par les protagonistes au profit du syndicat. En France, la tentative d'organiser la lutte sous forme de coordinations locales n'apporte pas les effets escomptés dès lors qu'en parallèle, les grévistes laissent aux organisations syndicales le soin de lancer les mots d'ordre de grève

est sans doute le fait qu'elles restent souvent divisées et sectorielles, voire catégorielles et montrent leur difficulté à parvenir à un élargissement. Concernant les grèves de 2003 en France, on a plutôt vu les enseignants promouvoir une extension de la lutte plutôt qu'une généralisation : sans qu'ils réussissent à l'exprimer clairement, l'essentiel pour eux était que le mouvement s'étende par le simple fait que le ras-le-bol exprimé concerne tous les salariés et pas seulement eux. Lorsqu'un mouvement « s'étend », ceux qui entrent en lutte partagent quelque chose de commun et que l'extension prend d'elle-même (on n'a pas besoin d'appeler à ce que le mouvement se généralise, il le fait de lui-même). L'inverse, c'est une addition de secteurs en grève qui s'agitent de manière presque séparée. Les ouvriers de Bochum ont aussi tenté d'étendre leur lutte, au moins auprès des autres sites d'Opel en Europe⁷, d'autant que les licenciements prévus dans leur usine allaient aussi concerner à terme les autres sites européens du groupe. Or, c'est bien d'une véritable unification des luttes dont le pouvoir a peur car cela signifie une prise de conscience que les attaques dans les différents secteurs et sous des formes parfois différentes ont les mêmes origines et les mêmes objectifs.

Finalement, les luttes et mouvements de grève en France depuis ces dix dernières années semblent se recouper sur quelques points : outre leur défaite annoncée (notamment par le manque ou l'absence d'unification), elles sont, chacune à leur manière, l'expression d'une contestation plus concrète, plus large et aussi plus diffuse que les simples revendications avancées, contestation qui aborde des questions traversant la société dans son ensemble, même si c'est encore de manière hésitante et sans expression claire ni unifiée.

Lors de ces mouvements, celui des enseignants en 2003, associé à celui contre la réforme des retraites et, dernièrement celui mené par les lycéens⁸ (mais aussi quelques années auparavant, le mouvement de l'hi-

ver 1995, le mouvement des chômeurs en 1998), on a pu voir que les grévistes faisaient de moins en moins confiance à leurs représentants officiels – les organisations syndicales se trouvant toujours plus marginalisées par un espace de négociation le plus souvent réduit à néant.

Le sentiment d'être isolé, le peu d'espace de réflexion et de débat que se sont donné les grévistes à l'intérieur des mouvements ont abouti à ce que chacun rentre finalement chez soi. Pour autant, ce n'est pas la conscience individuelle qui compte. La conscience collective, elle, se construit au fil des luttes, des échecs et des questionnements qui s'en dégagent. La contestation et le ras-le-bol social ambiant sont encore tant bien que mal contenus par les syndicats, par les débats politiques nationaux ou les grands rendez-vous électoraux. Mais les questions réelles, les problèmes pour survivre demeurent.

BORBALA ■
CHARLES REEVE ■
BARTHÉLÉMY SCHWARTZ ■

Notes

1 – En France, entre 1977 et 1997, les 10% les plus pauvres ont perdu 13% de leur pouvoir d'achat, les riches ont augmenté le leur de 65%. La condition salariale d'aujourd'hui est comparable à celle de 1950. Au Royaume-uni, la richesse de 1% des Britanniques les plus riches a doublé lors des six premières années au pouvoir du Labour. Dans le même temps, la part de la richesse détenue par les 50% les plus pauvres est passée de 10% à 5%. Une situation d'inégalité qui fait revenir aux années 1930. (AFP, Le Monde diplomatique et Libération).

2 – La grève s'est déclenchée à l'annonce de l'intention de la direction du groupe General Motors (qui détient notamment la marque Opel) de supprimer 4 000 postes sur 9 600 salariés à Opel Bochum, dans le cadre d'un dégraissage massif, prévu à l'échelle européenne, de 12 000 postes en deux ans.

3 – Un exemple récent est celui de l'usine Nestlé à St-Menet (Bouches-du-Rhône). En mai 2004, la direction de Nestlé France annonce que ce site cesserait sa production – presque exclusivement destinée au marché français – en juin 2005, et fermerait définitivement ses portes à la fin de l'année. Les 427 salariés de l'usine sont menacés de licenciement... et écrasés, malgré leur combativité et celle de la population locale, sous le poids mort d'un certain Groupement de défense de Nestlé St-Menet et de l'emploi industriel dans la vallée de l'Huveaune (une quarantaine d'associations, des partis politiques et des syndicats). Ce comité de soutien tente de proposer « un plan de sauvetage alternatif de l'usine » et appelle les élus à faire voter une loi interdisant les licenciements et les délocalisations pour les entreprises qui réalisent des bénéfices... quant aux autres entreprises, on peut licencier, c'est logique, non ?... mais oui, comme le déclare d'ailleurs Robert Garozzo, secrétaire du comité d'entreprise de l'usine Nestlé (CGT) : « Si notre usine était au bord du gouffre, on pourrait comprendre sa fermeture, mais c'est loin d'être le cas » (sic).

4 – La Guerre de la liberté, n°1, septembre 2004 (Les



● BARTHÉLÉMY SCHWARTZ, Feu ! ●

Amis de LHOQQ, 8 rue Lemercier 75 017 Paris). Le n°2 de cette revue sort le 12 juin 2005 (<http://laguerredelaliberte.free.fr/>).

5 – Cf. notamment, part. VI ci-dessus, les effets de « l'accompagnement par l'idéologie » dans l'absence de perspectives révolutionnaires.

6 – Négatif, bulletin irrégulier, trois numéros parus depuis novembre 2003, le n°4 sort en juin 2005 ; contact pour se procurer les numéros : georges.ouden@caramail.com .

7 – À partir du cinquième jour de grève, des arrêts importants de la production ont lieu dans d'autres usines européennes d'Opel. En réponse à cela, le P-DG de General Motors menace de fermer l'usine.

8 – L'exemple récent du mouvement lycéen est clair à ce propos : si, au début, les jeunes mettent d'abord en avant comme revendication principale l'abrogation de la loi Fillon sur l'école, rapidement, la lutte se poursuit sous des formes différentes (occupations, blocage des lycéens) et est porteuse de tout autre chose. Une fois cette loi votée au Parlement et le gouvernement choisissant la seule répression comme réponse à la résistance des lycéens, une partie du mouvement se radicalise : le malaise exprimé (« On ne veut pas de cette vie que la société nous réserve ») et donc la critique plus globale de la société dont il est porteur dépassent, de loin, le seul rejet de la loi sur l'école.



AU SEUIL DE LA COPULATION AROMALE DES ASTRES

A SA THÉORIE des quatre mouvements (social, animal, organique et minéral) qui régissent les échanges et l'équilibre entre le monde naturel et les sociétés humaines, Charles Fourier a rajouté plus tard un cinquième mouvement, le mouvement aromal qui consiste en ces flux d'énergie immatérielle que les anciens hermétistes nommaient l'éther et que les physiciens modernes étudient en tant qu'ondes ou rayonnements. L'utopiste imaginait une genèse selon laquelle chaque être vivant de la création aurait été à l'origine conçu par les mélanges de tel ou tel flux aromal émis par telle ou telle planète. Ces propositions, sans doute imprégnées d'astrologie, et qui ne sont pas sans faire songer à Paracelse, étaient décrites comme étant des copulations aromales planétaires, participant ainsi de la vision érotico-cosmique singulière de cet auteur. Celle-ci gêna fort ses disciples, qui préférèrent déployer leurs efforts militants consacrés à édifier et faire reconnaître l'école sociétaire au sein du mouvement socialiste naissant, sur le seul terrain socio-politique, interprété par un recours de plus en plus constant à la seule pensée rationnelle au détriment de l'usage illuminante de l'analogie. Certes en ces années 1840, la raison critique allait, grâce à Marx, se développer de façon autrement percutante ; mais cependant au niveau latent du substrat mythique nécessairement inhérent à tout projet utopique et révolutionnaire, l'on passait d'un mythe en formation d'allure cosmologique à la reprise, dans l'interrogation du seul devenir de l'histoire humaine, du mythe messianique. La pensée poétique de Fourier, si elle imputait à cette calamiteuse civilisation, qui est encore la nôtre, la responsabilité de priver jusqu'à présent le globe terrestre de l'éclairage splendide que lui procurerait une demi-douzaine de nouvelles lunes, ne voulait pas isoler l'espèce humaine de la nature à laquelle la rattache mille liens d'analogie. Au contraire, le projet d'une société communiste, tel qu'il se construira autour de la pensée de Marx, ou dans l'orbe anarchiste, se fera dans une perspective anthropocentrique, qu'il n'est que temps aujourd'hui de remettre fondamentalement en cause.

Le constant élargissement du champ de ruines déjà sensibles et en pire toujours prévisibles que nous inflige le capitalisme doit sans doute ses proportions les plus effarantes au fait que cette civilisation mortifère n'aura

su croître qu'en détruisant toutes les autres civilisations que lui fit rencontrer l'extension de ses négoce. Autres civilisations, autres rapports au monde, autres pensées et autres cœurs, dont chacun est spolié, comme des ressources d'un plus vaste échange avec le dit des étoiles et le murmure des fées. Il nous reste ainsi la mélancolie, devant ce que les musées nous montrent de l'art océanien et ce que les livres nous disent des mythes mayas. Mais précisément, Apollinaire déjà s'inquiétait : « Tu ne connaîtras jamais les Mayas. » Cette mise en garde, cet aveu d'impossibilité à faire rendre gorge à ce que l'histoire eut de plus funeste, me paraît répondre à Rimbaud affirmant, à propos des fleurs arctiques, qu'elles n'existent pas. La poésie crée un monde de ce manque, de ce manque qui est la conscience toute moderne de l'absence de mythe. De l'absence d'un mythe liant le projet utopique à une conscience absolument neuve en quête d'un rapport harmonieux entre la communauté humaine et le monde naturel. C'est encore ainsi, transmis paradoxalement dans l'aveu sensible de son manque, dans sa puissance négative et négatrice qui est alors révoltée, le mythe de l'âge d'or qu'il s'agit de propulser vers l'avenir, pour enfin supplanter les désastreuses fables du péché originel et de la sordide réduction de ce monde à une vallée de larmes cernée, en toute logique masochiste, d'autoroutes et de centrales nucléaires.

Il y a ce mythe, à reprendre sans cesse, qui se meut au plus profond de nos rêveries, et que l'activité rebelle et poétique s'obstine à manifester à l'encontre de l'insignifiance contemporaine. Il y a aussi la nécessité de le nourrir, non seulement avec ce que la critique radicale peut lui proposer d'un dépassement ou d'une ouverture de la figure messianique du prolétariat, mais aussi avec les plus récentes interrogations que posent certaines sciences contemporaines, notamment l'astrophysique ou la physique des particules. Pour peu que l'on ne tienne par exemple pour pure fantaisie de savant le fait que ces chercheurs relisent des vieux livres d'alchimie, et que l'on observe, en revanche, quel incroyable fossé sensible et conceptuel se creuse entre de toutes nouvelles conceptions de l'univers et une vie quotidienne privée, par le déchirement de l'aliénation économique, d'une totale remise en cause de l'errance civilisée sous le double joug des archaïsmes religieux et de la raison instrumentale, s'accroît le désir que ne reste pas lettre morte le projet

que les surréalistes eurent dès la fin des années 1930 de la mise en œuvre d'un nouveau mythe collectif, offrant de nouvelles clés pour interpréter le monde afin de mieux œuvrer à sa transformation.

Et c'est ainsi que j'aime lire Fourier, dont le propos n'est pas seulement de réformer radicalement les mœurs et les activités humaines, mais d'établir et de garantir leur transformation harmonieuse par une réévaluation de la place de celles-ci dans le concert général du monde vivant par lequel tout se fait signe, du devenir de telle comète à ce que cèle de passion amoureuse le chou-fleur. Aussi, quand, aujourd'hui, l'affirmation des désirs ne se voit généralement proposer d'issue que dans la pornographie marchande, la consommation libidinale selon des rôles éprouvés ou toujours et encore les recettes affligeantes du mariage, le plaisir d'imaginer que les éléments du mobilier naturel sont le fruit de copulations aromales planétaires affirme, me semble-t-il, un écart subversif, poétique et ludique par rapport à l'idéologie dominante incapable de penser quels trous noirs d'irrationalité absorbent, au plus profond de la sensibilité collective, le désarroi et le manque de sens de cette société dont le devenir se consume dans l'éternel présent de la marchandise. Mais les désirs s'affirment d'abord dans l'imagination d'un possible préféré au réel, dans l'imagination d'un mouvement métamorphique affectant les conditions générales de l'être, entrée et sortie de toute demeure convenue, dont le passage du seuil à lui seul témoigne d'un refus et du pari qu'il y aura quelque chose d'autre et de mieux ailleurs. C'est une image, et c'est à partir de cette image, tournée et retournée en tous sens que je veux voir toutes les images de l'utopie.



REPRÉSENTER une de ces copulations aromales fut le propos d'une toile peinte pendant l'été 2004, et je peux encore y lire l'image d'un seuil. Seuil avant tout du sens, de ce que je puis ne pas comprendre, saisir de Fourier et qui pourtant me fait passer vers le temps de la rêverie et du désir d'utopie. Ce que je reçois de son système et l'interprétation que j'en fais sur le plan plastique est choix et mise en relation d'éléments isolés de leur contexte théorique, et reçus comme porteurs d'images suffisamment accueillantes pour répondre à mes sollicitations inconscientes. Ainsi de ce sujet cosmogonique, qui m'apparaît mettre en jeu les ressorts de l'imagination les plus distendues, vers les inhumaines dimensions sidérales et ceux de l'ineffable, voire du sacré, car en ce moment de son utopie, Fourier écrit une gnose. Aussi, devant cela, et devant ma lecture fascinée de celui-ci, suis-je en posture de sacrilège ou d'impétrant à une initiation forcément irrecevable. S'il est là un gardien du seuil, il aura le double visage de l'ironie et du plaisir du merveilleux.

Face à celui-ci, comment interpréter plastiquement

l'arcane fouriériste ? Bachelard indique une méthode que j'ai souvent suivie : « Et comment accueillir une image exagérée, sinon en l'exagérant un peu plus, en personnalisant l'exagération ? Aussitôt, le gain phénoménologique apparaît : en prolongeant l'exagéré, on a en effet quelque chance d'échapper aux habitudes de la réduction ¹. »

Pour ainsi personnaliser l'exagération, pour suivre la loi poétique de l'excès, je donnais figure anthropomorphique ou thériomorphique aux planètes et à l'espace, à la façon immémoriale des anciennes mythologies. Je composais une scène s'ordonnant autour du mystère d'une copulation planétaire et d'un enfantement astral. Scène, car il s'agit bien d'un espace scénique, symbolisé par une vaste grenouille verte trouée quadrangulairement d'un ciel bleu où tournoient autour d'un poisson d'or (le soleil), neuf planètes blanches, boules qui lancent deux personnages démiurgiques. Le batracien cosmique se dresse au milieu de l'espace interstellaire représenté par deux juments placés tête-bêche, reliés par les jambes de façon à encadrer de leur corps sinueux la scène centrale. Derrière lui, l'espace est de couleur grise, qui blanchit vers les extrémités de la toile, une fois passées les limites du double corps chevalin. Mais cette couleur blanche est ponctuée, sillonnée de petits traits jaunes ou oranges, qui sont l'image du flux aromal circulant dans le cosmos.

Les juments font ici figure de gardiennes du seuil de la maison astrale où une femme à tête de hibou accouche d'un soleil rouge. L'espace rectangulaire, cubique qu'elles cernent évoque effectivement une maison, sinon à l'intérieur de cette maison, la table sous laquelle enfant, j'aimais me cacher, me blottir, et dans cet espace restreint et imaginairement retiré du monde contingent, m'ouvrir à l'espace imaginaire de quelque aventure. Bachelard note ainsi : « Rendre concret le dedans et vaste le dehors sont, semble-t-il, les tâches initiales, les premiers problèmes d'une anthropologie de l'imagination ². »

Y aurait-il alors une dialectique entre la concrétude du dedans et la vastitude du dehors ? La concrétude fait appel à l'expérience immédiate, et donc la plus enracinée dans la mémoire comme la plus susceptible de se lier par le jeu du souvenir et des associations inconscientes aux premières interrogations du monde. Si une table vue du dessous pouvait donner à imaginer un ciel nocturne ou les pattes d'un animal fabuleux, pénétrer son seuil était d'abord négation du monde familier et invention d'un microcosme enchanté analogue aux vastes dimensions d'un réel autre et inexploré, au dehors. Mais la vastitude de celui-ci n'est, en revanche, visible que réduite aux dimensions de l'expérience, ou plutôt elle n'est visible que saisie dans un rapport d'analogie avec la proximité du microcosme. Ainsi des constellations sont vues comme

● GUY GIRARD, *La copulation aromale des planètes* ●

un cygne, une ourse ou un chariot, et le ciel nocturne pour Fourier devient la métaphore d'une vaste pépinière. La grenouille peinte sera alors une bondissante voie lactée et la couleur verte de sa peau donnera aussi à voir une table de billard où se carambolent les planètes couleur d'ivoire. La surface de ce plan vert est espace de métamorphose, lieu de passage d'une identité à une autre, lieu donc d'utopie, où rien n'est achevé, où les jeux sont toujours à faire...

Le cosmos est la région de l'autre par excellence, lieu où jadis s'originait le divin, mais dont aussi l'astrophysique nous enseigne provenir. Fourier y voyait le lieu où les ruts sidéraux engendraient castors et choux-fleurs, mais comment alors conjoindre ces créations d'une nature

proche à l'infini stellaire ? Quel seuil tracer ? La double jument aux couleurs de chair et de sang se laisse certes pénétrer comme une scène théâtrale, ou comme dans une chambre ou un lit à baldaquin, cependant sa double nature gémellaire indique aussi la conjonction du haut et du bas, et leur fausse opposition qui, par extension, conduit à songer qu'il en est de même entre l'extérieur et l'intérieur. Seule importe la reconnaissance, non du seuil et de son gardien, mais d'entendre et de transmettre la rêverie de son message qui est ici l'image du flux aromal.

GUY GIRARD ■

Notes

1 - Gaston Bachelard, *La Poétique de l'espace*, PUF

TOUS ENSEMBLE, CHACUN À SA PLACE ! L'ÉQUIPÉE SPORTIVE



DÉBAT ET LA RÉFLEXION sur le sport sont urgents. L'adhésion enthousiaste au sport est bien connue. Une critique de détail est maintenant largement reconnue par les médias. En revanche, la « critique radicale »

ne se manifeste que difficilement. Dans les milieux les plus critiques du capitalisme, il est étrange de constater que le sport est largement épargné : soit le silence soit de brèves allusions. Rares sont les revues critiques qui prennent le sport dans sa totalité pour le soumettre à une analyse sans concession. Quand une analyse de la sorte est tentée, elle peut parfois subir l'effet de l'idéologie sportive. Par exemple, on pourra s'étonner que le sport soit épargné et dire : « la critique du sport existe pourtant depuis l'Antiquité [...] », comme le sport lui-même. Or il n'est rien de plus faux que de dire cela. En effet, le sport ne commence à exister qu'au moment de l'émergence du capitalisme industriel en Angleterre. Il y a une rupture historique, un changement qualitatif entre ce qu'on peut appeler « sport » au moment de l'Antiquité et ce que désigne le mot sous le capitalisme. C'est une illusion rétrospective que de considérer le sport ainsi. Quant à la critique dialectique du sport, celle qui ne le sépare pas de son terrain social pour mieux le connaître et le combattre, elle n'est qu'une manifestation du XX^e siècle.

PAR CONSÉQUENT, le sport n'est pas :

– *un idéal* : une idée pure indépendante de ses réalisations perverses. C'est la fameuse défense de « l'esprit sportif » (fair-play, trêve olympique, dépassement de soi). Selon cette approche métaphysique, le sport est conçu comme une abstraction universelle qui est de tous les temps et de tous les lieux (le sport, comme la guerre, a toujours existé), ni non plus une pratique neutre : « la pratique des Français » étudiée par les sociologues, une activité hygiénique prônée par les médecins (sauf Martin Winckler²), le sport ouvrier, chéri par les staliniens,

– *une culture* : la référence indiscutée vers laquelle doit tendre toute pratique physique parce qu'elle élèverait et sublimerait des aspirations humaines.

On pourrait ainsi collectionner les idées reçues sur le sport. Plus important est de développer l'analyse. En la matière, toute critique du sport s'affronte à des réactions parfois violentes, tout du moins à une incompréhension et des mécanismes de défense. C'est s'attaquer à une implication corporelle : un vécu corporel non analysé. Dans le cas précis d'une implication positive (passionnelle) dans une activité physique, il est impensable

de considérer le sport comme une institution traversée par des rapports sociaux à la coloration particulière. Impossible d'envisager la dimension politique du sport. Et pourtant, l'urgence du débat et de la réflexion tient à la nécessité de situer le sport sur le front idéologique, tout particulièrement parce que cet aspect est souvent contourné. La fonction de l'idéologie sportive est de masquer les gigantesques profits que réalise le sport, de voiler le fait qu'il touche à des intérêts matériels vitaux pour les classes dominantes : il est devenu la plaque tournante du capitalisme mafieux (le béton, la drogue). Ces « dessous » de la jolie apparence sportive sont un point aveugle pour tous les partisans de la « culture sportive ». Par conséquent, seule une perspective matérialiste est à même d'envisager le sport tel qu'il est et non tel qu'il devrait être.

Ce qu'il devrait être, nous le laissons à ceux qui disent « les JO n'ont rien à voir avec le sport, mais tout avec la compétition³ ». Veulent-ils donc revenir au temps de l'amateurisme ? Au fond, de quel sport parlent-ils ? De même, lorsqu'on dit croire en un autre sport, ne serait-ce pas à l'idéal (de Coubertin) qu'on reste attaché ? Ne subit-on pas le dualisme de l'âme sportive et de son corps périssable ? Enfin, le dépassement du sport est-il une affaire de croyance comme on croit à un idéal ? Le sport est en premier lieu une organisation mafieuse où règne la corruption⁴ avant que d'être un mode de « développement durable » comme se plaisent à l'annoncer des écologistes. C'est seulement à partir de l'analyse de ce qui est que l'on peut avoir quelques chances de toucher à la vérité du sport et à son éventuel dépassement.

Le sport : une idéologie ? C'est effectivement l'une de celles les plus virulentes et la réflexion doit en prendre toute la mesure si elle veut être approfondie. Et cela parce que, précisément, le sport n'apparaît pas comme une idéologie. C'est d'ailleurs le propre de toute idéologie que de se donner pour vérité. Ce n'est pas tant qu'il soit question d'un écart entre le discours et la réalité ou d'une représentation faussée de la réalité (le jeu pervers) mais de la structure même du réel : une idéologie exprime l'inversion de la réalité. Ici, les événements sportifs sont présentés comme une fête où tout un chacun serait amené à communier. Par là, la paix universelle serait assurée l'instant d'une trêve et le bonheur serait une idée neuve dans le monde. C'est l'histoire qu'on raconte aux enfants pour qu'ils s'endorment paisiblement... Soit : tout ce qui fait la richesse des constructions humaines s'est difficilement réalisé en se passant de croyances, de religions et d'idéologies, (encore que croire n'est certainement

pas une attitude naturelle !) mais le genre humain a pu s'inventer des idéologies plus ou moins pernicieuses. En effet, il peut exister des formes de conscience plus émancipatrices que d'autres et cela dans les mêmes conditions objectives⁵. Critiquer le sport sous cet angle permettrait sans doute d'éviter les chausse-trappes de l'idéologie sportive et ce n'est certainement pas en reprenant les slogans citoyennistes qu'on y parviendra. Pour n'en citer qu'un, on retiendra l'ahurissant : « Le sport n'est pas une marchandise ! »

Par exemple, on peut considérer l'actualité française. À l'heure où la République française, droite dans ses bottes, a passé avec succès (d'après les examinés !) son passage devant une commission du CIO (Comité international olympique) ; à l'heure où les gouvernants voudraient qu'on se tienne tous en haleine pour écouter bien sagement la décision de cette commission ; à l'heure où nous sommes tous sommés de communier dans la ferveur afin d'avoir l'honneur et la responsabilité d'organiser des Jeux olympiques, c'est la soumission officielle au sport et à son idéologie qui est consacrée. Un effort national est demandé pour la plus grande gloire de la république sportivée. Seulement, les temps ne sont plus ceux des empires coloniaux ni non plus ceux du prestige national dans l'affrontement des grands blocs.

En revanche, le moment présent est celui de la globalisation : productions et échanges marchands se mondialisent, la « guerre » ressemble plus à une opération de police de grande envergure où chaque région du monde a son rôle à jouer pour « le bien » et enfin, le sport tient lieu de référent symbolique mondial, d'Universel abstrait, aurait dit Hegel. Ce temps est celui de l'adaptation à la guerre économique mondiale qui oblige chaque État-nation à une transition de forme : en France, il est clair que la transition d'un État centralisé vers une forme décentralisée (non sans quelques convulsions) est largement en cours.

Ces nouvelles conditions où « l'on ne sait plus à quel sens se vouer⁶ » ont des incidences sur l'identité liée à la nation. Ses éléments constitutifs qui étaient la figure du chef, les frontières, la défense de l'intérêt général, l'armée, la monnaie tendent à se dissoudre dans le flux général des marchandises. Par conséquent, l'État, qui est la base de la république et qui a besoin d'une unité politique pour exister, se dissocie de l'ancienne forme du nationalisme. Il faudrait toutefois nuancer cette analyse avec le fait que les États savent redonner une actualité à la figure du chef ou donner une existence aux frontières en chassant les immigrés ou en filtrant des manifestants trop gênants. De même, une armée de professionnels ne peut suffire : il est nécessaire d'obtenir en permanence l'assentiment des populations. En conséquence, du point de vue de la gestion politique des populations, il est d'une importance primordiale de sans cesse obtenir un consensus.

Or le sport s'inscrit dans cette situation : il joue le rôle d'une religion quand le sentiment national ne correspond plus au moment de la société⁷. Et l'on sait que l'origine latine du mot *religere* signifie relier... Le phénomène sportif est pour cela un atout de premier plan dans la contention sociale parce qu'il active une adhésion dans une période qui abat les anciennes conditions de la nation. C'est pourquoi le chauvinisme nationaliste devient plutôt un néo-nationalisme largement mythique basé sur une identité factice parce qu'elle n'existe que par procuration et qu'elle est extrêmement versatile : les pires ennemis lors d'un derby peuvent être les meilleurs amis dans la meute sportive qui acclame son équipe nationale. Malgré tout, ce néo-nationalisme peut donner lieu à des passages à l'acte meurtriers⁸.

De plus, quand la concurrence économique gronde entre les régions du monde et au sein même de ces régions, le sport prépare la ressource humaine à se valoriser tout en assurant une cohésion qu'on pourra toujours dire « nationale » mais qui, en fait, ne correspond plus à ce qu'on entendait par cet adjectif qualificatif. En effet, « l'unité nationale », pourtant nécessaire à tout État, est difficile à réaliser dans un contexte où prime la concurrence économique : les multiples divisions du corps social (notamment économiques) constituent des facteurs de fragmentation de la « communauté nationale ». Les gouvernants restent alors attachés au sport pour assurer « la cohésion nationale » et même considèrent le sport comme un remède miracle aux multiples sources de divisions de la communauté nationale.

En France, de ce point de vue, le sport et la République font bon ménage. Le champion sportif joue un rôle de rassembleur à travers l'identification à une figure charismatique. Il faut se souvenir à ce sujet qu'après la coupe d'Europe de football, la perspective du départ de Zinedine Zidane de l'équipe de France, créait un vide insupportable qu'il fallait au plus vite combler. Or, au même moment, les médias montaient en épingle la victoire aux JO d'Athènes de Laure Manaudou pour en faire une référence nationale. Cette insistance pour mettre en avant une icône sportive témoigne d'une préoccupation étatique à l'égard de la jeunesse. Pourtant, cette championne ne semble pas avoir véritablement remplacé le joueur de ballon rond parce que la natation n'est pas autant médiatisée que le football mais surtout parce qu'elle n'a pas de fonction représentative pour l'intégration républicaine.

De même, le discours officiel de la République



n'hésite pas à caractériser la vie sociale comme un match loyal entre deux adversaires sous l'égide d'un arbitre neutre. « Arbitrage », « règle », « partenaires », sont les termes courants de ce langage. Mais il ne s'agit pas seulement d'une métaphore puisque réellement, les « partenaires sociaux » sont invités à respecter les règles du jeu social où l'État prend le rôle d'arbitre bienveillant (le garant du jeu social) tandis que les protagonistes, qui ont des intérêts vitaux opposés, acceptent de jouer un jeu dont les règles leur sont imposées. Il s'agit en fait de ramener les luttes sur le terrain étatique : il n'y a plus d'ennemi tout au plus un adversaire au visage policé. Toutes ces métaphores sportives sont là pour rendre euphémique le conflit social et ramener toute lutte dans les rets du sport permettant à l'État de conjurer de manière préventive toute opposition. On sait que les mots ne sauraient être neutres, ni non plus les images mais l'institution sportive non plus : elle modèle des comportements et des corps permettant ainsi une maîtrise étatique du jeu social. Programmer l'action d'un potentiel opposant est sans doute devenu une activité étatique transversale aux institutions dominantes du capital. De ce point de vue, l'amalgame entre « les valeurs sportives » et « les valeurs républicaines » est une opération hautement idéologique : rendre identique l'égalité républicaine avec l'institution des inégalités physiques.

La mise en musique de cet amalgame s'opère particulièrement à travers l'école. On connaissait auparavant le bon ménage qu'entretenaient l'armée et le sport. Aujourd'hui, ce ménage s'est renforcé en devenant un ménage à trois : l'armée, le sport et l'école. Une transversalité institutionnelle est devenue agissante à travers ces trois pôles. Si l'on part de l'un de ses pôles, l'école, on constate qu'avec la fin de la conscription (professionnalisation de l'armée), c'est bel et bien l'école qui a pris en charge une partie de la fonction traditionnelle de l'armée. La rentrée scolaire 2000-2001 s'est passé sous le signe de l'idéologie militariste : dans l'enseignement secondaire, les professeurs doivent transmettre « l'esprit de défense ». Cette transversalité se joue aussi avec les églises et « l'enseignement du fait religieux » au moment où les fidèles des églises se font rares. Sans oublier non plus la police et la justice avec « l'éducation à la sécurité » puisque la jeune génération serait « sans repères ».

Le sport, quant à lui, trouve à l'école un boulevard avec « l'éducation à la citoyenneté » et le souci du « vivre-ensemble ». Pour le dire tout de go : en même temps que l'école tend à se professionnaliser, elle adopte le modèle sportif comme mode de fonctionnement : performance, « culture du résultat » ou encore « culture de l'évalua-



● JOSÉ GARCIA-TELLA, Football ●

tion ». De la sélection censée promouvoir, *via* la méritocratie, une élite républicaine, à la sélection selon le critère de la performance, il n'y a là qu'un pas à franchir pour que les deux modèles entrent dans une harmonie de longue durée. En effet, il n'est pas rare d'assimiler la fameuse « égalité des chances » à une « compétition juste » (*sic*) où les concurrents partent à égalité et où, à la fin, le vainqueur est légitimé par des remises de médailles. Dans la conception républicaine, en principe, la justice sociale provient de l'attribution de mérites différents et hiérarchisés pour un ensemble d'individus.

De même, le sport, avec ses entraînements, sélectionne et classe hiérarchiquement ceux qui ont les meilleures capacités physiques pour les mettre en valeur sur le marché de la performance. Pourtant, c'est là aller un peu trop vite en besogne que de confondre aussi facilement ces deux modèles et oublier la marge qu'il y a entre les finalités poursuivies de part et d'autre. Certes, cette marge n'est que de principe. Mais la distinction reste importante : dans un cas, la finalité est le développement de la personne, dans l'autre, l'objectif dérisoire est de mettre en spectacle des prototypes humains aux performances hors du commun et où l'affrontement constitue une vibration émotionnelle de masse⁹. Cette différence (de principe) étant faite, il n'empêche que cet amalgame risque d'avoir un avenir. C'est l'expérience de l'inégalité et sa tolérance qui sont dorénavant promues dans la conduite des affaires scolaires. Cela, alors même que les luttes menées dans ce secteur à partir des années 1960 se fondaient sur la promotion de l'égalité. Et c'est bien pourquoi la toute dernière réforme insiste tant sur les « talents » : il s'agit ni plus ni moins, comme dans le domaine sportif, de différencier les individus en les mettant en concurrence. Avec le sport, il s'agit d'apprendre à savoir vivre ensemble sous les couleurs du drapeau et au son de *La Marseillaise*¹⁰. Cela alors même que le sentiment national ne correspond plus au moment présent. C'est ainsi que le sport peut prendre tout son aise et faire ses ravages dans une école qui désormais s'ouvre largement aux intérêts économiques : le sport assure un consensus pour l'école dans un monde où sévit la lutte de

tous contre tous. Pourquoi dans ce cas précis, les républicains n'en appellent-ils pas promptement au respect de la laïcité comme ils le font pour le voile sinon, parce qu'ils souffrent d'un scotome les empêchant de voir le sport tel qu'il est ? Le cas de l'école et de son caractère transversal n'est qu'un mode de sportivisation de la politique mais ce mode, loin d'être neutre, s'oppose à toute politisation du sport. Dans cette perspective, la diffusion de l'idéologie sportive risque de battre son plein dans certaines écoles primaires. Voici un exemple typique de l'amalgame entre « valeurs sportives » et valeurs républicaines : la Ville de Paris annonce que « pour inculquer aux plus jeunes les valeurs de l'olympisme et notamment cet aspect éthique [le respect des règles du code mondial antidopage du CIO et celles de l'Agence mondiale antidopage], ces valeurs seront présentes dans les programmes scolaires 2008-2012 »¹¹. CQFD !

C'est une résistance au sport¹² qui est nécessaire : elle fait naturellement partie du débat et de la réflexion sur ce phénomène. À l'esprit (bovin) sportif, il faut opposer la matière de sa réalité sordide. Cela en ayant conscience que le sport est une institution ; comme toute institution, il véhicule une idéologie où il s'agit de « former des âmes en forgeant les corps »¹³. Par exemple, le modèle répu-

blicain de la citoyenneté qui prévaut aujourd'hui est le garde-à-vous au son de *La Marseillaise*. C'est pourquoi la propagande en faveur des JO devrait être systématiquement contestée et la critique devrait trouver là une occasion de mettre à bas cet édifice ridicule : l'équipe sportive. Cette meute où chacun est à sa place et où tous poussent dans un seul sens. À chaque JO, des forces de polices massives quadrillent le territoire comme en temps de guerre ce qui tend à devenir banal. Tout comme d'ailleurs l'acceptation du plan Vigipirate... Les idéologues qui défendent cet état d'exception ne manquent pas. Quelle meilleure exemple du républicanisme sportif que l'opinion d'une sociologue (14), disciple (et fille) de Raymond Aron qui tient des propos qu'un sportif intégriste ne saurait renier ? « C'est l'ensemble, dit-elle, des citoyens [joueurs] qui est la source du pouvoir. C'est pourquoi les décisions prises par les gouvernants [arbitres] élus par eux doivent être exécutées. Les citoyens [joueurs] doivent obéir aux ordres des gouvernants [arbitres], parce que ceux qui leur donnent ces ordres ont été choisis par eux et restent sous leur contrôle par l'intermédiaire des élections. »

ELOI ■

1 – Propos de Jacques Chirac lors de la canicule au cours du mois d'août 2003.

2 – On lira avec attention ses arguments de type agnostique pour douter que « le sport c'est la santé » sur son site internet : http://martinwinckler.com/article.php?id_article=303. Martin Winckler est surtout connu en tant que romancier.

3 – Charlotte Nenner, Sylvain Garel, Bernard Maris, « Des JO à Paris ? Non merci... », *Le Monde*, mercredi 9 mars 2005.

4 – On peut, pour se convaincre, se reporter à l'un des derniers avatars de la corruption dans le football : Georges Marion, « Le scandale allemand des matches arrangés s'étend », *Le Monde*, dimanche 27-lundi 28 mars 2005, p. 14.

5 – On consultera sur cette question de l'idéologie : le chapitre, « Idéologie et fausse conscience » du livre de Joseph Gabel, Mannheim et le marxisme hongrois, Paris, Coll. « Sociétés », Méridiens Klincksieck, 1987, pp. 52-67 ; également sur le même sujet théorique : le chapitre « conscience réelle et conscience possible, conscience adéquate et fausse conscience » de Lucien Goldmann, *Marxisme et sciences humaines*, Paris, coll. « Idées », Gallimard, 1970, pp. 121-129.

6 – Malgré un point de vue typique du citoyennisme, on consultera l'article d'un « sociologue clinicien » où est

employée cette expression : Vincent de Gaulejac, « L'idéologie de la gestion a envahi la société », *Sciences de l'Homme et sociétés* n°74, février 2005, p. 12. Voir également, *Le Monde*, mercredi 6 avril 2005, p. 26.

7 – Cela n'empêche pas, bien sûr, qu'en réaction, se créent ici ou là des mouvements populistes revendiquant justement l'identité nationale.

8 – À la fin des deux semaines olympiques à Athènes, au début du mois de septembre 2004, a eu lieu un match de football opposant la Grèce à l'Albanie (en Albanie) où les Grecs ont perdu : sait-on que cela a déclenché des scènes de lynchage systématiques des Albanais osant manifester leur joie sur les places des centres-villes grecs ? Sait-on qu'il y a eu un mort à cette occasion et des dizaines de blessés ? Voir sur le sujet le petit encart « Violences au Mali, appels au calme en Grèce », *Le Monde*, mercredi 30 mars 2005, p. 24.

9 – Herbert Marcuse parlait à ce sujet de désublimation répressive pour dire que l'énergie érotique était détournée vers des objets sociaux utiles. Voir : Herbert Marcuse, *Éros et civilisation*. Contribution à Freud, Paris, Minuit, 1963, p. 12.

10 – La loi Fillon a modifié le code de l'éducation qui court depuis les lois Jules Ferry sous la III^e République. Il y a un amendement faisant mention d'« (...) un

enseignement d'éducation civique qui comporte obligatoirement l'apprentissage de l'hymne national et de son histoire ». Fermez le ban !

11 – C'est nous qui soulignons. Cette prose peut être lue dans un petit fascicule (« Paris 2012, ville candidate ») qu'on peut trouver dans toutes les mairies de la capitale mais la même existe (à quelques mots près) sur le site : http://www.parisjo2012.fr/fr/jo2012/olympisme_culture/index.jsp.

12 – Sur cette question, voir Patrick Belgarde, « Les résistances au sport », *Quel Corps ?* n° 32-33 (*Ethnométhodologie*), décembre 1986 ; et aussi : Jean-Pierre Escriva, Henri Vaugrand, « La critique radicale du sport : un devenir », in *L'opium sportif*. La critique radicale du sport de l'extrême gauche à *Quel Corps ?* (Textes présentés par Jean-Pierre Escriva et Henri Vaugrand), Paris, L'Harmattan, 1996, p. 21.

13 – Jean-Marie Brohm, « Former des âmes en forgeant les corps », *Partisans* n°15, avril-mai 1964.

14 – Dominique Schnapper, « Citoyenneté », in Collectif, *L'idée républicaine aujourd'hui*. Guide républicain, Paris, Delagrave/CNDP, 2004, p. 27. C'est nous qui soulignons et qui rajoutons les crochets...

RELIGION, RÉVOLTE ET COMMUNAUTÉ

« Je me disais l'intégration totale, c'est impossible, oublier ma culture, manger du porc, je ne peux pas. Eux, ils n'avaient jamais vu dans leur classe un Arabe, comme ils disent – franchement tu es le seul Arabe – et, quand ils m'ont connu, ils m'ont dit : « Tu es l'exception. » Eux, ils avaient plus de facilité entre eux, à discuter... Ma fierté, elle, descendait, ma personnalité, il fallait que je la mette de côté. »

Khaled Kelkal, « Entretien avec Kelkal », Le Monde ¹.

EN 1995, SUITE À UNE SÉRIE D'ATTENTATS, L'État français utilisait pour la première fois à grande échelle (en particulier en impliquant visiblement l'armée) le plan Vigipirate ². Juste avant le journal de 20 heures, le nouvel ennemi public numéro un, Khaled Kelkal, était exécuté. Derrière la figure de l'islamiste qu'on nous donnait en pâture, c'est celle du musulman qui devenait une menace. Le plan Vigipirate est toujours en place. Un état d'exception qui tend à devenir la norme, qui l'est déjà à Dammarie-les-Lys, par exemple ³, et qui fut le prologue des lois de sécurité quotidienne, ou de sécurité intérieure ⁴.

La première apparition de l'islam sur la scène médiatique française remonte à 1982, lors de la grève des OS de l'usine Citroën d'Aulnay. Cette grève marque un tournant car, à côté des revendications portant sur les salaires et les conditions de travail, les grévistes réclament l'aménagement de lieux de culte à l'intérieur de l'usine. Sans équivalent dans l'histoire du mouvement ouvrier français, cette conjonction est immédiatement comprise, par les forces politiques et syndicales qui travaillent à l'intégration ouvrière, comme une anomalie, une régression ou même une ingérence étrangère (au dire du Premier ministre d'alors). Même si la CGT saisira l'opportunité de s'implanter dans une usine où seul le syndicat maison (CSL) était présent en s'alignant sur les revendications des grévistes (elle gagnera un mois plus tard les élections professionnelles), aucune ne perçoit cette émergence du religieux au cœur de luttes ouvrières comme un aspect de la modernité ayant ses racines dans les contradictions de la société française.

Les hommes utilisent pour se représenter et comprendre le monde les idéologies disponibles. Elles se présentent d'abord comme un fait de nature. Ce n'est

que plus tard, lorsque leurs insuffisances, leurs contradictions apparaissent dans la pratique, qu'elles sont critiquées, dépassées et finalement comprises comme idéologies. Comme inversion de la réalité.

L'émergence de l'islam dans la culture ouvrière au début des années 1980 n'est pas l'indice d'un retour au passé. Elle traduit l'incapacité nouvelle des idéologies sociales-démocrates aussi bien à définir une identité ouvrière qu'à rendre compte des luttes de l'époque.

Serge Bricianer dans ses *Notes sur l'islam* définit les deux grandes chances de l'islam : premièrement de n'avoir pas « eu à affronter une bourgeoisie vigoureuse, agressive et cultivée » et deuxièmement « d'avoir eu son cadre socio-historique gelé autant que faire se pouvait par des puissances coloniales soucieuses de ne pas déstabiliser par trop les populations assujetties » ⁵.

On remarquera que ces luttes sont menées par des ouvriers déracinés, sans possibilité de se rattacher à une culture prolétarienne ou nationale. Il n'est pas étonnant que la dimension universaliste de la religion (et l'égalitarisme de l'islam en particulier) rencontre un écho chez certains d'entre eux.

L'idée de Dieu n'est pas première, ce qui importe, c'est d'investir des règles toutes faites de vie en commun. Elle s'impose en dernier ressort comme unification de ce qui reste séparé. La vieille critique anticléricale, qui ne voit qu'elle, reste impuissante puisqu'elle ne la relie pas à la situation concrète à laquelle elle répond. Puisqu'elle prend l'effet pour la cause. Aujourd'hui, chaque groupe social peut développer une pratique religieuse qui lui est propre. Ceux qui vivent dans les conditions les plus précaires mettront au cœur de cette pratique la sociabilité, quand d'autres y rechercheront un supplément d'âme. Il n'y a plus de transcendance qui permette de dépasser les antagonismes de classe ; chaque groupe social définit

selon ses intérêts la pratique religieuse qui lui convient.

Les rituels suffisent et doivent s'adapter à la production des marchandises. À l'époque où la revendication d'un lieu de culte sur le lieu de travail se généralisait en Europe, elle était inconnue dans les pays du Maghreb. En 1991, le numéro deux du FIS fixait l'objectif de : « *faire du désert une nouvelle Californie* ». On voit là que les limites de l'influence religieuse sont entièrement circonscrites par les impératifs de la production marchande. La pratique religieuse ne s'oppose pas au salariat ou à la circulation des marchandises. Elle les accompagne.

La prise du pouvoir en Iran par Khomeiny avait modifié la perception que se faisaient de l'islam les Français, pratiquants ou non-pratiquants. Pour une partie des musulmans, les OS de l'industrie automobile par exemple, le renversement du régime du Chah pouvait représenter à la fois une victoire, une vengeance et un espoir. L'identification au parti vainqueur permettait l'amalgame entre religion et lutte de classe. Du point de vue du citoyen, du laïc, de celui qui s'identifie aux intérêts de l'État, l'islam représentait une double menace : expression d'un nouveau rapport de force avec les anciens pays colonisés et idéologie de la révolte d'une partie des laissés-pour-compte des zones développées.

Des exemples historiques le démontreront suffisamment, que ce soit en Iran durant la révolution ou en Algérie à partir de 1988 : les groupes islamistes, s'ils savent utiliser une phraséologie de la révolte, n'en sont ni les précurseurs ni son soutien. Bien au contraire, leur rôle est toujours de l'encadrer et de l'étouffer. En Iran, la prise du pouvoir par Khomeiny et sa clique sonna la fin du mouvement de révolte populaire. Le 7 mai 1979, ce même Khomeiny déclara que « *ceux qui incitent les ouvriers à continuer la grève sont coupables de trahison, plus que les assassins de l'ancien régime* », et en écho, un gouverneur de province déclarait, dépité : « *La population qui fut exploitée et opprimée, sans pouvoir se plaindre, pendant des décennies par les Chahs, imagine aujourd'hui qu'elle peut tout obtenir tout de suite* ⁶ ».

En Algérie, c'est suite aux émeutes d'octobre 1988 que les islamistes se sont constitués comme une force politique avec laquelle compter. Mais lors de ces émeutes, ils étaient tout autant débordés que le pouvoir. N'étant pas à l'origine de cette fronde sociale, ils ont su rapidement s'adapter et en tirer parti. Rappelons-nous, par exemple, ce témoignage : « *Juché sur le capot avant d'une Golf bleu et blanc de la police, l'imam Ali Belhadj use de son éloquence pour faire entrer la jeunesse de Belcourt (quartier populaire à l'est d'Alger) dans son quartier [...]. Au cours de son prêche, il s'est proposé pour rencontrer les autorités, discuter de la situation et demander au président Chadli de remplacer l'état de siège par la loi islamique* ⁷ ».

La récente loi sur le voile et le battage médiatique fait autour d'elle créent une vision en trompe l'œil du

rapport qu'entretient l'État avec la religion, et avec l'islam en particulier. La religion n'est ni un ennemi, ni un concurrent pour l'État. En 1974, lorsque les premières mesures sont prises pour freiner l'immigration (aide au retour, regroupements familiaux), d'autres les accompagnent qui tendent à favoriser la pratique de la religion musulmane. Avec la mise en place du Conseil national des musulmans de France en 2004, la République continue de traiter l'islam comme un moyen d'intégration, un garant de la paix sociale. L'État sait, à certains moments, anticiper des conflits sociaux et ainsi les désamorcer. Par exemple, entre 1975 et 1980, une vague de grèves des loyers parcourt les foyers Sonacotra. La revendication d'un lieu de culte sera alors comme collée, ajoutée aux raisons des grèves (hausses de loyer, insalubrité, etc.). Elle deviendra même un compromis acceptable lors de certaines négociations...

La main-d'œuvre dont le capital a eu besoin lors de sa période de croissance d'après-guerre a été logée à la périphérie des grandes villes. Le prolétariat ainsi concentré est souvent composé d'immigrés, et l'échec de l'« utopie » urbanistique ne trompe plus personne dès le début des années 1970. Concentrées dans les banlieues et les cités, la deuxième ou troisième génération de cette immigration (devenues françaises en grande partie) se trouvent face aux contradictions du capitalisme moderne.

La République est une et indivisible. La République française, au discours généreux, offre un moule identitaire et culturel auquel il faut se conformer, de force le cas échéant. Ce moule républicain n'est évidemment pas anodin, il est celui de la soumission, celui de l'ordre social. Qui de méritocratie forme ses élites, et forme quotidiennement de bons prolétaires dociles, prêts à travailler ou à chômer, à être bien productifs selon les nécessités fluctuantes du capital.

Le capitalisme de la fin du siècle dernier n'a plus rien à proposer aux masses prolétaires des cités. Ou plutôt les conditions de travail ne sont plus celles qu'ont connues leurs parents ; les règles du jeu ont changé. Il est plus profitable et nécessaire d'exploiter des clandestins et des sans-papiers, des intérimaires et des travailleurs illégaux, beaucoup moins chers et sans protection.

C'est pour toute une génération, qui a vu ses parents trimmer à l'usine, le continuel face-à-face avec des murs. Pas de travail, pas d'argent, une vie sociale qui s'atrophie, étriquée dans le vase clos des villes nouvelles et des grands ensembles. Et l'État ne veut pas que les « sauvages » sortent de leurs quartiers, les sanctions alourdies pour fraude dans les transports en commun en sont une illustration.

Pourtant, on continuera d'assener « *qu'il faut être un bon Français, qu'il faut y croire et que la société te le rendra, que tes ancêtres sont les Gaulois, qu'il faudra parler sans ton accent, que tu dois avoir honte de tes parents illet-*

trés, etc.⁸ ».

Le vieux mouvement ouvrier n'existe plus. Ses oripeaux, partis et syndicats, ne sont plus que des bureaucraties administratives déconnectées de leur milieu d'origine. Ils ne peuvent plus jouer leur ancien rôle, celui qui consistait à encadrer, à organiser la classe ouvrière, à gérer la vie sociale, là où l'État ne pouvait le faire. Et ainsi contenir tout type de revendications.

La jeunesse des banlieues se retrouverait ainsi hors des rouages du contrôle étatique ou para-étatique. Mais un tel vide ne peut se pérenniser. Il n'y a plus d'activités politiques dans les cités, très peu d'associations, et quasiment toutes, à juste titre, discréditées. Aujourd'hui, les courants islamistes sont tout désignés pour remplir le rôle autrefois alloué au Parti⁹ : que ce soit des associations prosélytes qui monnaient la paix sociale aux mairies, ou des groupes plus violents qui tentent de détourner le souffle de la révolte vers une confrontation d'ambitions équivalentes, État républicain face à la *charia*. Ainsi, à Vaulx-en-Velin, Farhad Khosrokhavar notait que « *le cas de Vaulx-en-Velin est symptomatique. Dans cette ville, les associations laïques des années 1980 (issues des émeutes des Minguettes à Vénissieux en 1981) sont sur la défensive et ce sont les associations islamistes qui ont le vent en poupe. La mairie ne les privilégie pas par philanthropie mais par conviction qu'elles peuvent préserver la paix sociale et prévenir les troubles urbains d'envergure dans la ville. En contrepartie de subventions, à Meyzieu, à Bron et à Vénissieux règne une paix relative dans laquelle ces associations jouent un rôle actif, la police pouvant sillonner les quartiers sans déclencher des réactions violentes de la part des jeunes*¹⁰ ». Les groupes islamistes plus radicaux opèrent dans le même registre que les associations laïques ou musulmanes; des tampons sociaux qui, le cas échéant, permettent de sauver l'intégrité de l'État républicain.

Aller vers une association musulmane ou à la mosquée permet de trouver une sociabilité qui n'existe pas en dehors, et comme ils le disent, « *notre fraternité est réelle et leur citoyenneté est fausse* ». À juste titre, la citoyenneté est fausse, c'est une communauté idéologique et mythifiée, qui répond à un besoin d'efficacité aussi bien pour l'État que pour le capital. La communauté religieuse, qui peut paraître un temps plus concrète, n'en reste pas moins tout autant une abstraction. Outre le rôle historique que les religions ont pris dans l'exploitation et l'humiliation des hommes et des femmes, ce type de communauté oublie ou nie les contradictions réelles des sociétés modernes.

Face au désir de vivre et au programme d'ennui que propose ce monde, les jeunes prolétaires sont allés de désillusions en désillusions, nourrissant une révolte sous-jacente, haine et défiance face au « système ». Cette révolte traversée de contradictions, comme de vouloir

absolument réussir, là où ce sont les fondements même de l'organisation sociale qui ont laminé la plupart des protagonistes, n'a eu que peu de forme d'expression. Il y a bien eu la « marche des Beurs¹¹ », des explosions plus ou moins violentes du ras-le-bol durant les décennies 1980 et 1990 ; mais rien qui permette à cette révolte de prendre conscience d'elle-même et de poser ses propres perspectives.

La critique antireligieuse héritée des Lumières ne nous est plus d'aucun recours. L'idée de Dieu a été submergée par une abstraction plus puissante, plus générale : la valeur. En retour, le succès du religieux dépend immédiatement de son utilité pratique. Même si, dans les décombres des anciennes religions, se constituent encore de fausses communautés humaines, Dieu est mort.

On voit se dessiner une ligne de fracture au sein de la société. D'une part, une forme individualiste bornée qui prend acte des conditions existantes et cherche à s'en accommoder. De l'autre, la constitution de communautés illusoires religieuses, citoyennes, ou religieuses-citoyennes. Dans le premier cas, le désir humain reconnaît entièrement son objet dans la forme marchande et oublie le procès qui a constitué cette forme : la société. Dans l'autre, la communauté illusoire se constitue par rejet des conditions existantes, mais sans les critiquer fondamentalement.

Un spectre plane sur la France. Il est sur toutes les lèvres, chacun en a peur, chacun le cherche, le traque, s'en défend. C'est le communautarisme. Pourtant, nous, nous affirmons faire partie d'une communauté. Une communauté que nous cherchons à définir, à affermir, à rendre offensive. Notre communauté, c'est le prolétariat. Son intégration dans le jeu politique traditionnel fut un enjeu majeur du XX^e siècle. Quand le prolétariat était vu comme une classe dangereuse, bien qu'indispensable. Dont il fallait se méfier, qu'il fallait réprimer chaque jour. Mais pour la rendre inoffensive, pour qu'elle ne puisse plus menacer le capital, il a été bien plus efficace de l'intégrer. Syndicat, école, grandes guerres accomplirent cette tâche. Bien que cette intégration ait trop bien réussi, les conflits d'intérêts, le peu de choix et le peu de vie qu'induit le capital tendent nécessairement à d'autres cycles de révolte.

AKBAR ET JEFF ■

Notes

1 – Kelkal, présenté comme le chef de la cellule du GIA qui aurait commis les attentats en France en 1995 (RER St-Michel, etc.). Entretien réalisé par un sociologue, D. Loch, publié dans *Le Monde* du 7 octobre 1995.

2 – Le plan Vigipirate a été créé en 1978. Utilisé pour la première fois au moment de la première guerre du Golfe en 1991, il sera réactivé à plusieurs reprises, notamment pendant la Coupe du monde de foot en 1998.

3 – Extraits de *Vacarme* n°21, Automne 2002, qui présente

ainsi son dossier : « Deux émeutes en quatre ans (1993 et 1997), deux morts en deux jours (21 et 23 mai 2002) : à nouveau confrontées aux violences policières, les cités de Dammarie-les-Lys refusent à la fois la clôture de l'enquête et la bataille rangée. Lundi 24 juin (2002) vers 6 heures du matin, 200 policiers encerclent la barre du Bas-Moulin (CRS, officiers de police judiciaire et tireurs d'élite du Raid, postés sur le toit du supermarché, en face). Ils procèdent à trois opérations. Un gigantesque ravalement de la façade, d'abord, le premier depuis son édification : les banderoles sont retirées, les tags nettoyés. *Un vaste contrôle d'identités des résidents de la barre*, ensuite (...) : deux étrangers en situation irrégulière sont interpellés ; la police rassemble 385g de haschisch. Enfin, la fouille sans ménagement du local de Bouge qui Bouge : cet ancien local à vélos est mis à sac. Le 10 juillet, dans une émission politique sur France 2, Nicolas Sarkozy déclarera que les "forces de l'ordre doivent reconquérir le terrain qui a été abandonné. Prenons un exemple. Il y a une cité, à Dammarie-les-Lys, où la police et la gendarmerie n'avaient plus le droit de cité, justement. *On y avait peur* depuis des années. Le GIR de Seine-et-Marne y a été, il y a quelques jours. *Ça a été décevant sur le plan pénal*. Mais pour ceux qui y habitent, et l'immense majorité sont des gens honnêtes qui ne demandent qu'une seule chose, c'est vivre tranquillement. Tout d'un coup, ils se sont dits, on n'est plus abandonnés". » (C'est nous qui soulignons.).

4 – *Loi diversifiant et durcissant l'appareil répressif de l'État, avec, par exemple, une peine de prison ferme pour fraude répétée dans les transports en commun, possibilité de fouille des voitures, etc.*

5 – *Voir dans ce numéro d'OT (p. 50).*

6 – *On peut se référer, pour cette période particulière, à Une étincelle dans la nuit de Serge Bricianer, édité par Ab irato en 2002 (<http://abirato.internetdown.org>), et à « Au-delà de la nuit noire... », article de Nestor Pantruche paru dans Macache n° 1 (http://internetdown.org/analyses/iran_audela.rtf).*

7 – *Le Monde du 9-10 octobre 1988.*

8 – *Illustrons ici notre propos avec cet extrait du rapport Benisti (Rapport parlementaire sur la prévention de la délinquance, octobre 2004, p. 9) : « Seuls les parents, et en particulier la mère, ont un contact avec leurs enfants. Si ces derniers sont d'origine étrangère, elles devront s'obliger à parler le français dans leur foyer pour habituer les enfants à n'avoir que cette langue pour s'exprimer. » Il est vrai que : « le bilinguisme est un avantage pour un enfant sauf lorsqu'il a des difficultés car alors ça devient une complication supplémentaire », Idem, p. 17.*

9 – « Il faut banaliser l'islam. Le religieux, ce n'est pas le mal. Il ne rend pas la République impure. Permettez une comparaison : le Parti communiste français était révolutionnaire, et pourtant il participait aux élections, ce qui contribuait à stabiliser la démocratie. C'est la même chose avec l'UOIF et le CFCM. Intégré à la République, le religieux participe à sa stabilité ». *Nicolas Sarkozy, entretien publié dans l'Express du 1^{er} décembre 2004.*

10 – *Farhad Khosrokhavar, L'Islam des jeunes, Flammarion, avril 1997.*

11 – *Marche pour l'égalité des Droits effectuée en 1983 dans toute la France, médiatiquement nommée « Marche des Beurs ».*



● JOSÉ GARCÍA-TELLA, Au portillon du métro ●



● JOSÉ GARCÍA-TELLA, *Heure de pointe* ●

LES SECRETS DE L'ISLAM

LORSQUE, VERS LE MILIEU DES ANNÉES 1980, Serge Bricianer (1923-1997)¹, entreprit un long travail de réflexion critique « prenant pour objet d'étude empirique la situation contemporaine de l'Islam », rares étaient ceux qui préjugeaient de l'importance que cette question allait prendre, dans les années qui suivirent, dans l'évolution de l'état du monde, dans nos vies. Par cette investigation laissée inachevée, Bricianer avait voulu dégager quelques « grandes lignes de développement » du phénomène. Pour ce faire, précisait-il, « il ne s'agit pas de se transformer en spécialistes chevronnés d'une question particulière, et moins encore de jouer à l'omniscience, mais seulement de connaître un peu mieux le monde où nous vivons, condition nécessaire pour en concevoir, si imparfaitement que ce soit, la subversion ».

Le plan général de cette recherche comporte cinq chapitres et deux annexes : I. *La thèse du despotisme oriental* – II. *Schémas du pouvoir* – III. *Le régime agraire* – IV. *La constitution urbaine* – V. *Sur l'Islam contemporain* ; une première annexe traite des *Effets de surface dans l'éclatement de l'Empire soviétique* et la deuxième de *L'Islam en Afrique subsaharienne*.

Avant de présenter les extraits du chapitre V, que nous publions aujourd'hui, résumons brièvement les thèmes des chapitres précédents².

La thèse du despotisme oriental – Dans les sociétés du modèle dit « asiatique », Marx remarqua que l'appro-

priation du surplus de travail se faisait par le moyen de la rente -impôt et non pas par la médiation de l'échange, comme dans le capitalisme. L'État despotique y est la forme de la domination politique. Toutefois, Bricianer défend que Marx « n'a émis aucune théorie constituée ni des sociétés dites "asiatiques" ni de l'ordre social euro-féodal. [...] Moins encore a-t-il cherché à tirer de ces observations des principes programmatiques pour ce qui subsistait à son époque de ce type de sociétés ». Et il reprend Karl Korsch pour qui, chez Marx, « l'examen des formations précapitalistes ne servira qu'à mieux dégager certains traits spécifiques du mode de production capitaliste, ou encore de la famille, de la propriété privée et de l'État bourgeois³ ». Au cours du XX^e siècle, le débat sur le mode de production asiatique et le despotisme oriental revint à deux reprises sur le devant de la scène, pour être instrumentalisé dans des affrontements politiques. Tout d'abord dans le désaccord entre les deux courants du marxisme russe, mencheviques et bolcheviques, sur la question du rôle de l'État dans la socialisation des terres. Une deuxième fois, lorsque Staline chercha à fonder idéologiquement sa ligne politique en Chine. Dans les années 1950, la politique maoïste d'alliance de classes est fondée sur l'idée de l'existence de « survivances féodales ». Idée qu'on retrouve par la suite, dans la stratégie du front-uni des marxistes-léninistes dans les luttes de libération nationale. Derrière toutes ces contorsions idéologiques, il y avait le désir de faire du féodalisme un « phénomène mondial », gommer les traits spécifiques

à certaines sociétés, pas nécessairement immuables – comme Marx avait constaté avec les matériaux empiriques dont il disposait à son époque – mais où les « rapports sociaux stagnent ou pourrissent sur place ».

Schémas du pouvoir – Ce chapitre traite de la société islamique de l'Antiquité (jusqu'au X^e siècle), système rigide et hiérarchisé, dont l'institution du Califat, « vidée de substance depuis des siècles » est aujourd'hui présentée par les penseurs islamistes comme un objet idéologique, destiné à structurer le nouveau pouvoir politique à instaurer.

Le régime agraire – Par la comparaison entre l'ordre féodal et l'ordre califien, Bricianer met en valeur l'importance de l'institution étatique dans le monde islamique et, en conséquence, la difficulté pour la création de nouvelles institutions ou de vie sociale autonomes, marchandes en particulier. Les formes de propriété et de collecte de la rente-impôt, l'extorsion du surplus agricole font ressortir la barbarie dans la vie des paysans. La résistance des paysans à l'appauvrissement par l'impôt, le cortège de révoltes, de jacqueries, de migrations, de conflits entre les possédants furent, de fait, le seul facteur de régulation de ce système.

La constitution urbaine – Enfin, Bricianer cherche à montrer comment et pourquoi, et à l'encontre du discours islamiste, quatorze siècles de pouvoir islamique n'ont jamais apporté la justice et l'égalité sociale, mais, au contraire, une succession de désastres sociaux. Les islamistes l'expliquent aujourd'hui cette réalité par le recours aux « déviations »... Or, ces désastres sont la conséquence de l'immobilisme bureaucratique du système du califat où l'accroissement de la productivité se fait par les seules mesures autoritaires. L'idéologie et les doctrines qui idéalisent et mythifient l'Islam et le régime du califat, le font dans un but politique.

Dans la première annexe, *L'éclatement de l'Empire soviétique*, Bricianer s'interroge sur la validité de la thèse selon laquelle le retour du religieux aurait été un facteur dans l'éclatement de l'Empire alors même que les institutions religieuses se sont bien accommodées avec le pouvoir capitaliste d'État. Enfin, pour ce qui est de *L'Islam en Afrique subsaharienne* (annexe 2) il fait ressortir le lien particulier qu'il y eut entre colonialisme et islam dans ces régions. L'essor et la propagation de l'islam en un siècle de régime colonial y fut plus rapide et étendue que pendant les neuf siècles précédents. Pourquoi l'ère coloniale apparaît-elle en Afrique subsaharienne comme l'âge d'or des conversions de masse à l'islam ? En codifiant la coutume, l'islam joue comme frein à la destruction des liens ancestraux provoquée par l'introduction de l'économie marchande, la force de travail salariée.

DANS LE CHAPITRE V, *Sur l'Islam contemporain*, que nous publions dans ce numéro, quatre sous-parties

ont été écartées. D'une part, « Les réformateurs sans Réforme » et « Hauts et bas des confréries », où il est surtout question des représentants doctrinaires des tentatives de réforme de l'islam au XIX^e siècle, leur alliance avec les confréries religieuses et le pouvoir charismatique du maraboutisme, fondée sur une hostilité à la modernité. Aussi sur l'attitude des pouvoirs coloniaux à leur égard dans le contrôle de la société (en Algérie en particulier mais aussi dans les colonies britanniques).

D'autre part, « Colonialisme et sous-développement », où Bricianer résume les thèses marxistes classiques sur le colonialisme et le sous-développement. À l'encontre de marxistes qui persistent à voir le capital se comporter toujours en agent révolutionnant les conditions de production, il rappelle que, déjà à la fin de la deuxième guerre, d'autres marxistes constatent que « le capital intervient au contraire en agent dissolvant qui détruit les anciens mode de vie et de travail sans les remplacer par des techniques plus évoluées » (Pannekoek en 1942). Et Bricianer de souligner que, si Marx et la plupart des marxistes se sont peu souciés de l'islam, c'est justement car ils considéraient qu'il devrait disparaître avec « le terrain social qui l'avait engendré ».

Enfin, la dernière sous-partie, traitant de la révolution iranienne et de sa composante ouvrière a été éditée par Ab irato, en 2002, sous le titre *Une étincelle dans la nuit, Islam et révolution en Iran (1978-1979)*⁴.

CES TEXTES, écrits au milieu des années 1980, sont bien évidemment datés. Il serait néanmoins malvenu de vouloir les critiquer par rapport à ce qu'ils ne peuvent pas nous donner, des réponses toutes faites à une situation qui n'a cessé de changer depuis un quart de siècle. De même qu'il serait erroné de réduire la portée de ces réflexions à l'étude des anciennes sociétés rurales où l'islam s'est développé et où il a pris son essor. Que ce soit la question centrale de la femme dans la reproduction des valeurs islamiques ou encore l'historique du courant des Frères musulmans, l'auteur touche de près aux questions actuelles, notamment à celle de l'adaptation de cette idéologie religieuse à des sociétés urbaines et aux conditions du salariat. Justement, parce qu'ils ne présentent pas des conclusions définitives, ces textes sont une incitation à réfléchir sur un sujet qui n'a pas fini de nous interpellier. Le questionnement de Bricianer sur la thèse de certains marxistes peut être une piste à explorer. Plus précisément, si l'islam n'a pas disparu avec « le terrain social qui l'avait engendré », alors, à l'inverse, comment s'est-il adapté, regagné une fonction dans les nouvelles conditions historiques d'un monde capitaliste unifié, dans des sociétés hautement urbanisées ? Au cours des dernières années, l'islam fait son retour chez une partie de la jeunesse des quartiers pauvres. Dans les communautés immigrées récemment arrivées dans les vieux centres capitalistes, il se présente à la fois comme ciment

d'identité collective et facteur de division au sein des exploités.

Cet énorme travail critique reste à faire. À nous de relever le défi et de faire l'effort d'analyse pour décrypter le réel que nous vivons. En vingt-cinq ans, le développement de la situation mondiale a profondément transformé l'islam politique. Le courant des Frères musulmans que Bricianer étudie, est aujourd'hui dépassé par d'autres plus radicaux. La fin de la guerre froide, le déplacement des conflits inter-impérialistes après l'effondrement du bloc de l'Est, entre autres, ont contribué à créer de nouvelles tendances dans l'islam politique, dont celle à qui on se réfère aujourd'hui comme la « terreur islamiste », « al-Qaida ».

CHARLES REEVE □

NOTES :

1 – On trouvera une note biographique de l'auteur dans *Une étincelle dans la nuit. Islam et révolution en Iran (1978-1979)*, *Ab irato*, 2002. Lire aussi, « Serge Bricianer dans son temps », présentation biographique (non signée), *La Question sociale*, n°2, Paris, hiver 2004-2005. À signaler, également, dans le numéro de cette revue, un texte de Serge Bricianer, datant des années 60, « Le parti social-démocrate ».

2 – La mise en forme de l'ensemble du texte est due à Daniel Saint-James. Nous avons procédé au choix des extraits et à quelques simplifications. L'ensemble de ce travail, ainsi que d'autres textes de Serge Bricianer, a été déposé, après sa mort, à la BDIC de Nanterre. On peut regretter que, depuis, ces archives ne soient pas consultables sur le web de la bibliothèque de la BDIC et qu'elles sont réservées aux chercheurs et étudiants académiques.

3 – Karl Korsch, *Karl Marx*, Paris, 1971, p. 3.

4 – Une étincelle dans la nuit, *op. cit.*

NOTES SUR L'ISLAM CONTEMPORAIN

1. Deux grandes chances de l'islam contemporain

[L'origine de la montée de l'islam, sa virulence en tant qu'idéologie dynamique, peut-elle être attribuée à l'échec d'autres grandes idéologies contemporaines "qui prétendaient fonder le bonheur sur le progrès", telles le marxisme-léninisme ? Cette montée ne dénote-t-elle pas un recul de la religiosité pratique ? Enfin, cette conception du phénomène n'est-elle pas à rattacher à une perspective néo-impérialiste, qui voit l'islam comme une menace sur les sources des matières premières pour les pouvoirs occidentaux ?]

LA GRANDE CHANCE HISTORIQUE de l'islam, par rapport au christianisme, fut de ne pas avoir eu à affronter une bourgeoisie vigoureuse, agressive et cultivée, dont l'individualisme forcené s'accommodait mal ou pas du tout d'une bureaucratie cléricale qui avait partie liée avec la force sociale entravant son essor, la classe des féodaux, bureaucratie dont, entre bien d'autres choses, le faste et les déportements autant que les dépenses stérilisatrices des forces de travail (ah ! ces merveilleuses cathédrales !), scandalisaient, révoltaient son esprit tendu vers l'effort terrestre, l'élargissement du capital, de même que vers la mise en œuvre de notions pragmatiques, de techniques nouvelles, et le rejet de pratiques directement issues de l'idiotie de la vie rurale. Et ce furent la Réforme et la Contre-Réforme. Puis les Lumières.

Considéré intrinsèquement, l'islam, à la différence des Évangiles dont l'enseignement fut développé, adapté

par les Pères et les docteurs de l'Église, par de multiples conciles aussi, l'islam « ne s'augmente pas », comme le notait déjà l'historien libéral et anticlérical (mais déiste) Edgar Quinet. « Luttés, angoisses, espérances des générations nouvelles, soulignait-il, tout passe sans ajouter un mot à la révélation. » Et de conclure : « Telle est donc la condition de cette religion qu'au premier coup d'œil elle semble pouvoir ni se développer en restant ce qu'elle est, ni se réformer profondément sans disparaître ¹ » Immobilisme donc ? Oui, puisque la religion du Prophète repose sur les assises d'airain d'une révélation donnée une fois pour toutes, et son corollaire, un ensemble de règles de droit régissant la vie pratique, la loi divine, la *charia*. Mais aussi, à d'autres égards, dynamisme, comme l'atteste un fourmillement de rites, de sectes, d'écoles, de confréries, permettant une bonne adaptation aux conditions particulières de régions entières, ou encore de districts restreints. D'un côté, la

rigidité de préceptes normatifs ; de l'autre, une grande flexibilité, une aptitude, pour ainsi dire, à la scissiparité. À quoi s'ajoute, au niveau du fidèle, un système d'intériorisation très poussé, à base de rituels exigeants mais simples et mettant en jeu tout le corps, de prescriptions alimentaires lustrales (ablutions), sexuelles et autres, toujours précises.

Enfin, le Coran (et la Tradition, la Sunna, consignée, dans les recueils de *hadith(s)*, actes ou propos du Prophète et le *fiqh*, ou droit canon) n'a pas seulement l'avantage de présenter une concordance encore marquée, ou à peine estompée, avec les mœurs, les mentalités et les institutions des pays musulmans. Le Coran² a sur les Évangiles cette supériorité de se donner pour la transmission directe de la parole divine, tout autre chose qu'une collection de témoignages humains et donc forcément imparfaits, ce que ne manquèrent pas de démontrer, preuves scripturaires à l'appui, les humanistes du XVI^e siècle et les philologues du XVII^e, puis les exégètes plus ou moins radicaux des deux siècles suivants, au péril souvent de leur position sociale, mais non de leurs jours. Bien plus encore, le culte du Christ-Messie et ses insondables mystères a été victime d'un positivisme directement issu de la vie urbaine et industrielle moderne, laquelle a porté un coup fatal aux vocations sacerdotales, ouvert la voie à une irréligiosité de masse et, plus généralement, fait de la dévotion militante l'apanage d'illuminés dont la capacité d'impact social est restreint ou nulle : intégristes catholiques, fondamentalistes protestants, sectaires de toutes dénominations. Quant à l'Église catholique, aux Églises réformées, elles constituent certes des groupes de pression sociaux mais dont l'incontestable puissance n'empêche pas que leurs options pour ou contre les armes nucléaires, le divorce ou la prière à l'école comptent en définitive pour peu de chose. Un processus qui a demandé quelques deux siècles.

Une autre chance historique de l'islam a été le colonialisme, faisant suite au despotisme ottoman ou, plus généralement, tribal ou féodal. En effet, alors que le christianisme subissait les assauts vainqueurs de révolutions politiques (victorieuses ou non) et de gigantesques transformations économiques et culturelles, l'Islam a vu son cadre socio-historique gelé autant que faire se pouvait par des puissances coloniales sou-

cieuses de ne pas déstabiliser par trop les populations assujetties. Elles eurent soin d'en assurer la conservation pratique, en particulier dans la sphère du droit de la famille (filiation, régime matrimonial, successions, etc.³) et de respecter les conditions d'exercice du culte. La religion du Prophète, il est vrai, s'est, au moins dans un premier temps, trouvée associée immanquablement associée à de multiples soulèvements paysans⁴ à base le plus souvent confrérique (témoin la longue lignée qui va de Abdelkader à Abdelkrim en passant par la Rahmánya kabyle en 1857 et 1871 et les confréries de Sfax en 1881, au Maghreb, les Padris de Sumatra, le Naqchabandiya au Caucase et en Tartarie, la Mahdiya soudanaise, la Salahiya somalie, la Senoussiya libyenne et tant d'autres). En ce sens, le régime colonial a fait de l'islam, à échéance plus ou moins lointaine, le porteur de la revendication nationaliste, là où elle n'existait pas encore (conformément d'ailleurs à une visée universaliste qui a fait longtemps considérer la notion de patrie comme un facteur de division, une valeur occidentale). Mais, d'un autre côté, et tout en soutenant les vaines entreprises des missions chrétiennes, il s'efforçait de maintenir les formes du culte traditionnelles, la piété populaire. Stratégie en accord avec l'antique précepte des conquérants romains (aussi bien qu'arabes, du reste) : « Se conformer aux coutumes locales. » Et avec ces deux grands adages chers aux colons britanniques : « Diviser pour régner », et « Parler doucement et porter une grosse canne ». □

Notes :

1 – E. Quinet ; « Le Mahométisme » (1845), in *Le Temps de la réflexion*, II, 1981, p. 217-232 (p. 231).

2 – Et non les recueils de *hadiths*, dont la validité est souvent jugée inégale, de même que certains *hadiths* ont vu plus d'une fois leur authenticité contestée, en particulier dans l'aire indo-musulmane, où ils étaient en rupture avec de vivaces coutumes hindouistes et, plus tard, avec des valeurs occidentalissantes.

3 – Ainsi du fameux « *dahir berbère* » de 1930 qui partageait le Maroc en deux zones de juridictions différentes, l'une régie par le droit coranique, l'autre par le droit coutumier. Un moyen de « *diviser pour régner* » Berbères et Arabes, paysans misérables et citadins moins infortunés.

4 – Aussi bien retrouve-t-on ailleurs, dans les guerres de guérillas, une importante composante religieuse catholique : Vendée, Espagne, Mexique.

2. Du panislamisme au laïcisme

[La première apparition de l'islamisme comme idéologie d'État, dans ses deux tendances panislamistes opposées à la désintégration de l'Empire ottoman, celle du parti conservateur et celle du parti de la modernisation. Dans le dernier quart du XIX^e siècle, naissance du mouvement du panislamisme "hamidien", contre la perversion des valeurs morales provoquées par le laxisme occidental. Le mouvement moderniste pro-occidental "jeune-turc", au début du XX^e siècle, s'opposera également sans succès à la désintégration de l'Empire.]

C E FUT MUSTAFA KEMAL, l'un de ces jeunes officiers anticléricaux, qui, d'une main de fer, se chargea dans les années 1920 de traduire ces intentions en actes législatifs : abolition du califat, cette institution clé dans la doctrine sunnite du pouvoir ; promulgation d'un code civil de type occidental (le code helvétique), avec émancipation juridique de la femme (abolition du voile, de la polygamie, du privilège masculin de la répudiation...), institution du mariage civil et refonte radicale du régime successoral ; suppression de l'enseignement traditionnel, du ministère de la *charia* et des tribunaux religieux, avec interdiction du fez et de la prédication de rue ; dissolution des confréries, avec fermeture des couvents de derviches et des lieux de pèlerinage (mausolées). Tout cela ne se fit pas sans heurts, ni émeutes. Et Kemal devait s'apercevoir qu'il est plus facile de changer l'alphabet (et pourtant, du jour au lendemain, les Turcs alphabétisés en arabe ne savaient plus ni lire ni écrire !), le cadran des montres et le calendrier que, par exemple, d'imposer l'usage du turc comme langue de la prière, au lieu et place de l'arabe.

Sécularisation, donc, mais d'un genre très particulier. En effet, c'est l'État qui prenait en charge la gestion de la vie religieuse, et notamment la formation et la nomination des agents du culte, la refonte du rituel et des ouvrages de prière. Tant et si bien, que « les autorités "laïques" avaient réussi à mettre la main sur une grande partie de l'appareil cléricale du pays, détenant ainsi un pouvoir supérieur même à celui des sultans-califes ¹ ». Il s'agissait en quelque sorte d'un islam réformé, réactionnaire en politique, ritualiste en matière de foi et réduisant le corps sacerdotal à la portion congrue tout en faisant un instrument de l'idéologie kémaliste. (Aujourd'hui encore, il revient au directeur des affaires religieuses de fixer le thème du prêche du vendredi.) Quand, avec les débuts (modestes) de la modernisation du pays, l'armée relâcha sa poigne et que les politiciens cherchèrent à s'assurer le concours des cléricaux, ceux-ci obtinrent de multiples concessions : retour progressif à l'enseignement religieux obligatoire, construction de milliers de mosquées, réouverture des lieux saints, renaissance des confréries (qui demeurent cependant à l'écart de la vie religieuse officielle), sans parler du rétablissement de l'appel à la prière en langue arabe.

Ainsi ni le panislamisme hamidien ni le modernisme kémalien, tous deux également volontaristes n'ont en

vérité duré longtemps. Le premier était trop archaïque d'inspiration pour résister à l'épreuve de l'histoire. Le second était sans doute mieux armé pour y faire face, mais il n'a su empêcher ni l'essor malaisé d'un courant résolument laïc, voire athée, ni la renaissance d'un islam confrérique. Quoi qu'il en soit, la bourgeoisie turque comme telle n'a guère participé à ce replâtrage conduit à partir du sommet de l'État et dont elle fut par ailleurs le grand bénéficiaire, la main de fer de Kemal s'étant également abattue sur les travailleurs des villes et des champs. La sécularisation de la vie publique turque fut l'œuvre de la bureaucratie militaro-policière, non la résultante d'un ensemble de facteurs, avant tout socioculturels.

Dans les campagnes en particulier, où l'ordre des choses avait encore peu changé, le féodal latifundiaire restant le féodal, l'usurier de village restant l'usurier (ou le banquier), etc., le culte populaire demeurait vivace et aussi, malgré la législation nouvelle, la forme d'organisation traditionnelle de la famille.

On a tenté d'établir ci-dessus deux séries de faits : d'une part que la croissance industrielle des régions coloniales et semi-coloniales, donc des pays musulmans, de l'Islam, loin de suivre une progression unilinéaire au cours de la période considérée jusqu'ici, est restée soumise à de multiples limitations et confinée à des sphères de production bien déterminées ; d'autre part que l'islam – à l'image de l'Occident moderne – s'est trouvé en proie à deux tendances antagoniques : un parti de la conservation et un parti du mouvement, une droite et une gauche ; en ce sens, sa spécificité, si souvent invoquée par les experts, est toute relative et la critique, occidentale ou autre, peut parfaitement en faire son objet d'étude, à condition sans doute de rectifier, grâce au recul du temps, les concepts légués par ce que le mouvement ouvrier ouest-européen a produit de plus avancé. □

Notes

1 – P. Dumont, « L'Islam en Turquie », Les Temps Modernes, *XLI*, 456-457, juillet-août 1984, p. 356.

3. La femme, l'homme, la famille

A INSI, MALGRÉ l'ampleur des moyens mis en œuvre, le régime kémaliste n'a pu inscrire dans les faits ce hadith qui a fait dire au Prophète : « L'islam a commencé proscrit, et il redeviendra proscrit. » À l'heure actuelle, la foi musulmane est même la seule grande idéologie à renforcer son pouvoir sur les masses qui lui sont déjà acquises, autant qu'à gagner du terrain dans le monde. Toutefois, une distinction s'impose dès l'abord : la progression de l'islam, et surtout de sa branche rigoriste, l'*islamisme* unissant la stricte observance (ou ce qui passe pour telle) à la visée politique, est un fait d'évidence ; il n'empêche que la tendance *moderniste*, – même si l'inhibition, la peur (justifiée) rendent muets ceux qui pourraient s'instituer ses porte-parole – n'en est pas moins à l'œuvre, cachée comme le ver dans le fruit. Cela posé, sur lequel on reviendra, la question surgit : quel est le secret de ce dynamisme ?

Ce secret, il ne se trouve certes pas à l'échelon d'une fraternité entre nations, dans un prétendu sentiment d'appartenance à l'*oumma*. Les musulmans ont de nos jours démontré plus d'une fois qu'il sont aussi aptes que les chrétiens à s'entre-tuer, comme en témoigne la guerre du Golfe, où sunnites et chi'ites tombent des deux côtés. Sans parler de l'hécatombe de Bengalis musulmans (200 000, 300 000 morts ?) perpétrée en 1971 par les militaires pakistanais musulmans. Dans la pratique, le facteur nouveau du nationalisme l'emporte toujours sur le facteur ancien de la religion, celui-ci alimentant tout au plus celui-là (lequel dispose du reste de cours martiales et de jugements sommaires pour châtier la tiédeur en actes).

Lénine, qui a dû plus d'une fois s'interroger sur la persistance du sentiment religieux en Russie, en donnait l'explication suivante, qu'il disait « matérialiste » : « La peur devant la force aveugle du capital – aveugle parce que ne pouvant être prévue des masses populaires –, qui, à chaque instant de la vie du prolétaire et du petit patron menace de lui apporter et lui apporte la ruine "subite", "inattendue", "accidentelle", qui cause sa perte, qui en fait un mendiant, un déclassé, une prostituée, le réduit à mourir de faim : voilà la racine de la religion moderne ¹ ». Cette thèse comporte assurément un élément de vérité. Mais un sentiment, la « peur du capital », suffit-il à rendre compte à lui tout seul de la perpétuation de la foi en Dieu ? Faut-il alors admettre avec Anton Pannekoek que « la foi religieuse est l'idéologie des conditions passées ; c'est la tradition héritée qui maintient les masses dans la soumission aux puissances anciennes ² ». Là encore il s'agit d'un facteur subjectif, d'un poids certes considérable, mais qui réclame, malgré tout, d'être assis sur des conditions objectives. Ce que Pannekoek fait ailleurs : « De tout temps, la religion

a été la forme sous laquelle les hommes ont exprimé cette conscience que la vie était dominée par des forces supérieures et incompréhensibles. Dans la religion se manifestait l'idée d'une cohérence profonde entre l'homme et la nature, entre l'homme et les autres hommes. Avec le développement du travail, des divers modes de production, avec les changements sociaux et l'évolution des rapports entre les hommes, les conceptions religieuses se modifièrent ³. » De la religion, il dira encore qu'elle « repose sur le mode de production ⁴ ». Et il en fournit une démonstration en retraçant les grandes étapes évolutives du christianisme aux temps modernes. Mais cela ne s'applique guère à l'islam : le mode de production a largement changé, les structures tribales et féodales ne subsistent plus que çà et là ; pourtant, la religion du Prophète est jusqu'à présent restée semblable à elle-même.

Sans mésestimer l'importance des facteurs subjectifs de la crainte et de la tradition culturelle, nous trouvons chez Marx un autre facteur d'explication, à savoir : les rapports de production, « les rapports immédiats entre les maîtres des conditions de production et les producteurs directs [où] il faut chercher le secret intime, le fondement caché de toute la structure sociale, ainsi que de la forme politique des rapports de souveraineté et de dépendance, bref, de la forme de l'État à une époque historique donnée ⁵ ». Et le Marx du livre III (Ch. XLVII) du *Capital* de poursuivre ainsi : « La même base économique peut révéler une infinité de variations et de gradations que l'on ne peut saisir sans en analyser les innombrables conditions empiriques (milieu naturel, facteurs raciaux, influences historiques agissant de l'extérieur, etc. ⁶. » L'influence « agissant de l'extérieur » sur les pays musulmans est assez notoire : c'est la pénétration du capital occidental et de ses valeurs culturelles. Quant à la forme d'État de ces pays, elle tourne autour d'une bureaucratie civile et militaire travaillant main dans la main avec une bourgeoisie affairiste sans véritable vocation entrepreneuriale. Telle est « la forme économique spécifique dans laquelle du surtravail non payé est extorqué aux producteurs directs ». Une forme qui n'est pas plus la forme ancienne – du temps du despotisme oriental, où la faculté de disposer du sol revenait à l'État, dont le prince était l'incarnation suprême et où l'impôt coïncidait par conséquent avec la rente foncière –, que la forme coloniale ou semi-coloniale de superposition du capital extérieur à la forme ancienne, mais qui n'est pas non plus celle du grand capital contemporain capable, au prix de guerres et de crises mondiales, de s'ouvrir de nouveaux champs d'accumulation. Des sociétés en voie de déstabilisation, un organisme social déjà entamé par les assauts de la modernité mais qui, arc-bouté sur l'institution ancestrale qui lui sert d'assise, secrète les anticorps idéologiques de nature à le défendre.

Le secret de la survie de l'islam après des siècles et des siècles d'ankylose, le secret de son dynamisme actuel, on

le trouvera dans la sphère de la vie socio-économique pratique. Plus précisément dans l'institution familiale et, en premier lieu, dans la répartition des rôles entre homme et la femme⁷. À celle-ci, le domaine intérieur et ses tâches domestiques ; à celui-là, le monde extérieur, le travail, la rue. Bien entendu, cette répartition, traditionnelle dans toutes les sociétés sous-développées, est plus effective à la ville qu'à la campagne, où la femme est attachée aux travaux des champs. La femme est préparée à son rôle dès la plus tendre enfance : sa vie, elle le sait et l'admet (faute de quoi elle s'expose aux pires maux), consistera à gravir degré après degré l'échelle du pouvoir domestique : fille surveillée par ses frères, l'aînée surtout, puis épouse-mère-bru, dépendant du mari, enfin belle-mère toute-puissante sur ses fils et sur ses brus, qu'elle aura choisies⁸, grand-mère régentant de ses avis la cellule familiale⁹.

D'une façon générale, la *charia* considère qu'un homme vaut deux femmes (part moitié moindre dans l'héritage, validité moitié moindre du témoignage en justice, etc.). La plupart des multiples variantes du sunnisme et du chi'isme, toujours imprégnées de droit coutumier extra-islamique, lui imposent un ensemble de conduites qui la détournent de l'épanouissement sexuel, tout en astreignant l'époux au devoir conjugal ; lui font défense d'acquérir plus qu'une instruction rudimentaire, tout en l'autorisant à commercer, à disposer de ses biens propres ; lui interdisent de choisir elle-même son conjoint, tout en la laissant user de son droit de vote ; lui voue un culte ostentatoire en sa qualité de mère, tout en l'exposant à se voir répudiée d'un mot par le père de ses enfants ; lui prescrivant d'engendrer de nombreux garçons, tout en alléguant la nécessité de nourrir la nichée pour la soumettre à l'homme. Sort cruel de l'épouse stérile, affectée d'une « tare » que, sous les pressions de sa belle-mère, la répudiation ou, plus souvent, le divorce, vient sanctionner ! « Angoisses des matrices vides, terreur de fausses couches, obsessions des naissances féminines, malchances des mortalités infantiles, telle est la quadruple hantise de la mère arabe¹⁰ », note un lettré, qui ajoute : « Les divers traumatismes du mariage imposé, de la défloration semi-publique, [exposition des draps tachés de sang après consommation du mariage], la crainte de la stérilité, le pharisaïsme du patriarcat, tout cela a pendant longtemps servi une mauvaise cause, celle de la crétinisation systématique de la femme¹¹. » Et l'homme, dira-t-on ? Tenu de verser une dot et de subvenir aux besoins de sa parentèle à lui (raison pour laquelle il a le droit à double part d'héritage), il se voit accablé de responsabilités, promis au pire des déshonneurs s'il se révèle impuissant, tout en se trouvant, la plupart du temps, dépossédé de toute initiative à l'extérieur¹².

Ce système est certes battu en brèche par les facteurs de la modernité, l'urbanisation en premier lieu¹³, mais

sans que cela ouvre véritablement la voie à une émancipation plénière. Ainsi de l'émigration, qui voue l'homme au déracinement, au célibat, à la déculturation, tandis que la femme, si jamais elle trouve un emploi d'ouvrière, ce sera – une sociologue le relevait après enquête sur le terrain – dans un cadre où « se combinent l'aliénation inscrite dans le salariat et celle qui impose le bas niveau culturel environnant : si la femme est tenue pour un sous-produit humain, la femme qui travaille, à peu près forcément dévoilée, forcément moins assujettie à ses statuts et rôles traditionnels, est autrement mais guère mieux considérée¹⁴ ». C'était en Algérie il y a vingt ans, mais qui oserait soutenir que, là comme ailleurs, la situation ait vraiment changé¹⁵ ? Aussi bien retrouvera-t-on cet aspect plus loin.

Situation qui tient sans doute à un état des mœurs (dont l'islam n'a certes pas le monopole), mais qui renvoie aussi aux paroles du Coran : « Les hommes ont autorité sur les femmes en vertu de la prééminence que Dieu leur a accordée sur elles, en raison aussi des dépenses qu'ils font pour assurer leur entretien¹⁶ ». Ainsi donc, quand l'ouvrière – et ses enfants – cesse, cas rarissime encore, de dépendre financièrement de son mari, celui-ci n'en conserve pas moins les prérogatives qu'il tient d'une grâce innée. Quant à la riche bourgeoise, censée avoir le droit d'acheter sa liberté à son conjoint comme d'administrer sa fortune sans rendre des comptes à ce dernier, lequel lui doit cependant l'obligation alimentaire, elle risque toujours de le voir installer sous le toit conjugal co-épouses et concubines. Rien d'étonnant si les premières féministes, des Égyptiennes, ont milité pour une réforme de la condition féminine au moyen de mesures législatives, sans rien changer par ailleurs à l'ordre existant et au nom de la « splendide *charia* »¹⁷.

Un demi-siècle plus tard la sœur musulmane Zeyneb el-Ghazali stigmatisait ces dames qui voulaient faire passer cette même loi canonique pour réactionnaire alors que la *charia* « assigne à la femme la noble tâche [...] de fonder une famille stable et cohérente », lui accorde « le droit à l'éducation, à la fortune, à la liberté d'expression et de discussion » (une prouesse accomplie par n'importe quel droit moderne !). Et M^{me} Ghazali de déplorer que « le travail de la femme en dehors du foyer » l'expose à toutes sortes de dangers « dans la rue, sur les lieux de travail, dans les transports en commun, au niveau de l'emploi et de la production, et avant tout dans le foyer¹⁸ ». Ce qui revient à refouler, scotomiser le fait gênant que la femme est alors victime d'un machisme, et aussi d'une répression sexuelle masculine, inhérents aux règles traditionnellement admises. Des règles en vertu desquelles, par exemple, un jeune campagnard musulman arrivant en ville présume « que toute femme qui se promène dans la rue au lieu d'être claustrée est sexuellement disponible¹⁹ ». Mais n'est-ce pas là un genre de

confusion dont le monde islamique est loin, très loin, d'avoir le monopole ?

Le foyer n'est cependant qu'un élément dans une structure qui englobe large : la famille élargie qui s'étend souvent jusqu'à prendre l'aspect du clan et, au-delà encore, de la tribu. Un agrégat d'une complexité extrême aux yeux de l'observateur profane où se mêlent frères et sœurs, demi-frères et demi-sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, et puis les oncles, qui ont parfois des pouvoirs de tutelle, les tantes et la nuée des cousins de toutes sortes, parenté de sang et parenté de lait amalgamées, un agrégat refermé sur soi e réglé notamment par des rapports financiers (héritage des femmes, par exemple, conduit, dans le modèle du mariage arabe notamment, à l'endogamie, le mariage entre cousins pour empêcher les biens de sortir du cercle familial). Un agrégat aussi où la personnalité de ses divers membres – masculins ou féminins – n'intervient pas pour peu dans la vie courante : ménages régis par des rapports de force dont le moindre n'est pas dû au fait, le cas échéant, que la femme dispose d'une importante fortune personnelle.

Est-il besoin de rappeler que l'Europe chrétienne a longtemps connu des formes d'organisation familiale assez voisines et que la femme y est restée juridiquement mineure jusqu'à une date toute récente ? Mais ce modèle-là a évolué à mesure que « la grande industrie, en sapant les fondements économiques de la famille ouvrière, en a bouleversé toutes les autres relations ²⁰ ». Un processus qui a pris des générations et dont chaque s'est inscrite dans des règles de droit accompagnant, voire suivant, la transformation des mœurs, de la vie domestique. Dans les pays musulmans, où la « grande industrie » ne s'est implantée que sur des points déterminés en créant des catégories d'ouvriers privilégiés au regard du reste de la population, l'introduction du droit civil occidental n'est nullement allée de pair avec pareille transformation, et, de toute façon, n'affectait guère le milieu rural ni les misérables populations urbaines pour lesquelles la loi coranique, souvent d'ailleurs maintenue en vigueur ou réintroduite par le pouvoir central, demeurait l'intangible expression du droit. Qui plus est, le système familial, ou clanique, lui-même hiérarchisé, s'est inséré dans un réseau de hiérarchies traditionnelles qui dispose de moyens étendus de contrôle (surveillance vétilleuse des membres du groupe, parfois même outremer) et de sanction (exclusion du groupe) ainsi que de connexions avec les autorités régionales et centrales : chefs de tribus, notables villageois, marabouts et autres dignitaires ruraux et urbains, dont les fonctions avaient d'ailleurs été reconnues, sinon renforcées pendant l'ère coloniale. □

Notes :

1 – Lénine, « De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion » (1909), Œuvres, Moscou-Paris, 1958, sq. vol. XV, p. 436.

2 – Anton Pannekoek, Lénine philosophe (1938), Paris 1970, pp. 30-31.

3 – Ibid, Les Conseils ouvriers (1942), Paris 1974, pp. 440-441.

4 – Ibid., p. 452.

5 – Marx, Engels, Lénine, Sur les sociétés précapitalistes, Paris 1973, p. 281 (Capital III)

6 – Id. et ci-dessous, ch. VIII

7 – Sur la condition de la femme arabo-musulmane, voir notamment Abd. Boudhiba, La sexualité en Islam, Paris 1975.

8 – Témoin le rôle imparti à la validé (sultane mère), seule à décider quelle pensionnaire du harem aurait accès à la couche de son sultan de fils. Et les chroniques ottomanes regorgent d'intrigues, aux retombées politiques ou administratives, que ces mêmes validés tissaient sans relâche.

9 – Cf. F. Menersi, Sexe, idéologie, islam, Paris, 1983, ch. VII.

10 – Abd Boudhiba, op. cit., pp.264 et 267.

11 – Ibid., p.284.

12 – C'est à la femme que revient, en cas de divorce, ce bien, de tous le plus précieux, le logement (la tente du nomade) ou le droit au bail (dans les grandes villes modernes).

13 – Par exemple, comme le souligne Abdelwahab Boudhiba, le passage du hammam à la salle d'eau induit une transformation radicale des conduites de propreté désormais banalisées et non plus ritualisées. Plus directe et importante encore dans ses effets, la crise du logement impose une cohabitation souvent malaisée avec une ou plusieurs belles-mères, l'isolement des femmes répudiées, avec leurs enfants, et ainsi de suite.

14 – M. Laks, Autogestion ouvrière et pouvoir politique en Algérie (1962-1965), pp.298-299.

15 – Cf. les témoignages d'ouvrières syriennes (1975-1976) dans le remarquable numéro spécial de la revue Soual, « Les femmes dans le monde arabe », n°4, 1983, Paris.

16 – Coran, XXIV, 33 ; trad. I. Gardet.

17 – Cf. « Huda Shaârawi (aperçu biographique) », Soual, op.cit., pp.19-22.

18 – Zeyneb el Ghazali, « Ces organisations féministes démolissent et n'édifient pas » (1979), Soual, op.cit., p.68-70.

19 – Rapport d'un sociologue marocain, cité par F. Menersi, op. cit., p.162.

20 – K. Marx, Œuvres, t I, p.993, (Capital I).

4. La force des choses

C E QUI CARACTÉRISE de nos jours les pays islamiques, c'est d'abord le désengagement de l'impérialisme, du moins sous sa forme directement institutionnelle et militaire. Un retrait, il va s'en dire, conforme à de nouveaux rapports de production. Pour reprendre une formule de Paul Mattick, désormais, « l'emprise directe paraît préférable à l'exercice direct du pouvoir, exactement comme le salariat a fini par se révéler supérieure à l'esclavagisme ¹ ». En 1940, ce même auteur écrivait : « Même s'il se fait que les colonies coûtent cher aux contribuables d'un pays impérialiste, elles ont néanmoins rapporté des profits inouïs aux groupes capitalistes participant à l'exploitation coloniale ². » Trente ans après, avec le recul du temps, il rectifiait ainsi cette formule : « Les profits du régime colonial vont à des particuliers, alors que ses frais sont réglés par la masse des contribuables ; mais la différence entre les uns et les autres ne peut à la longue dépasser un certain seuil, car il y a une limite à la capacité de prélever par l'impôt de quoi fournir les subventions nécessaires ³. » Et cela, d'autant plus, à partir du moment où le colonialisme se heurte à des insurrections armées.

Toutefois, les conditions socio-économiques ne font qu'ouvrir la voie à de nouvelles évolutions. Elles se font valoir comme la force des choses, mais à cette force, s'en opposent d'autres, et notamment celle des intérêts acquis que le changement voue au désastre. Le retrait de l'impérialisme a été obtenu parfois au prix d'horribles hécatombes, toujours par des pressions politiques acharnées. En effet, le régime colonial concernait une foule d'éléments métropolitains et de supplétifs autochtones : fonctionnaires, entrepreneurs et cadres, militaires de tous grades, aventuriers de toutes sortes... D'où la constitution de puissants groupes d'intérêts qui savaient pouvoir compter sur l'attentisme d'une bonne partie des exploités indigènes : l'aristocratie foncière, les *compradores*, la bourgeoisie rurale propriétaire ou marchande, les religieux traditionalistes, la petite-bourgeoisie urbaine (objet tour à tour des sarcasmes et des sollicitations des PC). Avec le retrait (partiel ou total) de l'impérialisme, et la nécessité de collecter par de nouvelles filières le capital destiné à l'investissement, une classe nouvelle prit son essor : la bureaucratie d'État, civile et militaire, et la bureaucratie d'entreprise. Cet essor se fit dans un sanglant désordre au terme duquel les bourgeoisies indigènes rallièrent le camp des vainqueurs, au prix de certaines concessions dans le domaine agraire, concessions parfois arrachées d'ailleurs de force par les paysans avides de terres.

Inutile de rappeler ici que le retrait de l'impérialisme, concomitant avec une prodigieuse expansion industrielle et agricole dans les anciennes métropoles,

n'a fait qu'altérer davantage encore la configuration socio-économique de base des ex-colonies et semi-colonies, soumises comme devant aux conditions du marché mondial lesquelles – on l'a déjà vu – ont pour effet de bloquer ou d'entraver toute possibilité de développement au moins relativement équilibré. Certes, les taux de croissance sont demeurés élevés dans divers secteurs (cimenterie et construction, cultures d'exportation, extraction minière et pétrolière, énergie électrique, fertilisants, etc.). Mais, il n'y a pas bien longtemps encore, on pouvait soutenir que « la proportion d'actifs engagés dans l'industrie manufacturière et l'industrie extractive [du tiers-monde] est plus faible que celle des pays développés vers 1800 ⁴. Vérité d'ordre statistique, certes, mais combien parlante !

Or, tandis qu'en Europe occidentale la surpopulation massive engendrée par l'expansion du capital, aux frais de la petite exploitation agricole, de l'artisanat traditionnel et des petits métiers, finissait par trouver un exutoire soit dans cette expansion même, soit dans l'établissement stable dans les « espaces vides » d'outre-Atlantique, les populations musulmanes « surnuméraires » de notre époque voient se boucher ces issues, l'émigration moderne ne donnant en général accès qu'à une condition précaire. Parlant de « la dissolution si terrible et si dégoûtante des anciens liens de la famille », Marx concluait par cette métaphore brutale mais optimiste : « Dans l'histoire comme dans la nature, la pourriture est le laboratoire de la vie ⁵. » Mais aussi on désigne par « pourritures » certaines maladies des tissus...

Le cas de l'Égypte, le plus évolué à tous les égards de tous les pays musulmans, est particulièrement éloquent. L'État égyptien, malgré la gabegie et la corruption inhérente à tout édifice capitaliste, n'a pas été ménagé des efforts du fellah. Après avoir commencé à monopoliser le commerce extérieur pendant la Deuxième Guerre mondiale, il a pris en main la gestion de la majeure partie des grands moyens de production et d'échange, lancé et réalisé de gigantesques programmes d'investissement non directement productifs (barrages, irrigation, routes, etc.). Pourtant, comme le souligne un bon expert ⁶, « malgré un important développement industriel depuis 1914, malgré le développement plus important encore du commerce entre 1882 et 1914, malgré l'effort accéléré de développement administratif depuis 1945, enfin malgré le développement agricole non négligeable surtout avant la Première Guerre mondiale, le revenu par tête est demeuré à peu près stable, en raison de la forte progression démographique ». C'était il y a vingt ans, mais en dépit d'une vive croissance, accélérée encore à partir de la fin des années 1960, il ne semble pas que la situation se soit beaucoup améliorée depuis lors.

Sous l'égide du socialisme militaire à la Nasser, la réforme agraire n'a pas changé grand-chose à la miséra-

ble condition des paysans sans terre ou presque (80% de la population sont employés à tiers temps), ni l'urbanisation sauvage, celle des déshérités des villes survivant au jour le jour à l'aide d'expédients, à moins que les uns ou les autres n'aient la possibilité d'opter pour l'émigration vers les pays pétroliers. Le grand domaine où le nouveau pouvoir a su par contre développer et innover, c'est celui des moyens de pression sur la population : répartition de l'eau, des engrais et des machines agricoles, dans les campagnes, octroi de logements, dans les villes, offres de postes dans la fonction publique (qui en Égypte compte plusieurs millions d'agents), sans parler des réseaux de mouchardage mis en place par le parti unique...

Le « flux du capital », dont parlait autrefois Henryk Grossmann, n'est arrivé en terre d'Islam (et ailleurs) « sous sa forme la plus achevée », celle d'usines clés en main, que dans de modestes proportions. Composé principalement de prêts d'État à État ou encore accordés par des banques privées avec la garantie du Trésor de leur pays (donc, en dernière analyse, celle des contribuables de ce pays), notablement accru vers la fin des années 1960 avec le rétrécissement des champs d'accumulation en Occident, puis, plus encore, avec le pain béni du « recyclage des pétrodollars », ils ont été le plus largement utilisés pour nourrir tout simplement la population du pays emprunteur, le reste allant surtout à la construction et aux industries légères qui offrent des rendements rapides. D'où à la fois un surendettement sans précédent et un certain démantèlement du dispositif étatique ou para-étatique (« coopérativiste ») mis en place en 1962-1969. Ainsi voit-on triompher l'affairisme. Ainsi voit-on en Tunisie, par exemple, la fourchette des revenus, qui allait de 1 à 36 en 1966, atteindre maintenant de 1 à 45⁷.

L'échec aujourd'hui patent du socialisme nassérien a

été aussi en fin de compte, celui de l'idéologie à laquelle, sans renoncer officiellement à l'islamisme, il s'était rattaché : l'arabisme, l'idéologie nationaliste, étatique et, dans le fond, laïcisante des partis baasistes d'Irak et de Syrie, propre à des pays multiconfessionnels et finalement instrumentalisée par des bureaucraties militaires. Notons que l'arabisme, dirigé contre l'étranger, le colonialiste, a connu sa plus grande extension à l'époque même où se dessinait le retrait de l'impérialisme, justifiant de la sorte l'idée selon laquelle « il est dans la nature de l'idéologie de gagner en intensité ce qu'elle perd en validité pratique⁸ ». □

Notes :

1 - P. Mattick, Marx et Keynes, Gallimard, 1972, p.325.

2 - Anonyme (P. Mattick), « The War is Permanent », Living Marxism, V, I, Spring 1940, p.6.

3 - P. Mattick, op. cit., p.328.

4 - P. Bairoch, Le Tiers-Monde dans l'impasse, Paris 1971, p. 174.

5 - K. Marx, Œuvres, t. I, p.994-995, (Capital I)

6 - Hassan Riad, L'Égypte nassérienne, Paris 1964, p.165, cf. B. Sarel, « Révolution par le haut dans les campagnes égyptiennes », Les Temps modernes, 274.

7 - P. Balta, « La Tunisie des frustrations », II, Le Monde, 1-II-1984.

8 - K. Korsch, Marxisme et contre-révolution, (S. Bricianer éd.), Paris 1975, p. 258.

5. Les Frères musulmans

LA VALIDITÉ PRATIQUE, elle était le propre d'une autre forme de conscience profondément enracinée dans l'histoire et la vie quotidienne à savoir l'islamisme, un mouvement incarné avant tout en Égypte (et ailleurs), par les frères musulmans. Le fondateur des Frères, Hassan al-Banna, ne semble pas avoir été un penseur réellement original, chose secondaire, d'abord parce que l'originalité de pensée – si chère à l'individualisme bourgeois – n'a guère de place dans l'islam, où l'on prétend se référer aux principes établis une fois pour toutes par le Prophète ; ensuite et surtout parce qu'elle compte pour peu de chose en matière d'idéologie de masse. L'innovation fondamentale de Banna, se situait sur un plan tout différent, où le poids des conditions actuelles l'emportait d'ailleurs largement sur celui des éventuels précurseurs doctrinaux. Cette innovation consistait en effet à associer la volonté de restauration

de l'islam, dans la représentation que Banna se faisait de sa pureté originelle, avec la création d'une organisation hautement hiérarchisée, inconditionnellement soumise à un « guide » charismatique et ayant vocation à rassembler « les grands et les notables, les groupes et les partis, en vue de réaliser « le programme de l'islam¹ ».

Jusqu'alors, le grand parti égyptien avait par excellence été la Wafd, « association de clans appartenant aux classes dirigeantes et de politiciens de carrière² », et qui devait ses succès électoraux, parfois massifs, un peu à ses aspects laïcisants, qui lui valaient les suffrages de l'importante minorité copte, et beaucoup à ses déclamations contre l'étranger et à son hostilité au palais, sans parler des pressions sur les villageois au fin fond des campagnes. Mais l'appui qu'il apporta bon gré mal gré aux Anglais pendant la Deuxième Guerre mondiale, puis la défaite militaire devant Israël, finirent par le déconsidérer complètement. Face à cette formation électoraliste, les Frères optèrent pour l'organisation de masse de type

moderne³. Moderne, oui, en ce sens qu'elle reproduisait au niveau de son appareil de direction la structure pyramidale de l'État. Tout semble indiquer cependant que cette forme d'organisation s'est constituée de façon en quelque sorte spontanée. Rien ne donne en effet à penser que Banna et ses adjoints se soient beaucoup intéressés à celle du fascisme italien, dont la leur se rapproche à bien des égards, amis dont les principes laïques devaient les pénétrer d'une sainte horreur et dont le principe corporatiste leur restait étranger. Et pas plus à celle du léninisme, avec son positivisme et ses corroies de transmission syndicale ou autres.

À la fois confrérie et parti politique, l'Association des frères musulmans fonctionne d'ailleurs tout autrement. Fondée sur un réseau de cellules locales (les « familles ») liées entre elles par leur rapport au « guide général », elle disposera d'écoles et de dispensaires, de coopératives de consommateurs, d'entreprises industrielles et commerciales, après son essor foudroyant à la fin des années 1940, époque où elle aurait compté quelque 2 millions de militants actifs et autant de sympathisants. C'est aussi à ce moment, où le problème de reconstruire une société ruinée se posait en termes brûlants, qu'apparaissent chez Banna des préoccupations socialisantes (qu'il retrouvait, il va de soi, dans les versets du Coran). Soit dit en grossissant sensiblement le trait, car ces idées ne figurent que de façon éparses et floues dans ses *Lettres* ; ne voulait-il pas voir restituer au peuple égyptien les biens des « étrangers usuriers », corriger les iniquités inhérentes à la propriété privée au moyen d'une réforme agraire (avec « justes compensations »), d'un impôt progressif sur les revenus et la fortune, d'un système de protection sociale, etc., ce qui n'allait pas sans un élargissement des interventions de l'État ? Ce programme politique, ce ne furent pas les Frères mais les Officiers libres, le socialisme militaire nassérien, qui en prirent en charge la réalisation. Outre la nationalisation par étapes des grandes entreprises (étrangères ou non) et une plus que timide réforme agraire, le nouveau régime créa des caisses de chômage et d'assurance-maladie ainsi qu'une participation ouvrière aux bénéfices (que le truquage généralisé des comptabilités rendait largement illusoire). Seulement, les salaires s'en trouvèrent amputés d'autant⁴ car dans des conditions de sous-développement, sans gains notables de productivité ou mise en valeur de ressources naturelles nouvelles, on ne saurait socialiser une partie du salaire sans en réduire la partie directement versée au travailleurs. Quant au projet, cher à Banna, d'étendre l'oumma à l'ensemble de l'Islam, s'il connut un début d'exécution, ce fut dans le cadre de l'arabisme, lors de l'éphémère fusion Égypte-Syrie.

Sans rejeter pour autant « le système représentatif et la Constitution », laquelle réclamait certes une réforme,

Banna voyait dans les partis traditionnels autant de facteurs de division. Mais cela n'empêchait nullement les Frères, dans leur optique frontiste, de contracter et de rompre tour à tour des alliances avec le Palais, notoirement corrompu, avec le Wafd, qui s'en tenait à la piété privée, et avec les communistes impies. D'où aussi des scissions en chaîne puis, après le putsch des Officiers libres (juillet 1952), auquel ils fournirent la base de masse indispensable à sa réussite durable, des ralliements massifs au nouveau régime (de même, d'ailleurs, que chez les léninistes égyptiens). Ce qui permettait ces palinodies, c'était sans doute l'indifférence aux combinaisons politiques du fellah et du citadin misérable, absorbés par les problèmes de la vie quotidienne, mais aussi le caractère par définition interclassiste du mouvement : artisans, boutiquiers, notables ruraux, la composante conservatrice ; petits fonctionnaires, jeunes officiers, enseignants, la composante socialisante. Leur élément de cohésion, c'était l'anticolonialisme militant qui valut aux Frères dissolutions et vagues d'arrestations, de condamnations et d'assassinats (Banna notamment tomba victime de la police politique du roi Farouk en 1949), mais que la désorganisation chronique et les contradictions internes de l'appareil répressif leur permirent de surmonter. C'était aussi une volonté, mille fois proclamée, d'épuration, de désoccidentalisation des mœurs. Assez pour acquérir, avec sans doute beaucoup de vaillance et d'application, une base de masse, mais pas assez pour ne pas voler en éclats quand le régime nassérien qui avait repris à son compte, poussé par les circonstances, leur programme socialisant, décida de les éliminer de la scène politique au profit de son propre parti unique.

Le régime militaire se débarrassa des Frères musulmans tout simplement en les envoyant au bagne (terrorisme d'État). C'est de cette façon, au demeurant, que d'autres nations de l'Islam ont réglé, quand il se posait, le « problème communiste ». Ainsi de l'Indonésie, où, en 1963-1964, à la suite d'un putsch manqué la répression s'abat sur les « communistes », une campagne d'extermination qui frappe les paysans pauvres qui s'étaient emparés des terres des grands propriétaires fonciers ; on parle de 300 000 à 500 000 morts, des tortures et des déportations en masse dans des lieux inhospitaliers venant s'ajouter encore à l'horreur de ce massacre. De même en Iran, lorsque les Soviétiques évacuèrent l'Azerbaïdjan iranien (décembre 1947), puis après un attentat manqué contre le chah (1949) et la chute de Mossadegh (août 1953), enfin, la chasse aux « gauchistes » puis aux militants du Toudeh déclenchée par les khomeinistes. De même en Irak (la coopération entre baassistes et communistes reprenant d'ailleurs après la persécution). De même encore au Soudan... L'Occident, la Russie, il est vrai, ont donné, bons premiers,

l'exemple.

Seuls quelques noyaux durs, des groupuscules islamistes se reconstituèrent après cette période noire pour les Frères. Les plus activistes d'entre eux recrutent majoritairement parmi les intellectuels déclassés, sans attaches ni fonctions sociales définies.

Comme un sociologue le note, après enquête sur le terrain et étude d'échantillon : « Le milieu qui est le plus gros pourvoyeur de militants islamistes est la tranche d'âge des 20-25 ans qui réside dans les quartiers désordonnés situés à la périphérie des grandes villes [...] Ils sont les enfants de l'exode rural et arrivent dans les banlieues avec des coutumes dépassés. Et, contrairement à leur attente, la scolarisation, fut-ce dans l'enseignement supérieur, ne leur donne pas les clefs de la modernité »...⁵ À la veille de la révolution de 1848, le saint-simonien Vidal, dans le langage du temps, excessif, emprunté à l'antique, déclarait déjà les « prolétaires d'intelligence, déclassés, [...] destinés à devenir les meneurs, les chefs des mécontents, à fournir des Catilina et des Spartacus pour une guerre sociale⁶ ». Comme quoi, dans des conditions changées, cet élément social particulier, instable par nature, est susceptible des évolutions les plus opposées : ici, moderniste ; là, obscurantiste.

Ces déclassés puisent leur inspiration chez Saïd Qotb, non celui de la première phase, qui s'était employé à systématiser la pensée sociale de Banna, mais celui de la seconde. En effet, Qotb, jeté au bain (il sera pendu en 1966), pousse alors sa réflexion dans une direction moins profane pour arriver à cette idée, qu'un bon spécialiste résume par ce slogan : « Tout le pouvoir à Dieu seul !⁷ » De quoi s'agit-il ? « Pas de souveraineté autre que Dieu », dit Qotb, « pas de loi que de Lui, pas de pouvoir politique de quelqu'un sur autrui, car tout pouvoir est à Dieu⁸ ». Ou encore, cette proclamation activiste : « Instaurer le règne de Dieu sur terre, supprimer celui des hommes, enlever le pouvoir à ceux de Ses adorateurs qui l'ont usurpé pour le rendre à Dieu seul, donner autorité à la Loi divine seule et supprimer les lois créées par l'homme... tout cela ne se fait pas avec des prêches et des discours⁹ ». C'est là un appel à rétablir sur l'ensemble des terres d'islam l'État-communauté de Médine (lequel vivait en partie de razzias), dirigé par le prophète pendant l'hégire. Qotb, formé dans une école normale laïque, qui a séjourné trois ans aux États-Unis en qualité d'expert en pédagogie, en arrive de la sorte à une vision d'avenir où à une aspiration libertaire diffuse – ingrédient immanquable de tout élan subversif ! – quelles qu'en soient les fins, se mêle un archaïsme totalitaire et fumeux, mais qui n'en a pas moins une portée pratique : les cadavres de Sadate et de quelques autres en font foi.

Plus exactement : cette portée pratique réside dans la dissuasion que, jointe à des forces d'une toute autre

puissance, la militance politico-réligieuse exerce, par sa disponibilité à la terreur individuelle, ou à la prise d'armes (Héliopolis 1974 ; Assiout 1981), sur le pouvoir d'État, lequel a pour pente naturelle la séparation de l'État et de la religion. Une pente à déclivité assurément faible, semée d'innombrables obstacles, mais par où passe obligatoirement l'essor des forces productives et donc des niveaux de vie. L'atteste éloquemment l'exemple du Japon,

Avec la désacralisation du Mikado et la fin du shintoïsme comme religion officielle (imposées en 1945 par le vainqueur), bref, la laïcisation de la vie publique, facteur d'ouverture à l'innovation technique¹⁰. Sans aller aussi loin, les pays musulmans les plus évolués, en premier lieu la Tunisie, sont contraints soit de procéder à une refonte du droit civil en vigueur, soit de la renvoyer aux calendes. Ainsi, dans un sens, en Algérie, le statut personnel, mixture de règles coraniques et de droit coutumier, se trouve plus d'une fois adapté en matière de décisions de justice (souvent prononcées par des magistrats). Ainsi s'est constitué une jurisprudence que vient de ratifier le nouveau code de la famille (envisagé dès 1962 !). Si des ajournements répétés révèlent le poids de l'obscurantisme, et du jeu changeant des rapports de forces au sein de l'appareil d'État qu'il inspira, le poids des réalités, quant à lui, impose des ajustements en chaîne et en rupture évidente avec les canons de l'islam (on parle maintenant de limitation des naissances !), lesquels consacrent l'évolution des rapports sociaux, la diffusion des rapports capitalistes et ses effets (archaïsme criant des procédures de tutelle et de divorce, extension du travail féminin...). De même, en Égypte, malgré les vives pressions des Frères musulmans, l'adoption d'une législation tirée de la *charia*, à l'étude depuis 1977, paraît moins que jamais à l'ordre du jour¹¹. Subsiste donc un statu quo, dont force est aux Frères de s'accommoder : clairement l'inéluctable relâchement de l'institution familiale traditionnelle se rit de leurs braillements vengeurs. En revanche, la menace que les propagandistes islamistes et leurs pistolets-mitrailleurs font planer sur les dirigeants politiques a une toute autre efficacité, dans le sens d'un freinage.

Par ailleurs, les mécanismes bien connus de la récupération fonctionnent à plein. Alors que la répression balaie les groupuscules islamistes – les « barbus », comme on les appelle, et leurs « émirs », comme ils appellent leurs leaders –, qui finissent d'ailleurs par réapparaître avec une idéologie remise au goût du jour (la « révolution populaire » à la Khomeiny étant la dernière en date), les Frères vétérans, qui font campagne sans un mot pour dénoncer la corruption généralisée à tous les niveaux de la vie sociale (système de gouvernement dont ils sont les premiers bénéficiaires), insèrent dans leur jeu de cartes électoral l'atout des « martyrs » de la cause, ces garçons qui les méprisaient tant...

Ces Frères musulmans-là sont à l'œuvre dans des conditions changées. Les temps du régime semi-colonial sont révolus : disparus les investissements directs et la présence militaire de l'étranger, subsiste la dictature cachée du marché mondial. Quant au capitalisme d'État à la Nasser, il a dû s'accommoder d'un phénomène sans précédent à pareille échelle : la source du flux de capitaux qui vont au secteur privé, celui des investissements aux retours rapides et élevés, se trouve dans la masse de devises rapatriées par les quatre millions d'Égyptiens qui travaillent dans les États pétroliers arabes, le gros des forces de travail masculines du pays. On comprend mieux dès lors pourquoi, de l'aveu général, les leviers de commande de ce secteur « sont entre les mains d'anciens Frères musulmans qui ont vécu en exil et sont revenus en Égypte une fois fortune faite ¹² », une fortune dans laquelle les liaisons avec la mafia des Frères des pays d'accueil et autre pétro-émirs ne sont sûrement pas pour rien. Balayé le côté socialisant ! Aussi bien les thèses de Banna et du Qotb première manière n'ont-elles jamais été acceptées que du bout des lèvres par nombre de frères dirigeants. Ne manquait-il pas à leurs auteurs l'aval des docteurs de la loi ? Des gens qui se figuraient pouvoir disserter de religion sans être passés par l'Ahzar, la prestigieuse mosquée-université du Caire !

Le courant porteur des Frères est donc plus que jamais l'archaïsme, un archaïsme épuré du peu qu'il pouvait charrier de favorable à l'interventionnisme étatique, auquel il laisse cependant la charge de l'investissement lourd, non rentable, laquelle repose en dernière analyse sur le dos du fellah ; un archaïsme qui fait coïncider frissons sacrés et pieuses ferveurs avec le calcul égoïste. En témoignent les propos de Muhammad al-Ghazali, un Frère bien en cour auprès des pétro-émirs et dont les avis sont révévés parmi les siens, définissant ainsi le champ d'application d'un « code islamique sur lequel veilleront islamiquement les autorités musulmanes » : « les lois de la famille, des rapports sociaux, des peines et du talion » ¹³.

Lapidation, flagellation, bastonnade, amputation de la main qui a volé, dans les pétro-émirats, en Iran, au Soudan, il ne s'agit pas toujours là, on le sait, de paroles en l'air. Et le paradoxe veut qu'au Pakistan, ce soient des fanatiques adeptes de Maudoudi, coupables d'avoir perturbé un meeting électoral du très islamique dictateur du pays, qui s'en sont à leur tour aperçus récemment quand le fouet du bourreau est venu leur déchirer les chairs...

De bons esprits, soucieux de ne pas alimenter le raciste anti-arabe, qui a de tout autres causes, jugent bon d'expliquer que ni le Coran ni le Hadith ne prescrivent pareils supplices. L'ennui, c'est que ces opinions, à les supposer fondées, sont réservées au public occidental. D'autres exposent que la militance islamique refuse les valeurs occidentales faute d'être assez... occidentalisée.

Ainsi du délicat humaniste qui assure : « L'islamisme rejette certes les catégories de l'Occident, mais exprime aussi la résistance d'une partie du peuple à l'oppression des socialistes verbeux et refuse de plus en plus les impostures de l'État. Le manque de liberté, l'absence de démocratie, le parti unique et le système totalitaire donnent forcément naissance à des phénomènes d'opposition où l'irrationnel de la foi l'emporte sur une pensée structurée ¹⁴. » Mais tout indique au contraire qu'on se trouve là devant une pensée bel et bien structurée, qui a pour visées de conserver l'ordre établi, tout en ouvrant plus largement aux initiatives du capital privé, et de raffermir ses bases naturelles, les institutions traditionnelles, aujourd'hui ébranlées non par les « catégories de l'Occident », mais par la vie urbaine, le travail d'usine et de bureau, et le reste.

Partout dans le monde arabe, les Frères musulmans sont présents, avec l'affairisme, qu'ils participent au pouvoir (Jordanie, Koweït) ou forment l'opposition militante (comme en Syrie, où l'appartenance aux Frères est punie de mort), ou sont tolérés par les autorités (Maghreb) ¹⁵, de même que les groupuscules islamistes d'intellectuels déclassés (dans la mesure où ceux-ci se bornent à faire la police des mœurs). Encore que leurs exactions soient souvent aussi insupportables que la drague à laquelle ils disent vouloir soustraire la femme en la voilant et en la claustrant. « J'ai entendu, rapporte un romancier connu, les plaintes des ouvrières de la Sonelec, à Sidi Bel Abbes, agressées dans la rue par les fanatiques. Ils leur reprochent de travailler dans un pays où beaucoup d'hommes sont encore chômeurs. Cela veut dire, bien sûr, que les femmes passent après, toujours après les hommes ¹⁶. » Cela veut dire surtout que les arguments de la militance islamiste sont *mutatis mutandis* ceux de l'extrême droite ouest-européenne s'indignant que Maghrébins, Turcs ou Pakistanais occupent des emplois qui, selon elle, devraient revenir à des concitoyens chômeurs. Cela veut dire surtout que patron(ne)s privés ou d'État ont un avantage évident à sous-payer le travail féminin. Mais, en occurrence, il est significatif que l'accent est porté sur une conduite sociale, et non plus sur le code religieux qui veut qu'une femme dévoilée – comme c'est en général une ouvrière sortant de son travail – soit « nue », indécente. Bien qu'ils en aient, les fanatiques eux-mêmes sont contraints de changer. □

SERGE BRICIANER * ■

* De Serge Bricianer, nous avons déjà publié : « Le poème s'éclipse devant ses conséquences », suite de textes autour du poète Ghérasim Luca (Oiseau-tempête, n°4, hiver 1998). Disponible sur le site web d'OT. Cf. aussi : « Serge Bricianer, des nuances du noir et du rouge vif » (Oiseau-tempête, n°2, automne 1997), ainsi que la présentation faite par Ab irato, in Serge Bricianer,

Une étincelle dans la nuit – Islam et révolution en Iran 1978-1979, *Ab irato*, 2002. <http://abirato.internetdown.org>

Notes

- 1 – *Sur ces points comme bien d'autres, j'utilise très librement C. Carré et G. Michaud, Les Frères musulmans (1928-1982), Paris 1983.*
- 2 – *Hassan Riad, op. cit., pp. 203-211.*
- 3 – *Cf. L'organigramme des Frères in Carré-Michaud, p. 26*
- 4 – *Cf. Hassan Riad, op. cit., p. 229-230.*
- 5 – *G. Kepel, Le Prophète et Pharaon, Seuil, Paris 1984, p. 211-212.*
- 6 – *F. Vidal (1846), cité par J. Delevsky, Les Antinomies socialistes et l'évolution du socialisme français, Paris 1930, p. 196.*
- 7 – *Carré-Michaud, op. cit., p. 94.*
- 8 – *Cité par Carré-Michaud, p. 95.*
- 9 – *Cité par G. Kepel, op. cit., p. 56.*
- 10 – *Et donc l'accumulation du capital, réalisée notamment par la surexploitation des ouvrières : 40% de la main d'œuvre industrielle, avec un salaire qui représente en moyenne 43% du salaire masculin et qui reste inférieur de beaucoup*

à celui des travailleurs immigrés en Europe de l'Ouest. Le beau miracle que le « miracle japonais » !

- 11 – *Les porte-parole autorisés du parti au pouvoir en Égypte se plaisent du reste à le souligner : « La législation islamique est déjà appliquée sauf en ce qui concerne certains détails du droit commercial et criminel », les questions du prêt à intérêt et des châtiments corporels. Cf. la correspondance de A. Buccianti, Le Monde, 9 mai 1984.*
- 12 – *Cf. G. Kepel, op. cit., p. 106.*
- 13 – *Cité par Carré-Michaud, op. cit., p. 112.*
- 14 – *T. Ben Jelloun (compte rendu de l'ouvrage de Gilles Kepel), in Le Monde, 6 mars 1984.*
- 15 – *Sur tout cela, cf. Carré-Michaud, op. cit.*
- 16 – *K. Yacine, Le Monde, 4 avril 1984.*



● **AU SOMMAIRE DU NUMÉRO PRÉCÉDENT**

(OT n°10, printemps 2003) : ● Régler son compte à Jules Ferry et à la République réactionnaire – Le retour du religieux dans la recomposition idéologique – La foi dans l'État social made in Germany – Le décervellement de l'Année de la Chine, la soumission confucéenne à l'État – Utopie libertaire dans l'Empire du milieu – Invectivopharismes – Street Voice – U, U Dada, U, U Dada – Laissons le pessimisme pour des temps meilleurs, au Québec, à Rennes, aux USA et en Afrique du Sud – L'Ultra-gauche entre crétinisme et néo-bolchevisme – La politique du chef populiste au Brésil (entretien).

Les numéros 1 à 9 (1997-2002) sont épuisés, mais les textes publiés dans la revue sont consultables sur le site web de Oiseau-tempête :

<http://oiseautempete.internetdown.org>



**Abonnement de soutien pour trois numéros
à Oiseau-tempête : 20 € – CHÈQUE A L'ORDRE D'AB IRATO**

Descendance

Anna m'écrit de Cracovie,
elle dit que le ciel est un fantôme vêtu de gris
malgré les nouveaux néons du capitalisme,
que les gens se prennent au sérieux,
qu'ils ont remplacé le bagout léger des rêves
par une lourdeur empressée.

*Tout corps chargé d'illusions augmente son poids
lors de l'impact avec la réalité.*

Elle aurait aimé que je sois avec elle,
que nous aurions pu visiter les villages
de New Riby et de Wisniowia s'ils existent encore
où tant de Toméra et de Mucha ont travaillé, sué,
été cravachés, roués, courbaturés sur ces milliers d'hectares
de champs de patates, se sont saoulés et ont copulé
Tant et plus pour que je me retrouve ici,
à jurer comme le dernier des Polaks au beau milieu
de nulle part de cette verdoyante vallée de Saône-et-Loire
contre cette BX d'occas,
encore en panne. □



● ILYA GREEN, *The mother qui fait peur* ●

Entre Dijon et Nancy

Les néons blancs crépitent sur son visage,
de ses cheveux collés contre des rides
s'écoulent des sueurs
qui tachent le col de la blouse bleue,
elle frotte, insistante et courbée,
les ecchymoses du carrelage
d'un balai-brosse démesuré,
en forçant sur ses mollets violets de veines
éclatées,
j'évite hagard son chariot de munitions
à sulfater les bactéries
et gerbe dans l'évier un restant d'ineptie.
Ses yeux fatigués s'accrochent
comme des crocs dans ma nuque
puis indifférente s'en retourne à son chantier,
elle, qui efface dans l'aire de la nuit,
les empreintes des allées et venues.
Il me faut de ce café fort et dégueulasse
pour traquer la piste de l'humanité perdue. □

Express

Arrêt.
Croisement furtif des regards
encadrés par le halo blanc cassé
des néons des wagons de la rame d'à côté.
Le temps que Dieu technicien
envoie son hasardeuse bénédiction
sur les rails sécurisés.
Le temps de feindre l'ignorance
chacun semblant hautain
mais gêné
des importuns semblables
de l'autre train
empesés sur les sièges éprouvés
maudissant ce temps mort
qui retarde le sprint conquérant du légendaire
empressement humain
vers
des boulots pâlots
des énervements fermes et catégoriques
des rendez-vous inutiles
d'immanquables célébrations
des ennuis planifiés
d'incurables prétextes
des calendriers à suspendre
des paperasses réglementaires à expédier
des espérances reconjuguées à l'imparfait
des amours désirés non vécus irrémédiablement
déçues.
Empressement à franchir la ligne
d'arrivée du tohu-bohu du dérisoire.
Départ. □



BRUNO TOMERA ■

Ils attaquent la semaine des 4 jeudis ! Les temps mystifiés

« Le temps est tout, L'homme n'est plus rien ; il est tout au plus la carcasse du temps »
Marx, *Misère de la philosophie* (1847)

Une manif virtuelle pour une contestation virtuelle

Les syndicats appellent à des grèves en ordre dispersé (le 18 janvier à La Poste, le 19 janvier à la SNCF et à EDF-GDF, le 20 à l'Éducation nationale et pour l'ensemble des fonctionnaires), n'ayant d'autres résultats que de mettre en spectacle l'impuissance ambiante. On frustre la colère, on la contient, on l'empêche de s'exprimer, en organisant des manifestations plan-plan et en lançant des mots d'ordre contradictoires : ils associent délibérément la défense des 35 heures à l'augmentation des salaires... alors qu'un des effets principaux de cette loi a été justement un gel des salaires. En revanche, quand il y a un contenu réel, une hargne d'en découdre qui ne se réduit pas à défendre des « acquis » qui ont cessé d'exister, une envie réelle de trouver d'autres solutions et d'autres moyens pour se sortir de ce malaise, les syndicats sabotent le mouvement social, comme cela a été vu avec les enseignants au printemps 2003 ! Le seul contenu de ces manifestations saucisson qu'ils organisent, est de nous amener aux élections : le seul échappatoire qu'on nous propose est de voter pour ceux-là même qui, il y a quelques années, nous avaient habilement imposé les « 35 heures » en échange d'un salaire qui n'évoluerait plus et d'embauches qui n'ont jamais eu lieu, un partage de la misère en quelque sorte.



**Tract
Oiseau-tempête
distribué à Paris
et en province,
lors des diverses
manifestations de
février 2005**

« L'exploitation, c'est quand vous voulez, où vous voulez ! »

Que sont les « 35 heures » sinon, pour la plupart d'entre nous, la semaine des 4 jeudis ? Une dégradation accélérée des conditions de travail par son intensification et un appauvrissement réel. L'annualisation du temps de travail, c'est sa flexibilité accrue, c'est l'obligation pour les salariés de travailler au rythme de la production et selon les contraintes de l'entreprise (travail de nuit et le week-end) ; c'est aussi une réorganisation complète et efficace des tâches pour augmenter la productivité du travail, avec en prime une chasse au temps morts, aux temps de pause, aux postes « doublons », à l'absentéisme et, au final, une pression temporelle toujours plus forte pour répondre aux délais de production ou aux clients. Cette loi n'a fait qu'accroître la multiplication des emplois au rabais, précaires, payés au rendement ou à la tâche dans un contexte de progression constante du nombre d'accidents du travail dans certains secteurs comme le BTP ou les services.

Les « 35h de gauche », c'est la combinaison de la flexibilité induite par l'annualisation du temps de travail et du blocage des salaires. Ce « pas de gauche » est suivi du « pas de droite » que dénoncent aujourd'hui les syndicats. Ce dernier n'est pourtant que le prolongement du mouvement que la gauche a initié : un assouplissement encore accru de la gestion de la durée du travail et un asservissement total des salariés aux variations de la production.

Cela a commencé par 35h payées 39 (mais sans augmentation de salaire), puis, très vite pour les nouveaux salariés, cela a été 35h payées 35 ; dans l'avenir, ce sera pour beaucoup 37h payées 35, etc. Et, dans tous les cas, sans augmentation de salaire. Etant donné que cela ne suffit pas, le décret sur le lundi de Pentecôte introduit le travail gratuit d'une journée par an (comme dans les anciens pays dits socialistes). Enfin, la nouvelle loi sur les retraites, c'est l'injonction et l'obligation de travailler plus longtemps soi-disant pour « sauver les retraites ». Notons que nous vivons une époque où il faut tout « sauver », les retraites, la sécu, les emplois et même les 35 heures ! De fait, à l'allure où vont les restructurations et les licenciements, on ne nous donnera pas l'occasion (bien qu'on en n'ait franchement pas l'envie) de travailler après 60 ans : on nous montrera la sortie avant en nous disant de nous débrouiller pour survivre avec une retraite de misère. D'ailleurs,

« Pensez à souscrire votre PERP - Plan d'Épargne Retraite Populaire - dès aujourd'hui ! », nous dit la Poste, banque nouvelle mode.

Le temps nous échappe de plus en plus.

Si nous nous abîmons toujours au travail, nous sommes aussi de plus en plus dépossédés de la maîtrise de notre temps, pour le peu qu'il nous en reste encore non déterminé, d'une manière ou d'une autre, par la société capitaliste dans laquelle nous vivons. Avant l'industrialisation, l'activité en général était la mesure du temps ; avec le capitalisme, le rapport s'est inversé : c'est le temps qui devient la mesure du travail... et du non-travail. Nous sommes devenus la « carcasse du temps » industriel. Et ce temps industriel nous marque physiquement, dans notre propre corps : combien sont ceux qui font les « 3 / 8 » et/ou travaillent de nuit et n'arrivent plus à trouver le sommeil bien avant d'arriver à la retraite ? Combien sont ceux qui « tiennent le coup » pendant des années à des rythmes infernaux et dont le corps lâche une fois « libéré » du travail ?

Et dans le même temps, on nous propose des loisirs, du prétendu « temps libre » parce qu'il serait séparé de l'univers du labeur. Le temps de loisir est depuis toujours un temps de consommation et de défoulement soumis aux mêmes rythmes, aux mêmes principes de rentabilité que celui de la production. L'INSEE ne mesure-t-elle pas les « budgets-temps des ménages » ? Les entreprises ne proposent-elles pas à leurs salariés des « comptes-épargne-temps » pour « capitaliser » du temps libre ? Cette valorisation-dépossession du temps prend des allures idéologiques quand elle se targue de nous offrir une « autonomie » croissante et des « potentialités de réalisation de soi » au travail et dans la vie. Cette séparation apparente entre le temps de travail et celui dit « libéré » n'a jamais existé depuis la naissance du capitalisme.

De nouveaux acquis sociaux ?... le guichet des réformes est fermé !

Le slogan « Travailler moins pour travailler tous et vivre mieux ! » est finalement bien plus qu'une mascarade. Le problème n'est plus aujourd'hui de revendiquer une réduction toujours plus grande du temps de travail.

En ce sens, nous avons bel et bien changé d'époque. Les grèves du printemps 2003 ont au moins eu le mérite de nous faire comprendre une chose : nous sommes entrés dans une nouvelle période, où on ne peut plus vraiment obtenir de réformes, de nouvelles protections, de nouveaux droits ; face à cela, les dernières luttes en sont réduites pour le moment à tenter de les conserver... Nous commençons à nous rendre compte qu'il est plus difficile de récupérer des droits perdus que d'en gagner de nouveaux. Et nous aurons à en récupérer à la pelle vue la succession, concentrée dans le temps, d'attaques sociales que nous subissons depuis quelques années, ici comme ailleurs. Nous sentons tous, même si nous n'arrivons pas toujours à l'exprimer ni encore à en tirer les conséquences, que ce système dans lequel nous vivons n'a plus rien à nous offrir qu'une dégradation de nos conditions d'existence, des guerres, des désastres, une régression sociale généralisée ; qu'il nous divise et nous oppose chaque jour encore plus ici même et avec les travailleurs du monde entier. Face à cela, nous n'avons surtout pas besoin de spécialistes qui décident à notre place ou qui nous exhortent à leur obéir (comme un syndicat départemental d'EDF-GDF qui écrit récemment : « Vous voulez que vos syndicats soient efficaces... Alors comme dans toutes bonnes armées, obéissez à leurs mots d'ordre. Citoyens de la France d'en bas (sic), ne manquez pas l'action du 5 février. »).

Par contre, nous avons besoin de comprendre pourquoi, autour de nous, le malaise social grandit, pourquoi nous sommes de plus en plus nombreux à ne plus pouvoir payer notre loyer même en travaillant à temps plein, pourquoi les générations futures n'auront rien à espérer que de survivre dans un monde qui nous dépossède déjà de tout, notamment de notre temps...

Cherchons plutôt de nouvelles perspectives... pour ne plus être « la carcasse du temps », pour nous réapproprier enfin notre mémoire, notre histoire, notre vie !



LES SECRETS DE L'ONCLE SAM



● RICHARD BURNSIDE, Les trois rois ●

Ces deux textes, qui nous arrivent d'amis américains, offrent comme des regards croisés sur la réalité politique et sociale aux États-Unis.

Oso Bear nous donne des informations sur les luttes qui se déroulent dans le « sous-sol du monstre », menées dans les secteurs les plus exploités de ce qu'on peut appeler « la nouvelle classe ouvrière » précaire, flexible, jetable. Au-delà d'une vision qui peut apparaître comme légèrement optimiste – et qui n'est sans doute pas sans rapport avec l'engagement même de l'auteur –, l'article met en valeur un aspect essentiel de l'ébranlement du consensus aux

États-Unis. La crise des gigantesques appareils syndicaux, rouages de la reproduction des conditions de vie des prolétaires nord-américains, est ici consubstantielle à l'effondrement des systèmes de retraites et de mutualité médicale. Tout un pilier du mécanisme d'intégration ouvrière s'effondre dans le mouvement du capitalisme contemporain. Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce mouvement ne coïncide point avec le mouvement d'émancipation sociale, plutôt avec celui de la barbarie sociale.

Harry Black, lui, revient sur des faits récents en les mettant en perspective (stratégie des dirigeants, guerre

en Irak...) et aborde la question de la religion au sein de la classe dirigeante. Au-delà des propos faciles qui se contenteraient de traiter G. W. Bush de fou embarqué dans un délire religieux, il replace la religion dans le contexte américain, partie prenante de la stratégie du pouvoir et des contraintes économiques mondiales qui s'imposent à la première puissance de la planète : « La religion n'est qu'une arme parmi d'autres dans son arsenal idéologique. »

OT □

Quand la base se rebiffe



AUX ÉTATS-UNIS, les élections sont déjà loin. Et les luttes ouvrières continuent, comme avant... Je crois que de nouvelles formes d'organisation se développent, assez vite d'ailleurs. Les IWW (Industrial Workers of the World)¹ me donnent quelque espoir. Ce ne sont plus les IWW de toujours, qui étaient assez différents il y a seulement cinq ou dix ans. Les travailleurs qui militent aujourd'hui dans les IWW sont de jeunes ouvriers et de jeunes anarchistes qui cherchent à s'impliquer et qui comprennent que c'est la classe ouvrière qui doit créer une nouvelle société. Ils se rattachent à un anarchisme de lutte des

classes qui a fini par se développer ici. Je crois que le mouvement antiglobalisation a joué un rôle là-dedans, mais je n'en suis pas certain. Il y a aussi de jeunes travailleurs qui s'activent dans différents endroits et différentes organisations, parce que le vieux modèle de syndicalisme – l'AFL-CIO – est totalement en crise et s'est effondré. Je dirais que ce qui se produit aux IWW traduit ce qui se passe chez les travailleurs en général.

Que se passe-t-il ? De nouvelles formes d'organisation font leur apparition. Par exemple, dans la ville de Montpelier (État du Vermont), on a vu naître un Syndicat des travailleurs de Montpelier centre-ville. À l'origine, il fut formé par des membres du Centre des travailleurs du Vermont avec l'aide de l'*United Electrical Workers* (UEW)², petit syndicat militant qui a

survécu au maccarthysme. Comme les IWW, ils pratiquent ce qu'on appelle ici un « syndicalisme de solidarité », ou syndicalisme minoritaire, car ils s'appuient sur une forme de lutte antérieure à la période où l'État et les patrons ont fixé les règles du jeu, en 1935, par la loi NLRA (National Labor Relations Act)³, pour contenir les révoltes et maintenir la paix sociale. On peut considérer que cet ancien pacte social – attaqué pour la première fois par Reagan en 1981 lorsqu'il a viré les contrôleurs aériens – est totalement brisé.

Même les patrons des syndicats AFL-CIO ont fini par reconnaître qu'il y avait une crise et qu'ils risquaient de perdre leur boulot. Il y a donc eu un grand débat au sommet de l'AFL-CIO sur la question de savoir s'ils devaient continuer à verser des millions au Parti démocrate ou s'ils devaient élargir encore les syndicats et les rendre encore plus bureaucratiques et antidémocratiques en obligeant à des fusions et en divisant les travailleurs. Le débat n'est qu'un problème de restructuration et de dollars et les travailleurs comptent pour du beurre. Les bureaucrates savent que leurs organisations sont en crise, le navire est en train de sombrer, mais ils ne voient pas qu'on n'organise pas les travailleurs avec des dollars. Désormais, ce sont les travailleurs qui doivent s'organiser eux-mêmes.

Le syndicalisme de solidarité renvoie à l'idée et aux principes des anciens IWW, qui proclamaient : « Organisons les travailleurs, pas le travail. » De leur côté, les syndicats de branches jouent le jeu selon les règles. Ils organisent le travail, essaient d'obtenir que la majorité des travailleurs adhère, puis font une demande au NLRB (*National Labor Relations Bureau*) pour être reconnus par l'État et par le patron comme unique représentant des travailleurs. S'ils gagnent, la lutte prend fin, l'argent des cotisations commence à couler à flots vers le syndicat et sa seule responsabilité est de fournir des « services » à ses membres : payer les retraites, les assurances-maladie, etc. C'est pourquoi on appelle ce modèle « syndicalisme de services ». Or, désormais, les syndicats ont de plus en plus de difficultés à remporter ces élections pour la reconnaissance officielle. Les patrons embauchent des syndicalistes professionnels les élections prennent des années, et, pendant ce temps-là le patron licencie, intimide, harcèle et achète les travailleurs. Du coup, il est devenu quasiment impossible de se syndicaliser à l'ancienne.

Aussi les nouvelles formes de lutte renouent-elles avec les anciennes formes, d'avant les années 1930, quand les syndicats étaient encore illégaux. Elles se foutent d'obtenir la bénédiction de l'État ou du patron. Parler de syndicalisme minoritaire veut dire que s'il y a deux ou trois travailleurs dans la boîte qui s'affilient au syndicat, ils agissent comme un syndicat, en essayant d'amé-

liorer les conditions de travail. Si l'on quitte une place pour aller travailler ailleurs, « on emporte le syndicat, avec nous, car le syndicat c'est nous. » L'action directe est la méthode préférée. Dans le Vermont, le syndicat a des délégués itinérants, qui sont chacun responsables de plusieurs pâtés de maisons, qu'ils sillonnent, en tant que délégués. Ils parlent avec les travailleurs, essaient de faire passer des idées, d'organiser la solidarité par rapport aux revendications des travailleurs, que ces derniers fassent partie du syndicat ou non.

À Philadelphie, dans le quartier commerçant de South Street, les IWW sont impliqués dans le même genre de « syndicalisme de solidarité ». Des jeunes, qui connaissent une rotation rapide des emplois, ont formé le Syndicat des travailleurs de South Street. Ils ont créé un « comité de revendications », une « équipe volante de solidarité » et un « comité d'intervention ». Certains emplois ont été sauvés grâce à des actions directes de solidarité sur le lieu de travail. Des réunions d'agitation sur les questions de la santé furent organisées à l'intention des travailleurs du quartier. Un travail d'organisation fut mené pendant un an et demi, des travailleurs militants rendant visite, après le travail, à d'autres travailleurs, leur parlant de leur travail et du syndicat. Enfin, une première intervention publique en tant que syndicat a eu lieu en février 2005. Un défilé fut organisé sur South Street en protestation contre l'augmentation du prix des transports et les réductions des services qui risquaient de toucher les travailleurs les plus mal payés.

À Baltimore, une Association des travailleurs unis (UWA) a réussi à organiser les travailleurs occasionnels qui sont embauchés après les matchs pour nettoyer les stades de foot et de base-ball.

À Brooklyn, New York, le comité *Make the Road by Walking* (Le chemin se fait en marchant) a aussi essayé d'organiser tous les travailleurs de la rue commerçante Knickerbocker Avenue. L'objectif était d'organiser le quartier en premier, de faire connaître la lutte aux habitants et de les amener à signer des pétitions pour soutenir les éventuels boycotts. Le syndicat traditionnel de l'AFL-CIO, le RWDSU (*Retail Work Department Stores Union*) des employés de la vente au détail s'est alors intéressé à l'affaire et a décidé de payer un permanent à plein-temps, dans le but d'affilier dans le syndicat les travailleurs des magasins les plus importants. Jusqu'ici, il n'y a pas eu de conflit. Le permanent a pu parler avec plein de travailleurs dans les magasins et a remporté une victoire. Six employés d'un épicerie coréen travailleront désormais 48 heures pour la paie qu'ils touchaient avant contre 72 heures de boulot. Évidemment, je doute fort que le modèle du « syndicalisme de services » puisse continuer à fonctionner dès lors qu'on annoncera aux travailleurs que la lutte est terminée. Par opposition à notre modèle de « syndicalisme de solidarité » qui reste centré sur les travailleurs mobilisés et en lutte permanente.

Nous verrons ce qui se passera par la suite.

Une autre organisation nouvelle collabore avec le syndicat AFL-CIO, le ROC (*Restaurant Opportunities Center*). Elle a été formée par des travailleurs du restaurant qui se trouvait au sommet d'une des tours jumelles détruites le 11 septembre, et dans lequel beaucoup d'employés ont été tués, tandis que les autres sont restés au chômage sans aide pour les familles. Ils se sont battus en tant que centre de travailleurs indépendants, comme un syndicat minoritaire. S'ils sont majoritaires dans une boîte, ils travaillent aussi avec le syndicat officiel de la restauration, le HERE (*Hotel Employees and Restaurant Employees*).

Le 8 mars 2005, une importante victoire a été obtenue par le groupe CIW (*Coalition of Immokalee Workers*) contre la société Taco Bell⁴. Le boycott de Taco Bell durait depuis trois ans. Ce qui devait être une grande protestation devant le siège de la société s'est transformé en un rassemblement victorieux. Taco Bell a en effet accepté de payer un cent de plus la livre de tomates de Floride et de coopérer avec le CIW, organisation des ramasseurs de tomates, constituée principalement d'immigrés d'Haïti, du Guatemala et du Mexique, afin d'améliorer les conditions de travail dans les champs de tomates, où régnait une forme de servitude proche de l'esclavage. Plus de 1 000 ouvriers agricoles ont été libérés de cette condition grâce à l'action du CIW. C'est une grande victoire, disent-ils, car cela représente un précédent. En effet, et après des années de boycott, une grande entreprise reconnaît être responsable des conditions de travail imposées par ses sous-traitants. Étaient présents, au rassemblement qui fêtait la victoire, diverses organisations de travailleurs proches du « syndicalisme de solidarité », tels le CIW, UWA, Make the Road, le Mississippi Workers Center, le CITA (*Centro independiente de trabajadores agrícolas*), d'Albany, dans l'État de New York), etc. La Coalition des travailleurs d'Immokalee (ICW) a aussi travaillé en étroite liaison avec les étudiants – qui ont viré 21 restaurants Taco Bell de leurs universités –, quelques églises et autres activistes et centres de travailleurs. Leur victoire a donc été considérée comme celle de ces nouvelles formes d'organisation, souvent basées, comme *Make the Road*, sur le quartier, c'est-à-dire là où l'on touche les travailleurs non seulement sur leur lieu de travail mais dans leur lieu de vie. Cela devient compliqué parce que certains syndicats bureaucratiques, voyant qu'ils ne réussissaient plus à « mobiliser leur base » (qu'ils considéraient comme des troupes dont ils sont les généraux) ont aussi essayé de mobiliser des associations de quartier. Ils ont essayé d'utiliser les organisations de quartier pour faire ce qu'ils auraient pu faire seuls s'ils n'étaient pas des orga-

nisations bureaucratiques.

La victoire du CIW contre Taco Bell va sans doute donner une nouvelle impulsion aux nouvelles formes de lutte. Cela étant, le CIW n'est guère différent de syndicats nés du mouvement social d'autrefois, comme les *United Farm Workers* de Cesar Chavez dans les années 1960, qui a fini par s'affilier à l'AFL-CIO.

On peut dire que l'AFL-CIO est aujourd'hui presque totalement irrécupérable. Il y a vingt ans, les travailleurs pouvaient imaginer qu'un syndicat classique de services pourrait leur obtenir une retraite, une couverture médicale et des augmentations. Ce n'est plus vrai aujourd'hui. Les fonds de pension privés sont à court d'argent (comme c'est le cas dans mon syndicat de camionneurs), les syndicats ne sont plus assez combattifs pour maintenir la couverture des frais médicaux et des médicaments qui augmentent de 15 à 20 % par an. L'ancien système est donc en train de voler en éclats.

OSO BEAR* ■

Traduction Gobelin □

* *D'Oso Bear (John Marcotte), nous avons déjà publié : « Un prolo américain chez les sans-papiers latinos », Oiseau-tempête n°5, été 1999, disponible sur le site web de la revue.*

Notes

1 – *Industrial Workers of The World, ancienne organisation syndicaliste révolutionnaire, née au début du XX^e siècle. Les IWW ont mené une lutte anticapitaliste claire jusqu'à son écrasement, par la répression patronale et étatique, vers le milieu des années 1920. Des petits noyaux ont survécu jusqu'à nos jours, la plupart du temps en dehors du monde du travail. Lire : Larry Portis, IWW et syndicalisme révolutionnaire aux États-Unis, Spartacus, 2004.*

2 – *Le UE (United Electrical Workers) fut un des syndicats dont le parti communiste américain a pu garder le contrôle pendant les années de la guerre froide. Resté en marge des grands appareils, le UE est par la suite devenu un petit syndicat de « gauche » réceptif aux activités de base. Actuellement, il appuie la formation de syndicats minoritaires dans les usines de l'État de Caroline du Nord (l'État dit du « droit au travail », par référence aux lois sur le « droit au travail » antisyndicales adoptées dans les États du Sud et dans certains autres États, qui avaient rendu l'action syndicale encore plus difficile).*

3 – *Loi qui inscrit dans la loi le droit de former des syndicats. Une des lois importantes du New Deal Rooseveltien. Plus tard, en 1947, avec la Loi Taft-Hartley, le droit de grève, les actions de solidarité et de boycott seront strictement limités. Lire à ce propos, Oso Bear, « Un vrai corset législatif », La Question sociale, n°1, Printemps-été 2004.*

4 – *Taco Bell est une grande chaîne de restauration rapide spécialisée dans les plats mexicains préparés au goût nord-américain.*



La croix et la bannière



CONVIENT-IL D'INTERPRÉTER la politique intérieure américaine et, surtout, la montée de factions religieuses et intégristes comme une « forme moderne d'isolement impérialiste ? » Je répondrais, au moins provisoirement, par un « non » conditionnel.

L'objectif de la politique étrangère des États-Unis reste celui de dominer le monde, au service des bénéficiaires des entreprises nationales. Et face à l'acharnement rationaliste avec lequel le gouvernement Bush poursuit cet objectif, il est clair que les questions religieuses ne font pas le poids et ne jouent qu'un rôle secondaire dans la prise de décisions. La mafia pétrolière, qui tient actuellement les rênes du pouvoir exécutif (la Maison blanche, le département d'État, le département de la Défense, etc.) au sein de l'État américain, courtise la droite chrétienne pour s'approprier sa base électorale, mais dès lors qu'il s'agit de politique étrangère, la religion est peu présente, au-delà d'un engouement de la droite chrétienne pour l'Israël. La position néo-isolationniste du gouvernement s'appuie, en réalité, sur sa conviction inébranlable d'être l'unique superpuissance mondiale et, de ce fait, de devoir contraindre le reste du monde à suivre ses objectifs de politique extérieure. Contrairement à l'isolationnisme qui domina la politique extérieure américaine dans les années 1920 et 1930, son avatar actuel ne correspond pas à un retrait par rapport aux affaires du monde mais bien à un refus catégorique de passer par la négociation multilatérale pour l'élaboration de sa politique. C'est ainsi que le néo-isolationnisme du gouvernement Bush a abouti à la dislocation de l'ancienne entente quasi cordiale entre les États-Unis et l'Europe occidentale, et, plus particulièrement, à un refroidissement marqué des relations entre les États-Unis et deux de ses principaux alliés au sein de l'Otan, la France et l'Allemagne.

Le néo-isolationnisme fut l'œuvre d'un groupe d'intellectuels néo-conservateurs né à l'époque de Reagan et qui préconise depuis les années 1990 un scénario de politique étrangère dans lequel les États-Unis reprendraient des Nations unies la responsabilité pour les « missions de maintien de la paix », devenant le gendarme du monde. En 1997, certaines personnalités désormais bien connues

telles que Richard Cheney, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, John Bolton et Elliott Abrams fondèrent ensemble le Projet pour un nouveau siècle américain (*Project for a New American Century*). À l'origine, ce Project s'était fixé comme but de faire pression sur le gouvernement Clinton, qui poursuivait une politique étrangère qu'il jugea « incohérente ». Dans une lettre ouverte au président Clinton du mois de janvier 1998, le Project demanda au gouvernement américain de renverser le régime de Saddam Hussein. En septembre 2000 (soit avant les élections présidentielles du mois de novembre), le Project publia une synthèse de ce qui n'allait pas tarder à s'imposer comme les principaux objectifs de politique étrangère du gouvernement Bush. Ce rapport préconisa un renforcement de l'armée américaine pour pouvoir mener plusieurs guerres de front et l'implantation de bases militaires à travers le globe, insistant tout particulièrement sur le Golfe persique. Dès cette époque, le Project avait dans le collimateur non seulement l'Irak, mais l'Iran aussi, convaincu que ce pays pourrait bien « s'avérer aussi dangereux pour les intérêts des États-Unis... que l'Irak » Pour conclure, ce rapport avertit que « l'incapacité à se préparer pour les défis de demain condamnera à une fin précoce la Pax americana actuelle. »

Depuis, la politique du gouvernement Bush suit presque à la lettre les recommandations avancées par le Project dans son rapport de septembre 2000 : augmentation massive des dépenses militaires, dénonciation des traités internationaux sur les droits de l'homme et sur le désarmement, programmation d'une nouvelle génération d'armes nucléaires, dépoussiérage du système de défense antimissile de Reagan, la « guerre des étoiles », et laminage de la crédibilité de l'ONU par tous les moyens à sa disposition. Dans un article particulièrement instructif paru dans *Sojourner*¹, Duane Shank note que le 11 septembre a été en quelque sorte une aubaine pour le gouvernement Bush. Dans les jours qui suivirent la destruction des tours jumelles, le Project for a New American Century appela à une invasion de l'Irak « même en l'absence de preuves liant directement l'Irak aux attentats [du 11 septembre] ».

Il n'est pas dans mon intention ici d'explicitier ces évolutions dans le contexte global du capitalisme internatio-

nal, mais je recommande la lecture d'une analyse réalisée par le groupe Retort². Sans apporter de réponses définitives, cette étude défend de manière convaincante l'idée qu'à une époque de suraccumulation, la politique de « néolibéralisme militaire » prônée par Cheney, Rumsfeld, Wolfowitz & co. implique « une agression contre les nations postcoloniales », le développement est centré sur l'État, y compris l'Irak et l'Irak. Pour comprendre l'invasion américaine contre l'Irak, il faut la remettre dans le contexte « d'[un] univers néo-libéral dans lequel un noyau capitaliste dominant peine toujours plus à tirer profit du développement "consensuel" des marchés ou des fusions de sociétés ou des transferts d'actifs ». Ce qui explique aujourd'hui le penchant américain pour une politique étrangère unilatérale et, lorsque le gouvernement le juge nécessaire, l'emploi unilatéral de force militaire. Ainsi, les États-Unis auraient de toute manière envahi l'Irak en 2003, qu'ils aient réussi ou non à contraindre la Grande-Bretagne et de nombreux autres pays, dont l'Espagne, la Pologne, la Bulgarie, la Lettonie, le Salvador, l'Honduras et la République dominicaine, à y envoyer des troupes, voire un simple contingent symbolique. En fin de compte, cette « coalition de bonne volonté », faisant manifestement preuve de mauvaise volonté, a conféré peu de crédibilité multilatérale à une opération de toute évidence unilatérale.

Les néoconservateurs (Cheney & Co), responsables de la politique étrangère et militaire de Bush sont notoirement dénués de convictions religieuses et n'ont jamais tenté d'établir un lien entre les objectifs de politique étrangère et la religion. Tout en se montrant sensibles au rôle essentiel que joue la droite chrétienne au sein de la coalition politique du Parti républicain, ils cherchent avant tout à promouvoir les intérêts militaires et économiques américains au niveau mondial. Certains idéologues d'extrême droite et chrétiens évangéliques, notamment Jerry Falwell, ont, à l'occasion, condamné l'Islam en tant que religion du terrorisme. S'il encourage le racisme anti-arabe sur le plan politique (pour beaucoup d'Américains aujourd'hui, être arabe, c'est être terroriste), le gouvernement Bush répète avec insistance qu'il n'est ni antimusulman, ni anti-arabe. Par ailleurs, les préjugés religieux simplistes tapis dans les profondeurs de l'esprit évangélique ont à ce stade peu de chance de devenir un moteur de la politique étrangère américaine.

Selon une plaisanterie en vogue aux États-Unis, Cheney serait le cerveau de Bush. Plus sérieusement, si Cheney et sa clique néoconservatrice constituent en effet la matière grise du gouvernement Bush, au moins lorsqu'il s'agit de politique étrangère, Bush reste son idéologue en chef. Démentant la crainte initiale des néo-conservateurs qu'il partage la réticence de son père à adopter une politique étrangère fermement néo-isolationniste, Bush s'est avéré le véhicule idéal de leurs idées. Pour rester au pouvoir, les républicains devront séduire une large

panoplie d'électeurs et de groupes d'intérêts qui, dans de nombreux cas, se chevauchent : acteurs économiques, notamment dans les secteurs pétrolier, de l'armement et de la finance, les grands du BTP, ainsi qu'une part importante de la classe moyenne de banlieue et des ouvriers blancs, sans oublier la droite chrétienne. Ancien alcoolique et cocaïnomane converti au christianisme et à l'abstinence en 1984 ou en 1985 (les versions de sa conversion divergent sur ce point), le président est dorénavant chargé d'orchestrer les différentes composantes de la coalition républicaine. Son meilleur atout politique à cet égard réside dans sa capacité à se présenter comme un homme du peuple, cogneur et croyant (rien à voir avec ces libéraux « élitistes » du Parti démocrate), tel un shérif de l'ère des pionniers prêt à défendre son pays contre les terroristes et d'autres menaces intérieures ou étrangères. En tant qu'agent publicitaire du programme de politique extérieure des néoconservateurs, Bush rassemble les forces favorables à la poursuite de l'occupation en Irak. En tant que chrétien professionnel, il flatte la droite chrétienne, dont les soucis permanents se résument à une érosion de la séparation constitutionnelle de l'Église et de l'État (s'assurant ainsi le soutien des contribuables pour des activités religieuses), l'abolition du droit à l'avortement, la limitation des droits des homosexuels et l'utilisation des organes législatifs et des tribunaux pour faire respecter les croyances intégristes. Certes, lorsque l'occasion se présente, Bush tient des propos empreints d'allusions religieuses afin de susciter un ralliement autour des objectifs gouvernementaux de politique étrangère ; tel fut le cas notamment de son discours sur « l'Axe du mal », qui a fait appel à une notion théologique (le « Mal ») pour justifier la « croisade » menée par son gouvernement contre des États considérés par ce dernier comme des « voyous ». Mais le gouvernement Bush n'en est pas moins une entreprise hautement disciplinée et, en dépit d'une expression brouillonne et incohérente, jamais il ne permet que l'idéologie l'entrave dans sa poursuite de ses objectifs. En fait, la religion n'est qu'une arme parmi d'autres dans son arsenal idéologique, servant selon les exigences du moment à améliorer ses chances électorales ou à promouvoir son programme de politique intérieure.

Pendant la période de préparation à la guerre contre l'Irak, le refus français d'accorder son soutien à l'invasion pilotée par les États-Unis a provoqué une vague de xénophobie soigneusement cultivée par l'État. Les pommes frites, qualifiées jusqu'alors de « françaises », furent rebaptisées « frites de la liberté » (suivant une vieille tradition en Amérique : pendant la Première Guerre mondiale, la *sauerkraut* par trop germanique s'est transformée en « chou de la victoire » !), et le dénigrement de la culture française, jugée snob et décadente, alla bon train. (Des problématiques plus fondamentales telles que l'investissement français en Irak ou la déci-

sion prise par Saddam Hussein de vendre du pétrole en échange d'euros plutôt que de pétrodollars n'ont guère reçu d'écho dans la presse américaine.) Cette recrudescence chauvine s'est rapidement calmée, mais pas avant que la France ne devienne synonyme de « de gauche » et d'« élitisme ». Ainsi, lors de la dernière élection présidentielle, les républicains n'ont cessé de reprocher à l'« élitiste » John Kerry d'être « trop français ».

La xénophobie n'est bien sûr pas une nouveauté sur la scène politique américaine. S'il arrive que la politique étrangère néo-isolationniste incite, pour les besoins de la cause, à des formes extrêmes de patriotisme, ce n'est là que de l'exploitation d'un vieux réflexe culturel. Il en est de même pour les idéologues de la droite chrétienne, qui ont réconcilié les formes traditionnelles de croyances évangéliques avec leur programme de politique intérieure ultraconservateur. Ce qui ne signifie pas que leur point de vue est rigoureusement isolationniste (étant donné, par exemple, leur soutien pour les œuvres missionnaires et caritatives en Amérique latine et en Afrique). Ce sont en réalité les politiciens d'extrême droite et non les responsables de la droite chrétienne qui, en 2002 et en 2003, ont fait le plus de tapage autour

du supposé « élitisme » des Français. Pour l'instant, la droite chrétienne accorde la priorité à ses programmes de politique intérieure et n'intervient quasiment jamais dans la politique étrangère, mis à part un appui bien prévisible en faveur de la « guerre contre la terreur ». Est-ce parce que depuis toujours elle joue un rôle historique de serviteur fidèle de la classe dirigeante américaine ? Ce qui n'exclut pas qu'avec l'imbrication toujours plus poussée de la politique et de la religion, elle modifie sa position.

HARRY BLACK* ■

Traduction Jacqueline Reuss □

* *De Harry Black, nous avons publié dans notre dernier numéro : « De la démocratie en Amérique... » (2004).*

Notes

1 – Sojourner, *journal de la gauche religieuse* (www.soja.net), septembre-octobre 2003.

2 – Publié dans *London Review of Books*, 21 avril 2005.

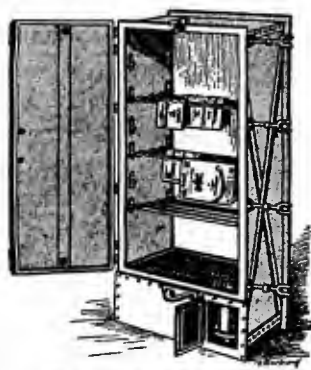


FIG. 664. – Étuve à désinfecter les livres.

L'AUTEUR expose dans ce petit livre édité chez Allia ce que sont les nouvelles formes de domination capitaliste, qu'il appelle le « **Nouvel Ordre Féodal** », et les forces de résistance qui s'y opposent.

*Le Nouvel
Ordre Féodal*

Il est défini comme l'expression d'une concentration clandestine et féodale du pouvoir, qui a besoin d'un pouvoir fort « *en dehors de l'État* », maquillé par le discours médiatique, et d'une acculturation généralisée du « *peuple* ». Pour éloigner le « peu-

JORDI VIDAL. – **La résistance au chaos**

Éditions Allia, 2002.

ple » du pouvoir, il a recours à des techniques informatiques, génétiques et policières. (p. 27) Il « *fonctionne sur l'ignorance, la désinformation et le crime mafieux, afin de rendre invisible et invulnérable le centre réel du pouvoir* » (p. 33). Il est l'expression du contrôle militaire de la planète par le complexe militaro-industriel (p. 38), et de la « *gestion mafieuse du monde induite par le monétarisme* » (par « *monétarisme* », il entend la spéculation, l'argent sale, etc.).

Le concept de « *Nouvel Ordre Féodal* » n'est pas défini ici par des rapports sociaux nouveaux qui seraient l'expression d'une transformation des rapports d'exploitation ou de production, c'est un concept que l'auteur n'a pas trouvé utile de définir et d'expliquer davantage. Mais à peine exposé, il s'en sert partout comme d'une clef théorique : « *L'opacité, le secret, le leurre sont les principes actifs de sa tactique historique. Ils couvrent sa stratégie, qui reste et demeure*

inchangée : le pouvoir, tout le pouvoir. » (p. 31).

Jordi Vidal donne un exemple concret de ce qu'il entend par *Nouvel Ordre Féodal* en montrant comment celui-ci a « *liquidé* » l'État fédéral américain (en agissant selon un plan « *logique* », p. 33). Pour comprendre le processus, écrit-il, il faut revenir à la question centrale du pouvoir : qui le détient et comment ? Par là, l'auteur nous livre, à nous lecteur, le *secret* de ce que tout le monde nous a caché : lors des dernières élections présidentielles US « *les électeurs, explique Jordi, n'ont pas choisi leur candidat* » (p. 30). Avec le *Nouvel Ordre Féodal*, en effet, le rapport au pouvoir a changé : « *Le mandat électif qui est la base politique des États-Unis, les représentants ne le retirent plus du peuple, mais d'un groupe militaro-industriel qui les a sélectionnés, préparés et promus : ils le représentent officiellement devant des médias*

officieusement sous contrôle ». En clair : « *La constitution des États-Unis est un leurre qu'on invoque d'autant plus facilement qu'elle est totalement bafouée. La "démocratie en Amérique", c'est la loi des groupes transnationaux : rien de plus* ». Désormais, les États-Unis, qui sont dotés de l'armée la plus puissante, font la guerre comme un condottiere, pour un seul prince et sans autre choix, ils sont les condottiere d'un groupe militaro-industriel (p. 50).

Ce qui veut dire que, pour l'auteur, c'est le processus même des élections américaines qui a été dévoyé par le Nouvel Ordre Féodal, ce qui veut dire aussi que, pour lui, du temps où les hommes politiques n'étaient pas directement choisis par le Nouvel Ordre Féodal, mais « librement » choisi par le spectacle (au sens situ), c'était mieux. Jordi Vidal nous en dit davantage par ce qu'il regrette que par ce qu'il critique...

Face au chaos,
il y a ceux qui luttent.

CE SONT D'ABORD, les antimondialistes. Au sens large, car le livre de Jordi Vidal a été écrit avant que le mouvement se *gentrifie* dans l'altermondialisme en excluant ses tendances non-réformistes. Certes, Jordi prend soin de préciser (en note, p. 74), que l'antimondialisme représente aujourd'hui une alternative ou bien réformiste ou bien révolutionnaire à la domination marchande. Il reconnaît volontiers que ses tendances sont diversifiées voire antagonistes, que certains antimondialistes se rapprochent de ce qu'il appelle la « pseudo-critique », alors que d'autres se sentent des davantage d'affinités avec le gauchisme bureaucratique. Mais à ces réserves près, c'est bien le mouvement alter/antimondialiste comme *globalité* qu'il défend (p. 89-90). D'ailleurs, à titre personnel, et bien qu'il ne fait aucune allusion aux luttes sociales comme

« forces de résistance au chaos », il regrette qu'un nom « défensif » ait été choisi, il aurait préféré celui d'*internationalisme prolétarien*. (p.75).

Aux côtés des alter/antimondialistes, il y a d'autres forces de résistance qu'il n'est pas difficile de deviner au vu de ce qui précède. D'abord, il y a l'État. On a une idée de ce que devrait être



sa « mission » au vu de ce à quoi il renonce (au grand regret de l'auteur) : « *Lorsque dans son effondrement, écrit-il, l'État n'est plus capable de résister à l'enseignement privé, lorsqu'il laisse la marchandise et le monétarisme envahir le savoir et sa communication, lorsqu'il renonce à la mission laïque et égalitaire de l'école, lorsqu'il dévalorise la fonction enseignante au point d'en faire un simple gardiennage, [cela*

laisse la porte ouverte au retour de tous les intégrismes envahir les écoles] » (p. 74, c'est moi qui souligne...). On a ici, définie en quelques mots, la grandeur perdue de l'État selon Jordi Vidal.

Sur le même registre qu'Attac, il pense que les alter/antimondialistes « *doivent contraindre les collectivités locales et les organisations non-gouvernementales à se désengager du religieux et de la marchandise fétichiste, et non [les accepter pour entretenir la paix sociale]* » (p. 74). Car c'est là qu'a lieu l'essentiel de la bataille selon lui : de l'enjeu politique découle tout le reste.

La gestion « mafieuse » du Nouvel Ordre Féodal se heurte, écrit-il, à l'action des hommes politiques. En effet : « *En exerçant leur mandat, les politiques défendent la capacité de la collectivité à investir à l'échelon local comme national. Pour un monétariste, l'intérêt local n'existe pas [...] son seul soucis c'est la circulation de l'argent [et le renforcement de son pouvoir]* ». On retrouve ici, toute l'argumentation réformiste habituelle sur l'investissement productif et l'abus spéculatif. Les mauvais capitalistes

étant ceux qui spéculent et détruisent la démocratie libérale.¹ Vidal les appellent les « monétaristes » et Attac les « financiers » ou les « spéculateurs ». Il faut, dit-il, aider l'État à remplir ses missions, revaloriser son action comme force de résistance au chaos. Comme pour Attac, il s'agit de *d'obliger*, par des moyens citoyens, les hommes politiques à faire le travail pour lequel ils ont été – selon Vidal – élus.

Autre force de résistance au Nouvel Ordre Féodal, les *journalistes*, c'est-à-dire ceux-là même dont le métier est justement de contribuer au spectacle du discours dominant dans ses différentes variantes. Car eux aussi sont des victimes de la mondialisation qui conduit au chaos et à la gestion mafieuse du monde. Eux aussi, ils voient leur liberté d'expression placée sous le contrôle des grands groupes économiques, si bien qu'il n'y a plus de « *vrai journalisme* » (ici, soupir de l'auteur du livre) (p. 43). En « *renonçant à critiquer le monde pour le changer, écrit-il, le révisionnisme historique et le médiatique ont renoncé à l'objet et au sujet même de la critique. À ce stade de la compromission, il s'agit d'une trahison.* » (p. 69) La trahison des journalistes qui ne remplissent pas leur « mission ». Là encore, Jordi Vidal nous en dit davantage par ce qu'il regrette que par ce qu'il critique...

« *Depuis Ducasse [Lautréamont], écrit-il, nous savons que c'est à la forme et non au fond que doit s'attaquer la critique* » (p. 62). Dans cette modeste note de lecture, j'ai préféré dire deux mots du fond de ce livre pour éviter qu'on se méprenne sur sa forme.

BARTHÉLÉMY SCHWARTZ □

Note

1 – Voir La réforme des illusions, supplément gratuit au n°8 de Oiseau-tempête (2003)

DIEGO GIACHETTI, MARCO SCAVINO. – La Fiat aux mains des ouvriers. L'automne chaud de 1969 à Turin

Éditions Les Nuits rouges, 2005 – 14 €

(Paru précédemment en italien, chez BFS Edizioni, Pise, 1999.)

« J'ai finalement découvert que nous ne luttons pas seulement contre le patron mais contre tout. »

Un ouvrier en lutte à l'usine FIAT Mirafiori, en novembre 1969.

CE LIVRE retrace et analyse les mouvements de grève sauvage d'OS de l'usine Fiat de Mirafiori pendant l'année 1969 (de mai à décembre) en replaçant ce conflit dans une vague de rébellion qui secoue l'Italie pendant une dizaine d'années et qu'on a appelé le « Mai rampant » : des usines aux universités, des quartiers populaires aux collèges, cette secousse sociale et politique repose sur des mouvements de grève le plus souvent sauvages et très durs, mais aussi sur un mouvement d'auto-réduction des loyers et des marchandises. Pourquoi les auteurs ont-ils choisi de décortiquer le contexte, le déroulement et les contradictions de ce conflit à l'usine Fiat de Mirafiori, à Turin ?

L'histoire étant écrite par les vainqueurs, ce livre a d'abord pour objectif de faire (re)vivre un moment des luttes ouvrières, pour qu'une fois de plus, ces expériences ne passent pas à la trappe de l'Histoire. Le choix de ces grèves est aussi déterminé par l'usine dans laquelle elles se déroulent à la fin des années 1960, il s'agit de la plus grande usine d'Europe, regroupant pas moins de 50 000 ouvriers, sans compter les « emplois induits » (sous-traitance). Fiat Mirafiori, usine monstre de 4 km², à 5 km du centre, c'est une petite ville dans la ville de Turin, mais surtout, Fiat, c'est l'Italie : l'histoire de cette entreprise est directement liée à l'histoire économique, sociale et politique du pays. Fiat a longtemps dessiné le paysage industriel du pays et déterminé les mouvements de populations intérieurs. Laboratoire social, elle a également subi les poussées ouvrières les plus rudes et fut à l'avant-garde des contre-offensives patronales

jusqu'à promouvoir à Rome des gouvernements estampillés Fiat.

Cette grève sauvage ouvrière, qui a pris jour après jour un caractère politique et social toujours plus marqué, a fait plus qu'inquiéter la bourgeoisie du pays dans un contexte économique qui est différent, à de nombreux égards, de celui d'aujourd'hui. À l'époque, la modernisation de l'Italie s'opère très rapidement : le pays voit son revenu national doubler de 1952 à 1963, et, pour répondre à un besoin pressant et important de main-d'œuvre ouvrière non qualifiée, arrache plusieurs millions de travailleurs au secteur agricole méridional afin de pourvoir les industries du Nord. Ainsi, les villes du Nord voient leurs quartiers ouvriers exploser en peu de temps, Turin et sa banlieue passant, par exemple, de 700 000 habitants en 1951 à 1 600 000 en 1962.

Ce sont, dès le 13 mai 1969, les ouvriers les plus qualifiés de l'usine (ceux des départements auxiliaires-maintenance et fabrication de pièces spéciales) qui ouvrent le bal. Puis, les jeunes ouvriers spécialisés (OS), non qualifiés et déracinés, se lancent massivement dans ce conflit, en réaction à des conditions salariales et de travail particulièrement dures. Une jeunesse qui n'a souvent aucune expérience des conflits industriels, encore moins des négociations syndicales à une époque, les années 1960, où le taux de syndicalisation est à son niveau historique le plus bas chez Fiat, conséquence de la politique répressive et paternaliste menée par le directeur de l'époque, Valetta, depuis les défaites des luttes de 1948 ; une jeunesse qui ne se reconnaît pas dans la vieille classe ouvrière de métier de Turin, défendant la spécificité

professionnelle, cultivant l'éthique du travail comme base de l'identité ouvrière et habituée à la négociation contractuelle par catégories confiée aux bons soins des syndicats.

Toutes ces conditions expliquent pourquoi, une fois que le conflit est déclenché et que la rage se libère, ces jeunes ouvriers imposent leurs propres revendications (augmentations uniformes, passage de la catégorie pour tous, contrôle des cadences, parité d'avantages avec les employés, samedi férié, etc.) et modalités de lutte, en association avec des militants étudiants ou extérieurs d'autres usines, venus au départ les rencontrer aux portes des usines pour former ensuite, ensemble, une assemblée ouvriers-étudiants qui signera ses tracts par *Lotta Continua*. Cette assemblée, créée dès le 26 mai, consolidée le 21 juin, réunira de 500 à 1 500 ouvriers quotidiennement, après le travail, pour discuter des actions et en préparer d'autres et pourra, pendant un moment, contester le pouvoir des syndicats sur la direction des luttes.

« Une masse indifférenciée d'ouvriers qui n'avaient pas l'expérience de l'organisation syndicale et sur lesquels les cultures traditionnelles des organisations – centrée sur la "valeur" travail comme arme à utiliser contre le patron – avaient objectivement bien peu de prise. Et ce n'est pas surprenant si ce sont ces secteurs une fois impliqués dans les luttes qui les radicaliseront et en feront exploser les contenus revendicatifs (le salaire et le refus de l'organisation du travail) et les formes d'expression (les arrêts spontanés, les cortèges internes, l'assemblée). » (p. 25).

La première phase de lutte culminera symboliquement le 3 juillet, lors d'une journée d'action lancée par les syndicats, où le cortège, appelé par l'assemblée ouvriers-étudiants sera chargé violemment par la police aux portes de l'usine mais où les ouvriers et les habitants des quartiers ouvriers environnants s'affronteront pendant plus de huit heures avec la police jusqu'à la nuit. La peur change de camp progressivement et la lutte s'étend à toute la ville au fil des manifestations et des affrontements avec les forces de l'ordre, le combat ouvrier étant directement relié à des conditions de vie particulièrement difficiles, notamment en raison du niveau des loyers qui représentent à l'époque de 50 à 60% du salaire ouvrier moyen.

Les modalités de lutte prennent alors des formes variées : grèves sauvages tournantes, blocages de la production, cortèges internes pour « nettoyer » les ateliers réticents à entrer en lutte, humiliation des petits chefs contraints d'ouvrir ces cortèges internes en brandissant le drapeau rouge... Face à cette déferlante, les syndicats débordés vont profiter des vacances pour s'adapter, bon gré mal gré, aux revendications puis aux formes de luttes des grévistes. Ils vont bénéficier de deux avantages. Premièrement, à l'automne s'ouvre le renouvellement triennal des conventions collectives nationales de toutes les branches qui doivent être signées avant décembre 1969. Les syndicats vont donc pouvoir organiser des journées de grève nationales pour épuiser préventivement la combativité ouvrière et en donner le rythme. Deuxièmement, une partie des ouvriers veut consolider les acquis de juin, cela se traduisant par la question des délégués. Les auteurs tentent d'analyser l'organisation des luttes, notamment cette figure du *délégué*. En effet, dès le 6 juin, Fiat, pour aider les syndicats, crée 56 délégués « experts [...] pour contrôler les données de la production, les temps, les effectifs, les remplaçants etc. » (p.37), désignés par les syndi-

cats. Cela ne s'avérant pas suffisant, une nouvelle vague est créée durant la seconde phase de la lutte (à partir de septembre) entre les délégués élus par les ateliers en grève et ceux proposés par les syndicats et « cautionnés » par la direction ; ce qui nourrit un vif débat parmi les ouvriers les plus combatifs, une partie d'entre eux y répondant par le slogan « *nous sommes tous des délégués !* », tandis que d'autres s'y reconnaîtront.

Les auteurs interrogent à la fois l'histoire des idées et des groupes politiques produits par la lutte. On peut ainsi se faire une idée des échanges fructueux entre les ouvriers en lutte et les militants de ces groupes, mais aussi des conceptions politiques et organisationnelles de ces derniers : notamment le fait que « *les groupes de la gauche révolutionnaire misaient sur ces "nouveaux ouvriers", sur ces avant-gardes qui surgissaient dans le vif de la lutte revendicative, pour étendre la lutte de l'usine aux quartiers, à la société* » (p. 136) ; ou encore le fait que des membres de l'assemblée ouvriers-étudiants décident de s'approprier le sigle propre à cet organisme produit par la lutte, *Lotta Continua*, pour en faire un journal national à partir de novembre 1969, ce qui déclencha un affrontement politique sérieux au sein de cette assemblée et « *sanctionna la fin de cet organisme autonome, tel qu'il était né au printemps précédent* » (p.120).

Finalement, quelle résonance peut bien avoir aujourd'hui ce conflit de 1969 ? Dans un contexte économique, social et politique bien différent, la grève d'une partie des ouvriers de l'usine Fiat de Melfi entre le 19 avril et le 17 mai 2004 a fait revenir un moment dans les mémoires cette lutte datant de plus de trente ans. La Fiat a perdu des plumes depuis toutes ces années, mais elle reste une place forte de l'industrie italienne et un centre nerveux de l'économie et de la politique du pays. L'usine de Melfi emploie aussi beaucoup de jeunes ouvriers peu qualifiés, frai-

chement débarqués dans une taule qui présente l'avantage de proposer un emploi dans un contexte de chômage et de tension concurrentielle qui tranche avec les années 1960. La concentration ouvrière de même que l'appareil productif n'ont plus rien à voir avec ceux des lieux de production des années 1960. Melfi, c'est aussi une usine ultra moderne, flanquée d'une multitude d'entreprises sous-traitantes, censée à la fois répondre aux exigences de la production en flux tendus (peu de stocks d'avance) et parer aux éventuelles luttes ouvrières... mais c'est aussi une usine où les dirigeants appliquent des méthodes de gestion des "ressources humaines" sur le mode punitif et autoritaire à base de sanctions presque quotidiennes contre les ouvriers. L'appareil syndical est lui aussi plus présent qu'en 1969, ce qui ne préjuge pas de l'écho qu'il peut bien avoir parmi les ouvriers les plus jeunes et, comme dans les autres pays européens, il dispose de bien peu de marges de manœuvre pour faire son boulot. Malgré – mais aussi à cause de tout cela –, l'écho de cette grève récente a pris une dimension bien supérieure à ce qu'on aurait pu en attendre.

Loin des mythes et des images d'Epinal, mais aussi loin de tous ceux qui affirment que la classe ouvrière a presque (ou totalement, c'est selon...) disparu du panorama social, il est fructueux de regarder un passé qui a toujours des choses à nous dire sur notre présent et notre avenir, d'autant que les questions concrètes posées par la lutte de 1969 n'ont été résolues ni hier ni encore aujourd'hui et qu'on dispose de bien peu d'écrits en français pour s'en faire une idée.

BORBALA □



● ANDRÉ BERNARD, *Turbulence de l'œil qui dort* ●

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO 12 D'OISEAU-TEMPÊTE :

José Garcia-Tella, dont nous publions plusieurs œuvres dans ce numéro de Oiseau-tempête est née à Madrid en 1906. Employé de la société Kodak, militant de la CNT-FAI, en 1936, Tella s'est engagé dans les milices de la CNT sur le front de Madrid. Il a écrit aussi pour diverses publications anarchistes et publié des pièces de théâtre. En 1938, il a rejoint la Colonne Durruti sur le front d'Aragon. Il a manqué d'être fusillé par des communistes et n'a dû d'être sauvé de justesse que grâce à quelqu'un qui le connaissait. En 1939, exilé en France, Tella a été interné dans le camp de prisonniers de Barcarès, il est parti ensuite au Havre travailler, puis a connu l'exode en 1940. Un an plus tard, il était arrêté par l'armée allemande et déporté à Bremen. D'où il s'est évadé en 1942. De retour à Paris, Tella a vécu dans la clandestinité, il a travaillé dans le bâtiment comme peintre. En 1945, il a rencontré et s'est lié d'amitié avec André Breton et Jean Dubuffet. Trois ans après, il a peint sa première toile et a commencé à participer à diverses expositions d'« Art Brut » et d'« Art Naïf ». En 1966, il a dit : « J'appartiens à une génération à qui on a volé sa victoire ; émigré, ne parlant pas la langue, sans fortune, je n'avais pas d'autre choix que l'art pour exprimer ces choses que j'avais en moi ; que nous avons tous en nous ». Tella est mort à Paris en 1983. **OT** □

Etienne Anclin
Bruno Bachmann
Osso Bear
André Bernard
Harry Black
Borbala
Yann Brault
David Coustaury
Eloi
Alfredo Fernandes
Hélène Fleury
Marc Geoffroy



Guy Girard
Gobelin
Ilya Green
Gilles Houssard
Jean-Paul Petit
Charles Reeve
Jacqueline Reuss
Sabina
Barthélémy Schwartz
Bruno Tomera
...et remerciements
à Bernard Mouellic

« Stratégies pour une culture de protection radiologique pratique en Europe en cas de contamination radioactive suite à un accident nucléaire », tout un programme ! Justement, le Programme SAGE ! On appréciera la mise en valeur du mot Culture... Mais les petits monstres de la Science politique n'en restent pas là, leur imagination est sans limites. C'est ainsi qu'ils ont également mis sur pied deux autres Projets, ETHOS (1996-2001) et CORE (2002), dont l'objectif est la réhabilitation des conditions de vie dans les territoires contaminés par l'accident de Tchernobyl. Rien que ça, « conditions de vie » ! Toutes ces sinistres élucubrations sont coordonnées par des institutions, émanations d'EDF, du Comité énergie atomique (CEA), de la Cogema d'Arevat de l'IRSN. On ignore si la CGT-EDF est de la partie pour ce qui est de ces beaux projets d'avenir... Le tract qu'on lira ci-dessous fut jeté lors d'une agape du SAGE par de peu sages personnes, soucieuses de dire deux mots à ces serviles partisans du « progrès scientifique » et de dénoncer ces « stratégies de protection » que nous concoctent pour le meilleur des mondes les experts politico-nucléaires. Nous partageons pleinement le point de vue exprimé dans ce tract.

OT □

** SAGE: "Stratégies pour une culture de protection radiologique pratique en Europe en cas de contamination radioactive suite à un accident nucléaire."*

Retour d'expérience

Aux experts nucléaristes européens et à leurs supplétifs réunis au CNAM pour finaliser le programme SAGE*

Parce qu'il est inconcevable pour tout pouvoir d'assurer l'évacuation des zones contaminées, la catastrophe de Tchernobyl a produit 8 millions de cobayes condamnés à survivre sur des territoires dévastés à jamais.

Mais elle a aussi produit une nouvelle génération de nucléocrates, VOUS, tout entiers dédiés au contrôle social.

Vous déclarez : « (...) vivre sous Tchernobyl, c'est réapprendre à vivre, à vivre autrement, intégrer au quotidien la présence de la radioactivité comme composante nouvelle de l'existence » ...et vous organisez l'invisibilité du désastre.

Avec les programmes ETHOS* et CORE*, conduits par l'industrie nucléaire, vous avez, en Biélorussie, « aidé » les populations à faire comme si elles pouvaient vivre normalement dans des conditions qui les tuent. Vous appelez cela « le développement durable sous contrainte radiologique ». Armés de compteurs Geiger et puant la bonne conscience, vous êtes allés jusqu'à expliquer aux femmes enceintes qu'elles devaient se « réapproprier leur environnement ».

Riche de votre expérience, la Commission européenne a maintenant besoin de vous pour en appliquer les conclusions ici. Car les États européens se sont rendus à l'évidence : le développement actuel du nucléaire « impose d'envisager l'éventualité d'un tel accident ». Le projet SAGE que vous finalisez vise à anticiper une telle « surprise » en formant les habituels relais du pouvoir (professionnels de l'éducation et de la santé) à « une culture de protection radiologique », véritable guide de conduite pour apprendre à crever en comptant les becquerels. Votre sale boulot prend tout son sens une fois mis en relation avec les dernières décisions de l'État : en effet, les illusoire mesures de seuils de radioactivité viennent d'être revues à la hausse, normalisant une alimentation et une agriculture irradiées. Vous n'êtes qu'un rouage de cette vaste entreprise de camouflage qui consiste à accoutumer les esprits au fait accompli. Et, dans cette scénographie, il ne manque pas d'écologistes collabos (ACRO...), de scientifiques

marginalisés (Belrad), pour jouer les faire-valoir de ce projet négationniste. Toute cette affaire vise à organiser l'acceptation et la "confiance sociale" nécessaires à la relance actuelle des programmes nucléaires, civil et militaire (EPR, ITER, uranium appauvri, laser megajoule...).

Pour être pleinement efficace, votre travail de dissimulation experte se double d'un spectacle télégénique où figurent gyrophares, blouses blanches et tenues NRBC, la simulation.

Aujourd'hui, dans une station de RER, dans la cour d'un hôpital, sur une base militaire, dans le « périmètre » d'une centrale, dans les champs, les simulations sont partout. La mise en scène militaire de la défaillance et de sa résolution par des praticiens « efficaces » sont les deux faces d'un même projet de domination. Fardée d'images et bardée d'experts, la catastrophe peut alors s'effacer dans un quotidien ininterrompu « d'incidents significatifs », de « disparitions [de sources radioactives] dans le nucléaire de proximité », d'actes de « malveillance », de « retours d'expérience », d'« accidents domestiqués », de distribution de pastilles d'iode et d'« amélioration des méthodes d'interaction avec les populations ».

Bien sûr, cette habitude à laquelle vous travaillez n'a pas pour finalité d'empêcher une catastrophe que l'armée est désormais officiellement la seule « habilitée » à gérer. En réalité, elle est là pour ajuster les rapports sociaux au désastre existant et aux suites des catastrophes à venir.

Comme le conseille l'illusionniste prestigieux Jacques Lochar, « nous devons occuper le terrain ». Nous avons tenu cette fois à suivre son conseil et à venir couronner, comme il se doit, votre travail de maquillage en faisant notre « retour d'expérience ».

Paris, les 14 et 15 mars 2005

LONESOME COBAYE NOT SO FAR AWAY FROM BELARUS □



DANS SON LIVRE, *Défense et illustration de la novlangue française* (Encyclopédie des nuisances, 2005), Jaime Semprun définit la « novlangue » comme : « une refonte linguistique radicale introduisant une rupture complète avec le passé » dont l'origine n'est pas un interventionnisme d'État comme dans 1984 mais naît du milieu social lui-même, bouleversé par les exigences du « milieu industriel » et de sa technologie (p.12, 19). Elle est « façonnée par les contraintes du traitement automatique de l'information » – le langage de l'informatique (p.21). On assiste ainsi, selon l'auteur, à la « réorganisation radicale et universelle [des] données de l'expérience par les nouvelles technologies » ; à cette réorganisation correspond une nouvelle langue, « elle-même universelle et entièrement originale », la novlangue (p.22).

Nous n'avons pas cherché, ici, à faire une critique ordonnée de ce livre, mais plutôt présenter des réflexions que sa lecture a provoquées, qui nous ont entraînés dans des directions qui n'étaient pas forcément abordées par le livre ou, quand elles l'étaient, pas dans le même esprit : sur l'argot, par exemple, la poésie ou la parole qui se cherche dans les moments de rupture sociale.

Valeur d'usage et finalité sociale

Dans la société existante, les machines sont créées pour contribuer à l'exploitation de la plus-value par le travail salarié obligatoire, d'une manière ou d'une autre : au niveau de la

production et de l'exploitation (le fordisme, le taylorisme, le flux tendu, etc.), du système marchand (la carte à puce, l'étiquetage magnétique, les caisses automatiques, etc.), de la gestion administrative, marchand ou sécuritaire, etc. Lorsqu'elles perdent cette « utilité sociale » toute relative, elles cessent d'avoir une « valeur d'usage » au sens capitaliste. On le voit depuis un siècle avec le marché des voitures privées, qui n'a de sens social que tant que l'automobile individuelle et le pétrole qu'elle consomme continuent à être source de profit pour les industries automobile et pétrolière. Semprun s'intéresse aux machines en faisant abstraction de leur finalité sociale. Dans ce sens, il s'intéresse à elles comme fiction. Ici apparaît, chez lui, le lien avec la « novlangue ». Dans le monde qu'il dépeint, où la dictature des machines se profile à l'horizon, la « novlangue » apparaît comme le moyen qu'ont les machines pour se faire comprendre de nous, pauvres esclaves imparfaits, car : « le langage humain garde néanmoins pour fonction de traduire, à l'usage des populations, ce que disent les machines. » (p.57)

Ce qui l'amène à théoriser que : « La novlangue est avant tout un rapport social entre des machines, médiatisé par des personnes » (p.75). Pour comprendre ce que les mots veulent dire, et ce qu'il faut entendre par rapports sociaux, rappelons que du temps de l'« archéolangue » (pour Semprun, il y a une cassure

entre la *novlangue* qui s'impose partout et la langue d'avant, l'*archéolangue*, qui disparaît chassée par la première), certains disaient que le spectacle « n'est pas un ensemble d'images, mais un rapport social entre des personnes, médiatisé par des images » ; qu'il « ne peut être compris comme l'abus d'un monde de la vision, le produit des techniques de diffusion massives des images. Il est bien plutôt une *Weltanschauung* devenue effective, matériellement traduite. [C'est-à-dire] une vision du monde qui s'est objectivée ». Mais cette connaissance ne nous est d'aucune utilité pour comprendre ce que Semprun veut dire par « rapport social entre des machines médiatisé par des personnes »...

Nouvelles technologies et gestion sociale

Semprun fait semblant (?) de croire que tous ceux qui utilisent les nouvelles technologies (Internet, e-mail, cartes à puce diverses, digicodes, etc.) prennent l'argumentation du discours dominant à la lettre, sans distance ni discernement – voire avec enthousiasme. Ceci est peut-être vrai pour la minorité connectée qui se passionne pour l'Internet et son eldorado de signes extérieurs de richesse symbolique. Pour les autres, nous autres, la question est déjà réglée : personne ne nous a demandé notre avis pour l'usage des nouvelles technologies qu'on nous impose.

Intégré dans les modes de gestion au travail, l'Internet a augmenté, par exemple, l'emprise de la bureaucratie. Les salariés téléchargent

leurs documents de travail sur l'*intranet* de leur entreprise avec la même « motivation » qu'ils utilisent la *photocopieuse*, l'*imprimante de bureau* ou la *carte à puce* qui leur donne accès à la restauration collective. De même que le week-end, c'est avec le même « entrain » qu'ils subissent le traitement automatisé de leurs diverses cartes magnétiques pour retirer de l'argent sur leur compte, acheter des produits, prendre le métro, etc. L'équipement bureaucratique, étatique et marchand, s'est étoffé, en effet, de nouveaux moyens de gestion. La carte à puce et les nouvelles technologies (dont l'Internet et l'e-mail sont des aspects) ont transformé le paysage quotidien, la *mise en réseau* des ressources concerne aussi ce qu'on appelle, dans le langage minier-capitaliste, les « ressources humaines ».

De plus, derrière son apparente facilité, l'Internet est devenu un outil complexe qui contribue aussi, parallèlement, à exclure ceux qui en maîtrisent mal la langue et le mode d'emploi. Pourtant, Semprun ne voit pas dans les nouvelles technologies un mode d'exclusion social en devenir, mais un processus de *normalisation*.

« Avec le *nivellement des aspérités de la vie* et l'*uniformisation des expériences*, écrit-il, la *sensation du passage du temps* n'est plus de son côté assez *particularisée* et *contrastée* pour que subsiste le besoin d'exprimer ces multiples nuances, temporelles et subjectives, dont l'*archéolangue* compliquait sa syntaxe. Il n'y a donc pas de problème : rien ne saurait manquer à ceux qui ont perdu les moyens d'exprimer ce qu'ils n'ont plus l'occasion de ressentir »

Semprun veut sans doute parler de la période d'avant les années 90 où le travail se trouvait plus facilement qu'aujourd'hui, où chacun pouvait avoir l'illusion de prendre en main sa vie selon un minimum de libre-arbitre et, par là, satisfaire en partie ses désirs, une période où un relatif consensus social et politique

pouvait laisser penser qu'il y avait une certaine « *uniformisation des expériences* ». C'était peut-être vrai il y a encore une quinzaine d'années, quand le « spectacle » pouvait encore prétendre recouvrir par son discours lénifiant la perception sociale du vécu et quand la réalité concrète n'avait pas encore fissuré de toutes parts l'ancien tissu idéologique. Mais ça ne l'est plus. Cette époque est *révolue*. Affirmer aujourd'hui qu'il y a un « *nivellement des aspérités de la vie* », c'est montrer qu'on se trouve *très loin* du vécu commun. Quelque part d'où on peut observer le monde sans se préoccuper de *comment il va*¹, ni de comment le vivent les « gens », cette entité socialement indéfinie.

L'auteur vit dans une « archéo-époque » où le consensus social se traduisait dans les rapports sociaux ; où la crise déjà présente n'avait pas encore effacé les traces résiduelles des effets intégrateurs des « trente glorieuses » et du capitalisme d'économie mixte en période de croissance ; ce qui faisait croire à ceux qui l'ont vécu que le capitalisme avait, enfin, trouvé la parade à ses crises chroniques, et s'était transformé en *société sans crise*. Le retour de la crise chronique dans les années 70 a été pour beaucoup une mauvaise surprise.

* * *

Ce que l'auteur du livre devrait s'attacher de montrer – et ce qu'il ne fait pas –, c'est en quoi le capitalisme se transformant, la « novlangue » lui serait nécessaire. Au lieu de cela, il nous parle des machines, de la technique et de la langue. Il ne parle pas de la langue et des rapports sociaux, ni des conflits et des antagonismes exprimés par la langue, dans l'argot par exemple. La langue qu'on parle, c'est celle de la classe *dominante*, pas de la technique. C'est pourquoi, elle est traversée des mêmes orages que la vie de tous les jours. On parle et en même temps on est parlé. La langue est un outil encombrant dont

on s'aperçoit qu'elle nous échappe dans certaines situations alors qu'on voudrait qu'elle soit claire et tranchante, par exemple dans des conflits au travail ou dans la cité ; alors qu'à d'autres occasions, sans qu'on ne la contrôle, elle exprime d'une seule charge toute la rage dont on est rempli et détruit sans effort toute adversité. Malhabile dans la vie quotidienne pour exprimer les choses simples, et pourtant extraordinairement envoûtante et persuasive dans le langage poétique de l'amour, par exemple.

Semprun dissocie la langue des rapports sociaux : « Rien n'étant extérieur au monde technique où elle seule permet de s'orienter, de se *positionner*, rien n'est extérieur à la novlangue, écrit-il. Elle impose ses catégories et sa logique, quelles que soient la conscience et les intentions de ceux qui la parlent. » (p.82) Il y a clairement pour Semprun un ensemble clos où cette supposée « novlangue » régie toutes les différences de langage en un même et seul langage uniformisé, mettant de côté les différents corps sociaux et leurs langages spécifiques. Et ce fameux « nivellement de aspérités de la vie... » qui oublie toutes les contradictions qui animent les différents conflits sociaux n'a que pour but d'asseoir cette idée d'une adoption universelle de la « novlangue ». Dans cet élan, les formes de réappropriations du langage n'existent plus, la communication est morte née dans la « normalisation technoscientifique ».

Semprun emploie l'appellation « parler jeune » pour qualifier le langage particulier de la jeunesse, mais surtout de la jeunesse pauvre. Cette dénomination « jeune », tout comme « la jeunesse », est reprise pour marquer l'aspect crédule et naïf de cette catégorie de personne, et du même coup elle contribue à masquer ce à quoi correspond ce langage, qui n'est autre qu'une forme d'argot. Voulant y voir sim-



plement des « formes culturelles et ludiques » de la « novlangue », il oublie de parler de l'essentiel, qui est de dire que ce langage est spécifique à un groupe dominé. S'il y a une forme linguistique particulière à cette population qui se trouve être « jeune » et pauvre, c'est parce qu'elle évolue dans un milieu hostile, d'où, à travers l'argot une quête d'identité. On peut comprendre, alors, par ce refus de la langue légitime, le rejet de ce qu'il y a derrière elle, donc de l'école, des adultes, de la société. Ce refus de la langue dominante comporte déjà un élément négatif ; il s'ouvre sur la critique sociale.

Pour Semprun, ce qui est prédominant, ce n'est pas le fait que cette catégorie sociale qu'est « la jeunesse » passe les trois-quarts de son temps emprisonnée dans le monde de l'école, de la famille et des quartiers – ce qui pourrait nous faire comprendre pourquoi cet infralangage qu'est l'argot persiste –, mais le fait que la « novlangue » utilise les soi-disant mêmes méthodes de langage que l'argot et inversement. Malheureusement l'argot, et faut ici

le préciser – le verlan –, ont toujours pratiqué l'emprunt dans les langues de leurs temps parce que l'argot est aussi la langue². L'argot persiste à véhiculer des mots vieux de plusieurs siècles, ce qui met en déroute le passage de l'« archéolangue » à cette nouvelle aire du langage que serait la « novlangue » que Semprun voit comme s'imposant partout.

Par exemple, il continue de subsister dans les écoles ou les cités un langage multiforme ou se côtoient à la fois un argot séculaire qui dirait par exemple pour signifier qu'on va voler : « viens on va *tchor...* », avec cette « novlangue » qui renvoie à la consommation et qui compléterait par : « ...un ordinateur au *cybercafé* ». L'argot subit des mutations constantes où des mots se perdent, des nouveaux se créent et d'autres réapparaissent.

Vers le langage libéré

Certes, l'argot n'a plus la même fonction qu'autrefois. Quand les classes dangereuses l'utilisaient, elles s'en servaient comme d'une défense ; il été avant tout *opérationnel*. Il avait cette pureté qui en faisait un langage secret, il se présentait comme une arme, *une langue de lutte* qu'employaient les affranchis. On ne peut guère admettre que ceux qui parlent l'argot aujourd'hui soient comparables à ceux qui se sont « libérés d'un esclavage en se dégageant des contraintes de la morale commune³. ».

Qu'en est-il aujourd'hui ? Certes, la population des cités ne peut certainement pas être tout entière assimilée à une classe dangereuse, car comme le dit Becker-Ho : « elle n'en a presque jamais les activités professionnelles ». Aussi, il est d'admettre que le caractère secret qui distinguait l'argot des autres langages n'est plus de mise aujourd'hui. La teneur actuelle de l'argot ne répond plus d'une tactique ou d'une stratégie, mais pour autant il garde une signification, au contraire de ce que pense Semprun qui n'y voit qu'une

forme « culturelle et ludique ».

Concernant l'argot de ce « parler jeune », le sens se trouve dans le besoin de démarcation face à l'hostilité des « adultes », de la politique nationale des « gaulois », de l'enfer des écoles etc. L'argot garde un sens qui n'est plus celui de ses origines, mais celui d'une langue qui va à l'encontre de la norme.

Notre langue et ses mots subsistent une constante dynamique ; certains se retrouvent exploités par l'ordre dominant et dans le même temps se crée quotidiennement des façons révolutionnaires d'être à la langue. Les diverses oppositions au langage que peuvent être l'argot ou la poésie portent un semblable élan vers un langage libéré. La distinction entre ces deux formes de langage n'a pas lieu quand leurs taches ne restent pas passives ou liées à des effets de mode. On ne peut comprendre la poésie comme une révolte qui ne se contenterait que de la seule écriture, elle est comme l'argot quand il devient une arme ; elle ouvre un champ sur les possibles. L'opposition au langage dominant ne peut se satisfaire de la seule langue et de ces seuls mots. Le seul langage libéré n'y fera rien, l'opposition sera totale et non séparée des autres domaines de luttes.

On dit que la langue a partie pris avec la communication. Quand cesse le langage de la banalité quotidienne avec son carcan d'échange trivial et de redondances malades, alors, des fois, au détour d'un débat passionné, d'une discussion échauffée, le langage devient communication ; une communication révoltée : « La poésie doit être comprise en tant que communication immédiat dans le réel et modification réelle de ce réel⁴. »

Le progressisme à l'envers, qui consiste à voir dans les dérives scientistes une fatalité, ne nous est d'aucun secours quand il s'agit pour nous de chercher à changer les conditionsexistantes. *Nous n'écrivons* ...



● ANDRÉ BERNARD, Vint alors, pour les poissons, le temps de fuir l'eau vers la forêt des arbres blancs, 1994 ●

... pas les chroniques du monde perdu. Ce qu'il importe de garder à l'esprit, ce n'est pas la puissance désarmante et écrasante des moyens dominants, c'est que l'existant est défini par les rapports sociaux et que ceux-ci se transforment avec les mouvements sociaux.

Déjouer les intérêts des dominants, c'est aussi réapprendre un nouveau langage, faire naître une poésie vivante.

ETIENNE ANCLIN ☐
& BARTHÉLÉMY SCHWARTZ ☐

Notes

- 1 – Cf. « Comment le monde va ? », dans ce numéro 12 d'OT.
- 2 – Voir notamment, « L'argot » de Louis Jean Calvet, PUF.
- 3 – Voir Alice Becker-Ho 'les princes du jargon', folio.
- 4 – « All the king's men », cet excellent article publié dans l'Internationale situationniste n°8 en 1963, vient contrecarrer Semprun quand il écrit qu'on « ne semble guère s'être avisé d'en décrire les effets sur la langue » (parlant de l'uniformisation et l'atomisation de nos démocraties de masse) (p.31), on peut ajouter aussi que Henri Lefebvre en 1961 parla de la mutation du langage dans son tome 2 de la Critique de la vie quotidienne.



OISEAU-TEMPÊTE est une revue de critique sociale créée en 1997. Elle est réalisée par un

collectif d'une dizaine de personnes aux itinéraires divers, s'inspirant des idées anarchistes, marxistes, situationnistes ou surréalistes. La plupart ne se reconnaissent complètement dans aucun de ces courants. On peut, pour qualifier le projet auquel la revue veut contribuer, retenir les termes communiste, libertaire et internationaliste. Nous voulons la mise en commun des richesses et des tâches et refusons tout pouvoir institué, toute médiation inutile. Nous pensons que la liberté commune est la condition nécessaire à l'épanouissement de la liberté de chacun. Oiseau-tempête recherche, y compris dans l'élaboration de sa maquette, un usage critique de l'imaginaire et de la poésie, dont le pouvoir subversif en fait le bras armé de nos rêves.



N° ISBN: 2-911917-09-X

CORRESPONDANCE : Oiseau-tempête
 21 ter, rue Voltaire, 75011 PARIS – France
 e-mail : oiseau.tempete@internetdown.org
 web-: <http://oiseautempete.internetdown.org>

● La liste des librairies où trouver Oiseau-tempête est consultable sur le site web.

Les anciens numéros d'Oiseau-tempête, traductions et tracts sont disponibles sur le site web. TOUTE COPIE OU REPRODUCTION INTÉGRALE OU PARTIELLE DESTINÉE À UNE UTILISATION INDIVIDUELLE OU COLLECTIVE CONSTITUE UNE CONTRIBUTION À LA DIFFUSION D'OISEAU-TEMPÊTE.

Abonnement de soutien pour 3 numéros : à partir de 20 € – CHÈQUE À L'ORDRE D'AB IRATO